

Les réalités sociales françaises à l'aune européenne

Projet de contribution à la consultation spéciale de la
Commission européenne sur la réalité sociale
européenne

Centre d'analyse stratégique
18 rue de Martignac,
75700 Paris cedex 07
Téléphone : 01 42 75 60 00
internet : www.strategie.gouv.fr

Julien Damon
Chef du département Questions sociales
01 42 75 61 41
63

Contact presse
Caroline de Jessey
01 42 75 61 37 - 06 21 80 35

La consultation sur la « Réalité sociale de l'Europe » : construire ensemble un cadre commun de référence

Mai 2006, Communication « *Un projet pour les citoyens* » : la Commission européenne propose de procéder à « *un bilan détaillé de la réalité de la société européenne* ».

Février 2007, une consultation exceptionnelle sur la réalité sociale européenne est lancée :

- La consultation vise à dégager un consensus sur ce que sont les questions sociales importantes en Europe.
- La consultation, ouverte à toutes les institutions et à tous les citoyens européens, s'appuie sur un document du Bureau des Conseillers de Politique européenne (BEPA) de la Commission européenne.
- La consultation durera jusqu'en décembre 2007 et donnera lieu à un rapport de synthèse début 2008.

Le Centre d'analyse stratégique apporte sa contribution à la consultation :

- Le Centre d'analyse stratégique, en partenariat avec la Représentation de la Commission européenne en France, organise un séminaire d'experts le 29 octobre 2007 « Un bilan de la réalité sociale française : Quels enjeux de société communs aux Européens ? Quelles réalités sociales spécifiques à la France ? ».
Quatre thèmes principaux sont mis en discussion : (1) « Le bien-être, un objectif de politique publique ? » ; (2) « Inégalités, jusqu'où s'en inquiéter ? » ; (3) « Emploi et travail, de nouvelles réalités ? » ; (4) « Immigration, intégration, quels défis ? ».
- Le Centre d'analyse stratégique rend un rapport, sous la forme d'un ensemble de graphiques et commentaires, sur la situation de la France au regard des nouvelles réalités sociales européennes.

Sommaire

- Introduction page 4
- Démographie page 6
- Bien-être, bonheur et santé page 10
- Inégalités, pauvretés page 26
- Education, formation page 36
- Emploi, chômage, conditions de travail page 45
- Immigration, intégration page 59
- Famille page 65
- Délinquance, insécurité page 70
- Protection sociale, modèle social page 82
- Capital social, défiance page 93
- Face à l'avenir page 101

Introduction

L'objectif de ce document est de proposer quelques repères sur les réalités sociales de la France, en comparaison avec les autres pays de l'Union Européenne.

L'ensemble des graphiques présentés ici comporte des données renseignées pour la France et les autres pays de l'Union Européenne, a minima des 15, et le plus souvent des 25 ou 27 selon les indicateurs. Sur chacun des graphiques figurent la valeur de l'indicateur considéré pour la France, pour les pays de l'UE ainsi que la valeur de l'indicateur pour la moyenne des pays de l'UE-15 et/ou de l'UE-25 (ou UE-27).

Le choix des indicateurs a été restreint par la contrainte – disposer de données pour au moins les pays de l'UE-15. Certains tableaux mériteraient d'être complétés par des données nationales plus approfondies, par exemple quant aux catégories sociales ou classes d'âge concernées.

Cela n'enlève rien à la pertinence d'un tel document qui se veut document de travail : rassembler des données comparées sur un spectre large de thèmes (ou encore, donner « en un coup d'œil » une « image » des réalités sociales en France au regard de la situation observée dans l'Union Européenne) et cela afin d'ouvrir le débat sur les réalités sociales contemporaines en Europe.

Une des visées de ce document est de poursuivre le travail d'analyse et de mise en évidence des réalités sociales, dans la suite notamment du récent rapport du Cerc sur *La France en transition* (2006) www.cerc.gouv.fr/rapports/rapport7/rapport7cerc.pdf, et du premier rapport du Centre d'analyse stratégique sur *La société française : entre convergences et nouveaux clivages* (2007) www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/Rapportannuel2006.pdf

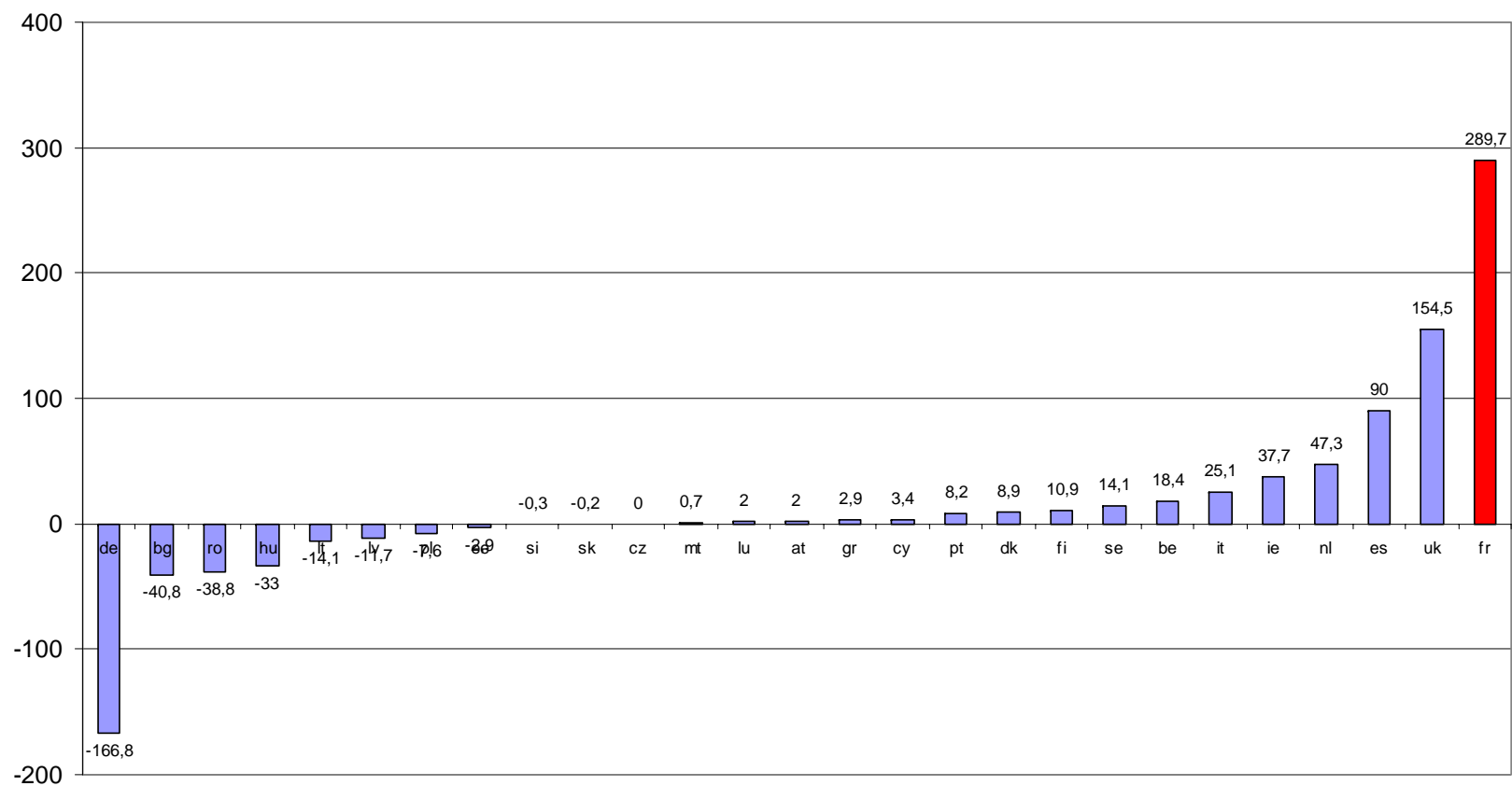
Abréviations des noms des pays de l'Union

AT :	Autriche	LV :	Lettonie
BE :	Belgique	LT :	Lituanie
BG :	Bulgarie	LU :	Luxembourg
CY :	Chypre	MT :	Malte
CZ :	République tchèque	PL :	Pologne
DK :	Danemark	PT :	Portugal
EE :	Estonie	RO :	Roumanie
FI :	Finlande	SK :	Slovaquie
GR ou EL :	Grèce	SO :	Slovénie
HU :	Hongrie	ES :	Espagne
IE :	Irlande	SW :	Suède
IT :	Italie	UK :	Royaume-Uni

**Une population française en
augmentation dans une Europe
vieillissante**

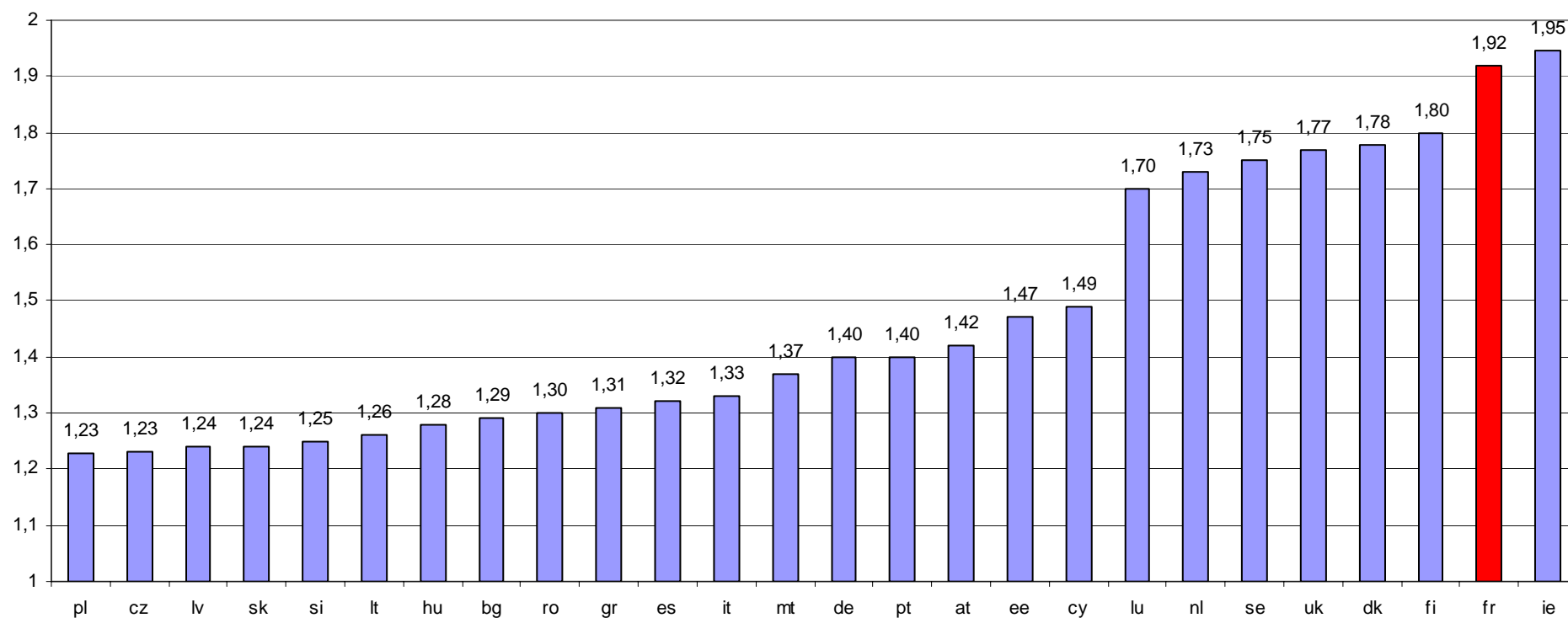
L'accroissement naturel de la France explique les deux tiers de l'accroissement démographique européen.

Accroissement naturel 2006 (milliers d'habitants)
(Source : Eurostat)



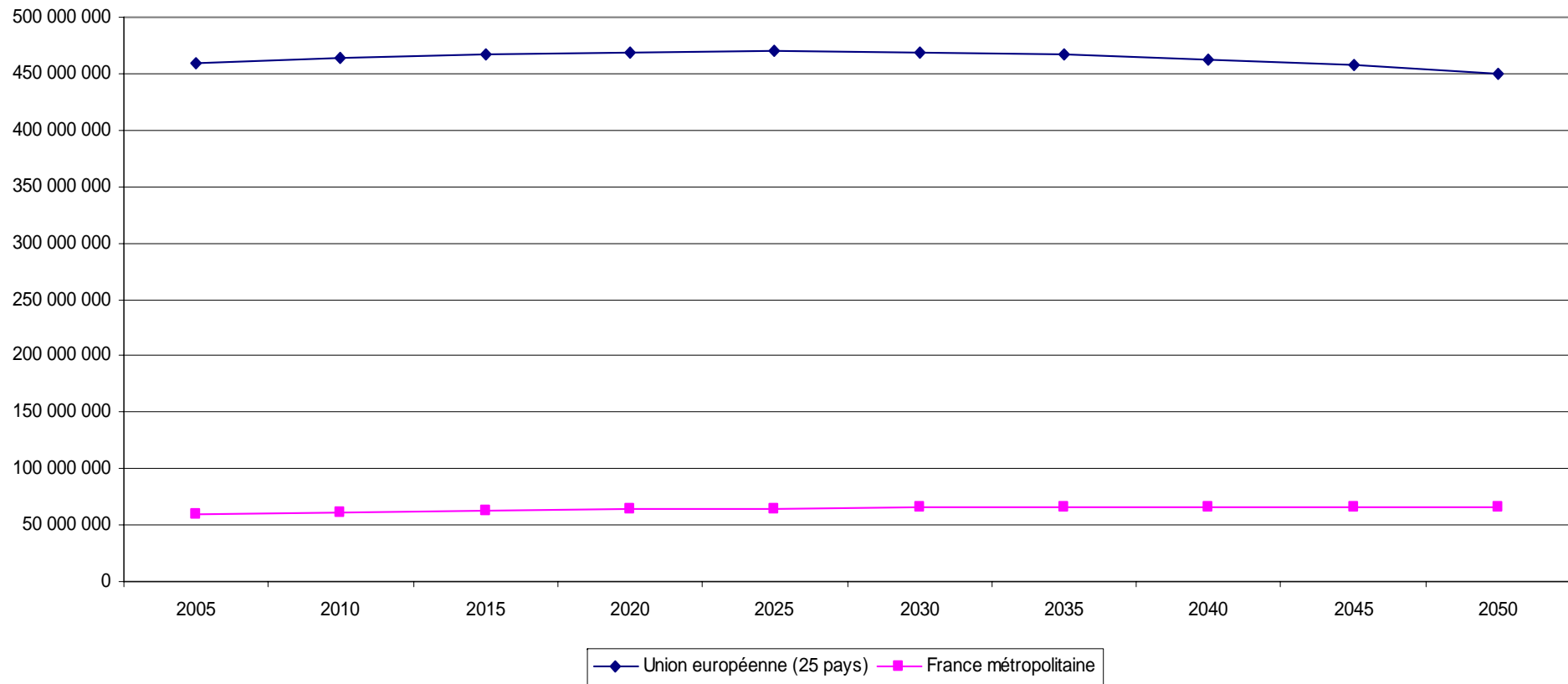
L'indicateur conjonctuel de fécondité le plus élevé d'Europe, avec celui de l'Irlande.

Indicateur conjonctuel de fécondité 2004
(Source : Eurostat)



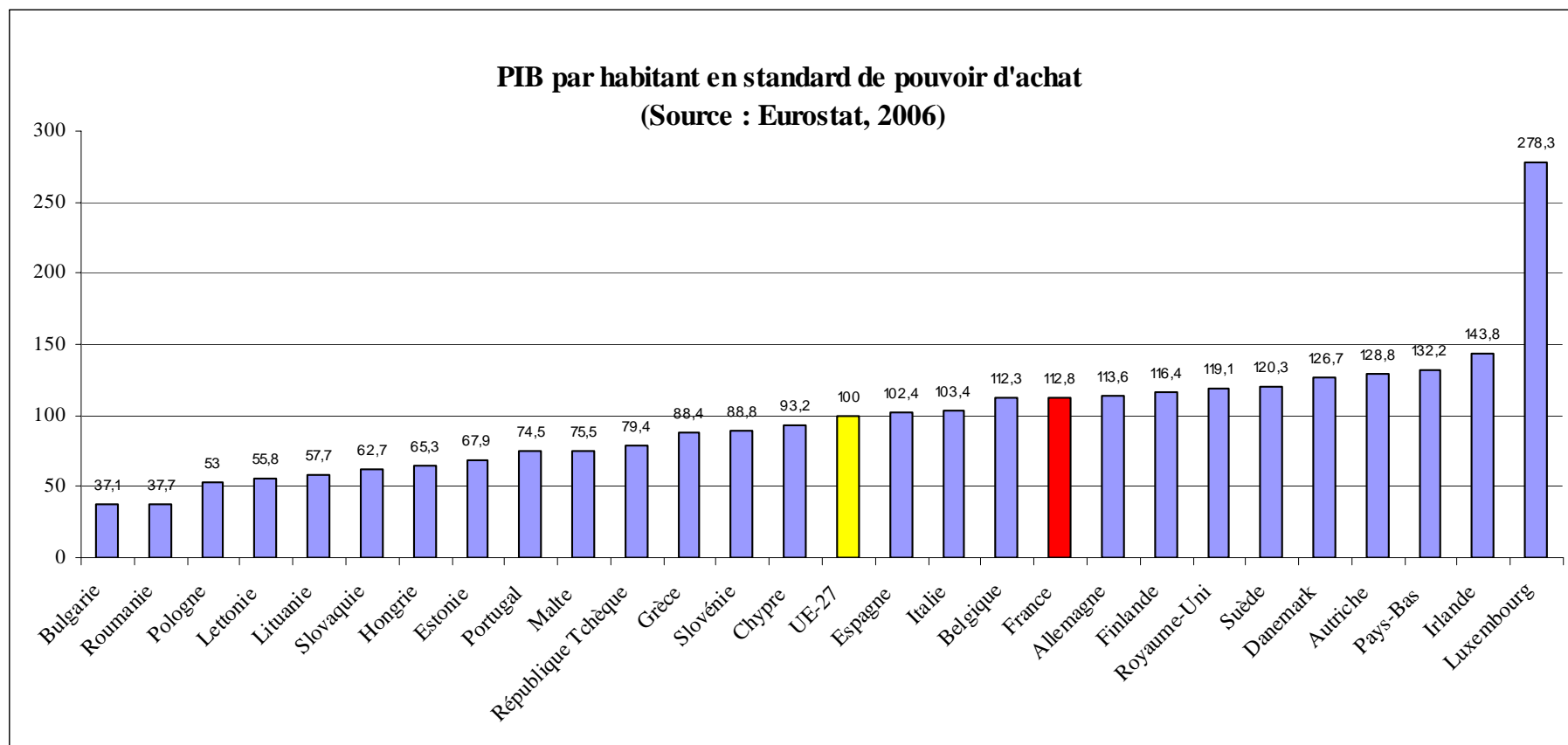
La population française passerait d'ici 2050 de 13 % à 14,6 % de la population européenne dans une Union en déclin démographique.

Projection de population
(Source : Eurostat)

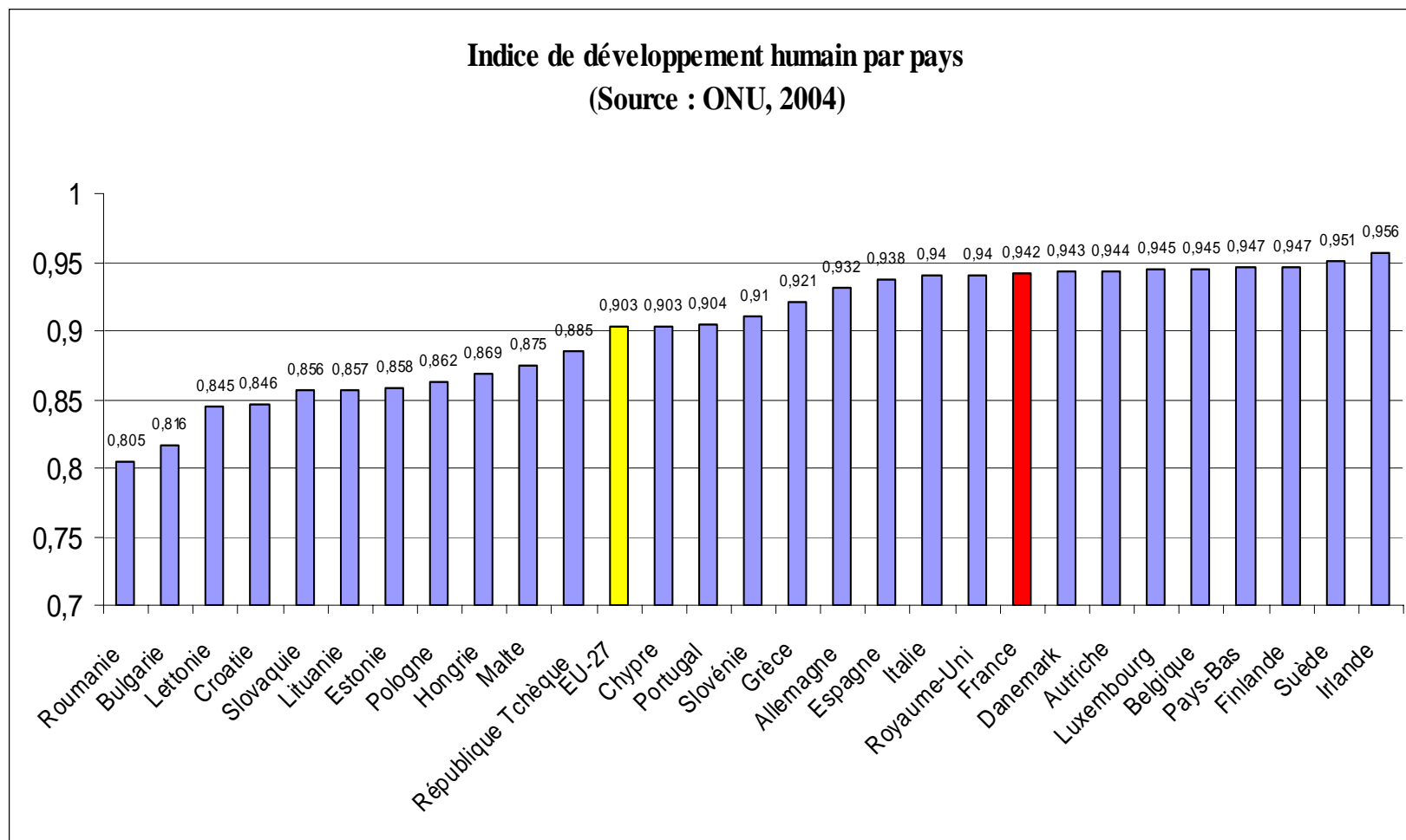


En matière de niveau de vie, de bonheur et de bien-être, la France se situe à des niveaux proches de la moyenne européenne

Le PIB français par habitant se situe au-dessus de la moyenne de l'UE-27, à un niveau proche de ceux de l'Allemagne et de la Belgique. La France occupe la 10^{ème} position au sein de l'UE et la 18^{ème} position au classement mondial.

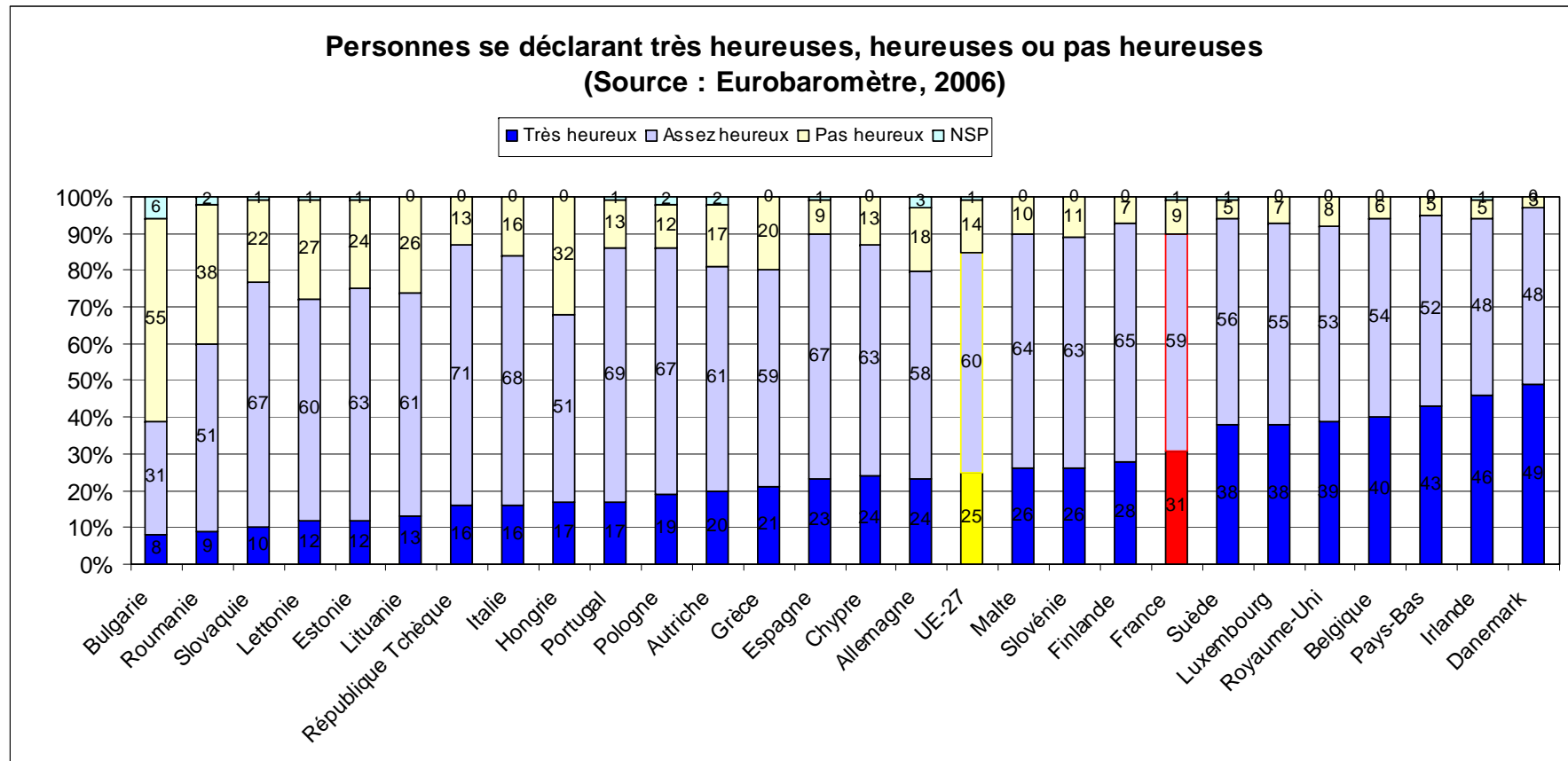


Le classement en fonction de l'indice de développement humain est un peu plus favorable à la France. Elle apparaît plus performante que l'Allemagne ou le Royaume-Uni, qui la devançant pourtant en termes de PIB par habitant.



L'indice de développement humain (IDH) établi par le Programmes des Nations Unies pour le Développement est un indice composite, calculé par la moyenne de trois indices : santé/longévité, niveau d'éducation et niveau de vie

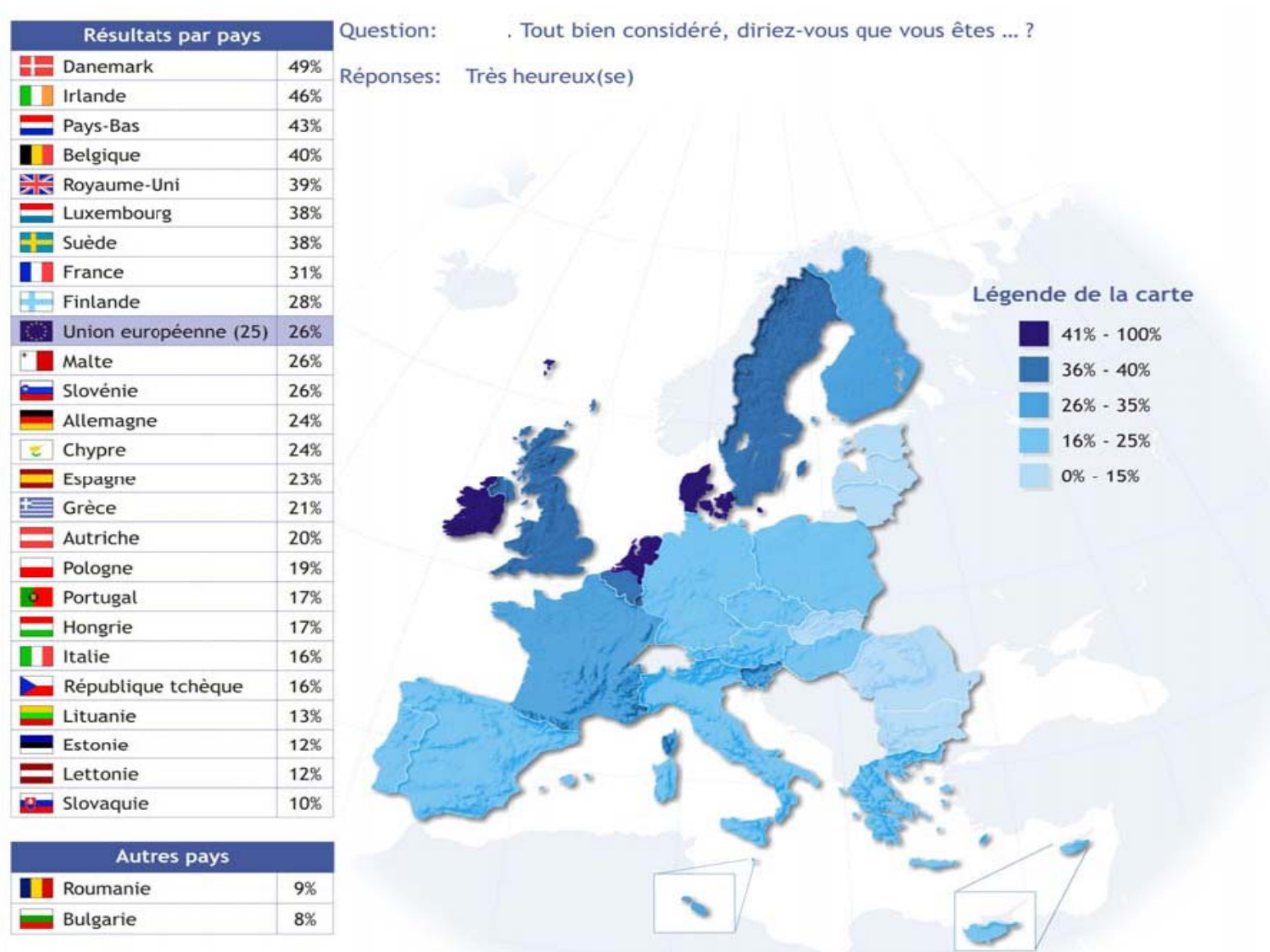
La France compte 90 % d'habitants se déclarant heureux. Si l'on considère les « très heureux », elle est toutefois nettement distancée par le Danemark, l'Irlande, les Pays-Bas, la Belgique, le Royaume-Uni, le Luxembourg et la Suède.



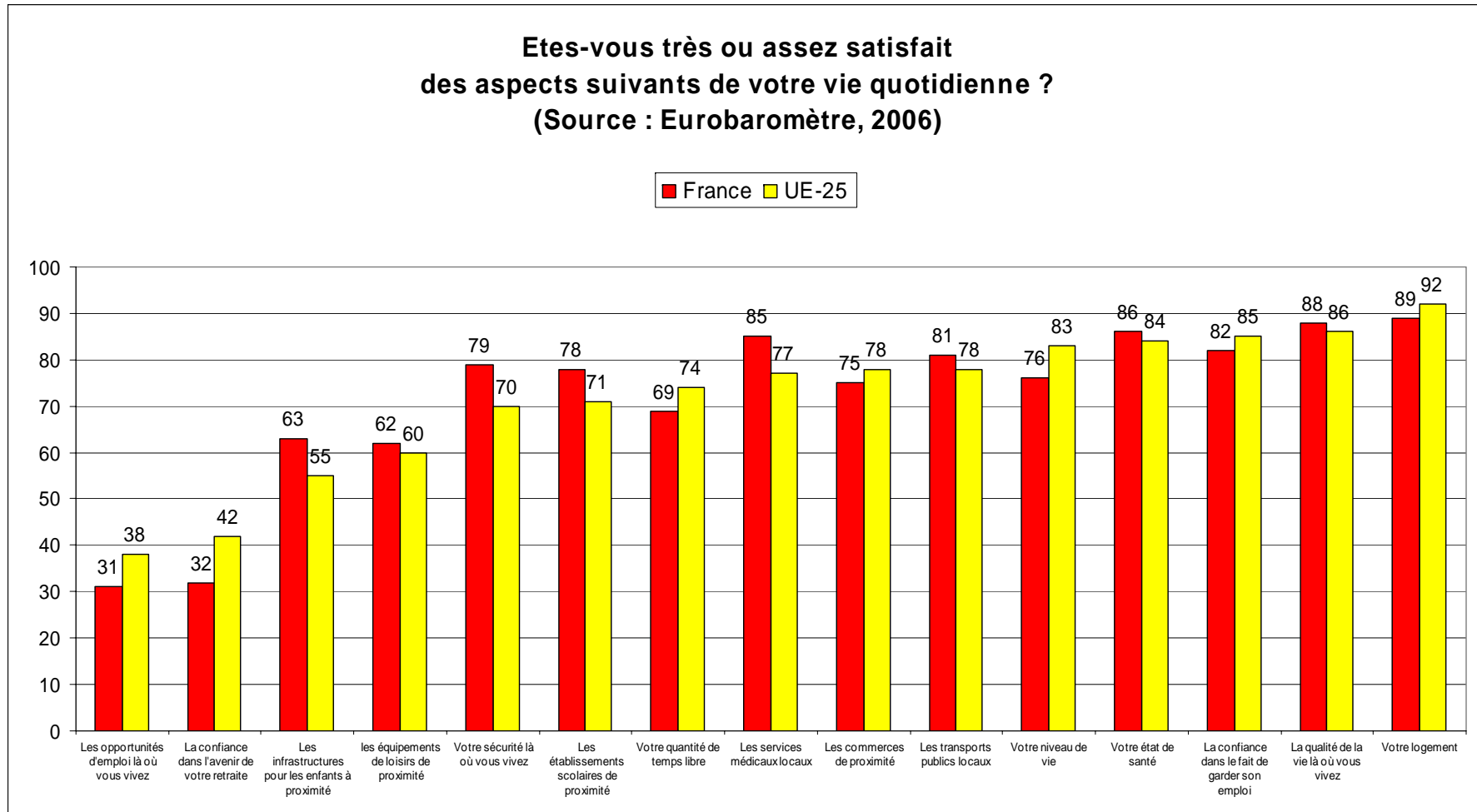
Ni le PIB ni les indicateurs synthétiques ne renseignent sur le bien-être ressenti *in fine* par les individus. Les indicateurs de « bien-être subjectif » visent à donner la mesure de la satisfaction personnelle ou du bonheur des individus sur une base auto - déclarative.

La carte du bonheur dans l'Union Européenne

(Source : Eurobaromètre 2006)



Des Français et des Européens globalement satisfaits des différents aspects de leur vie quotidienne. Deux motifs d'insatisfaction communs : un manque d'opportunités en matière d'emploi et des craintes concernant les retraites.

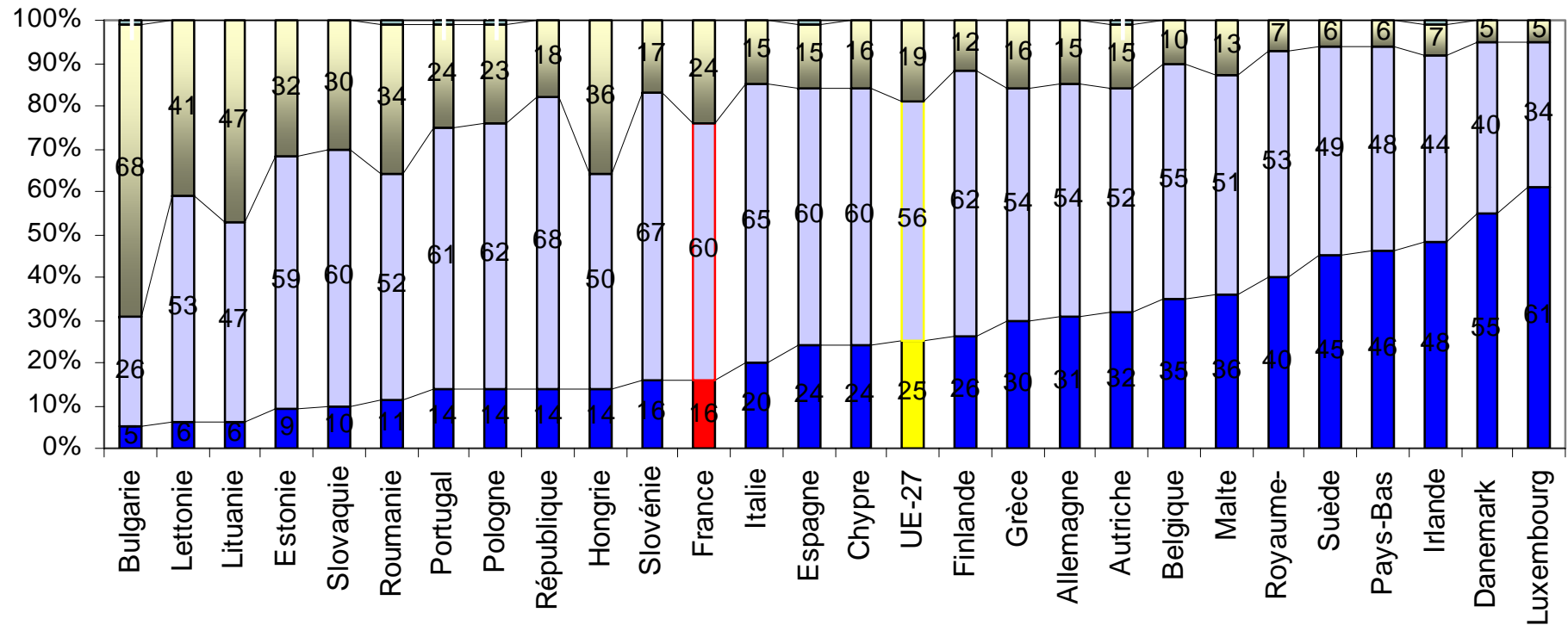


En termes de satisfaction à l'égard du niveau de vie, la France se situe, avec 16 % de très satisfaits, à l'avant-dernier rang de l'Union à 15.

Satisfaction à l'égard du niveau de vie dans l'UE-27

(Source : Eurobaromètre, 2006)

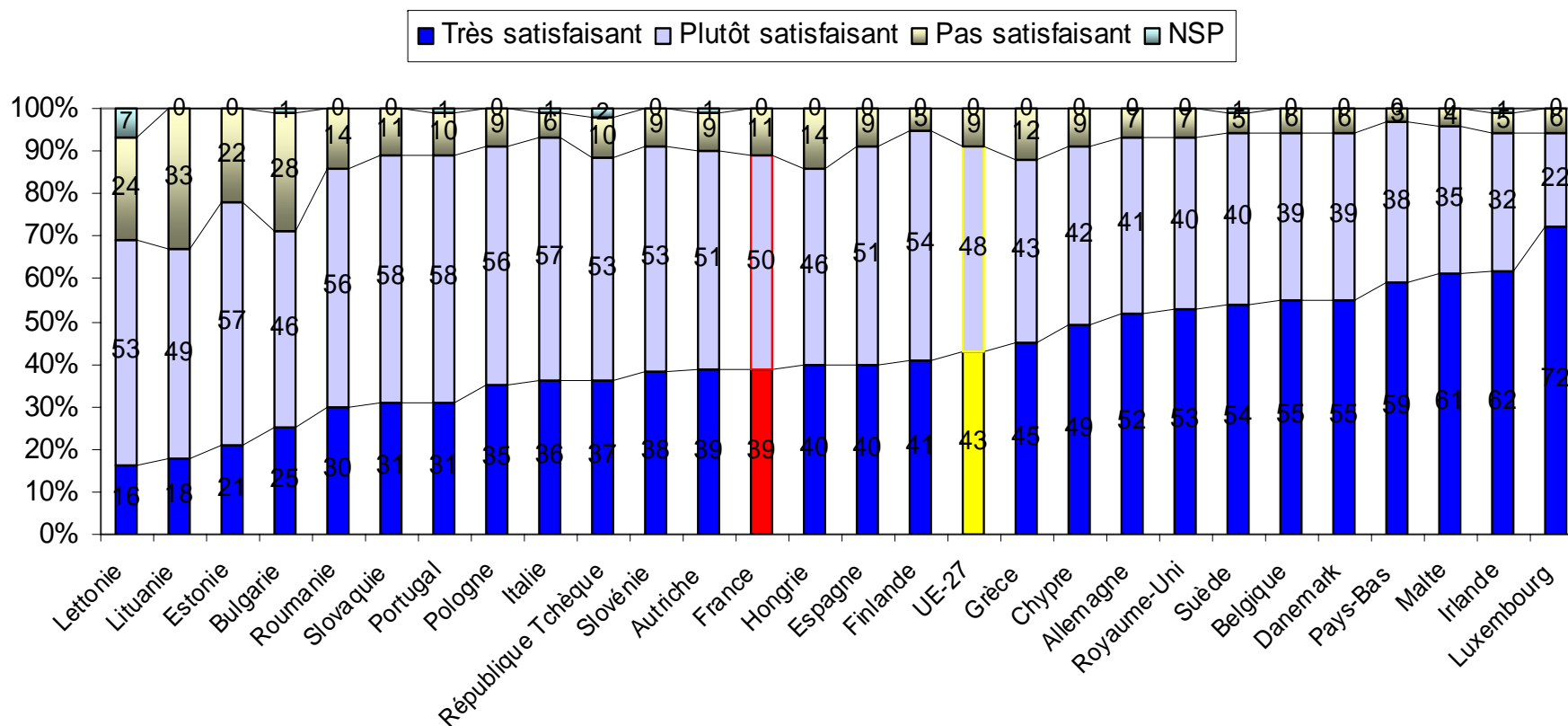
■ Très satisfaisant ■ Plutôt satisfaisant ■ Pas satisfaisant ■ NSP



Concernant le logement, un des principaux motifs de satisfaction des Européens, la France est loin de l'excellence.

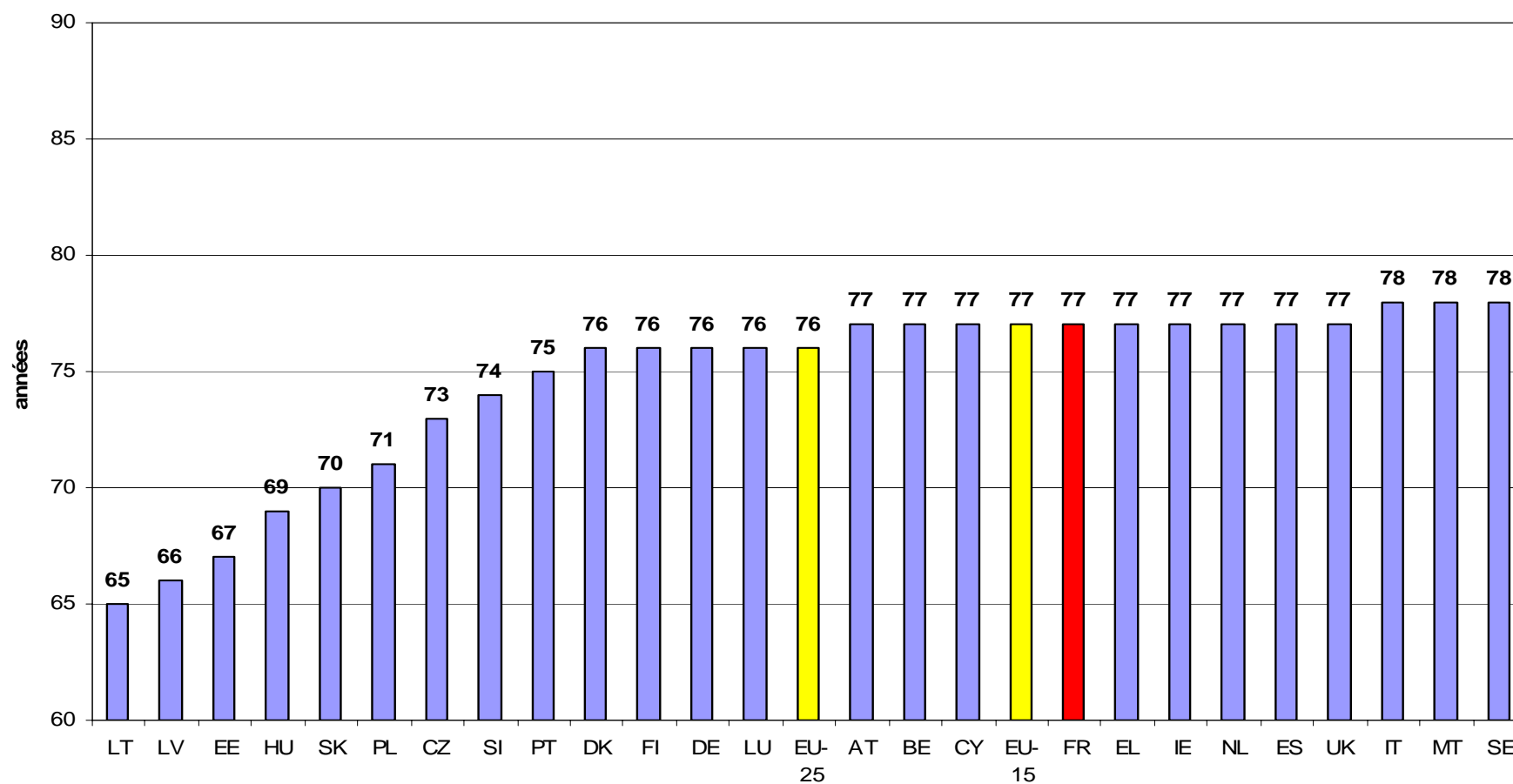
Satisfaction à l'égard du logement dans l'UE-27

(Source : Eurobaromètre, 2006)



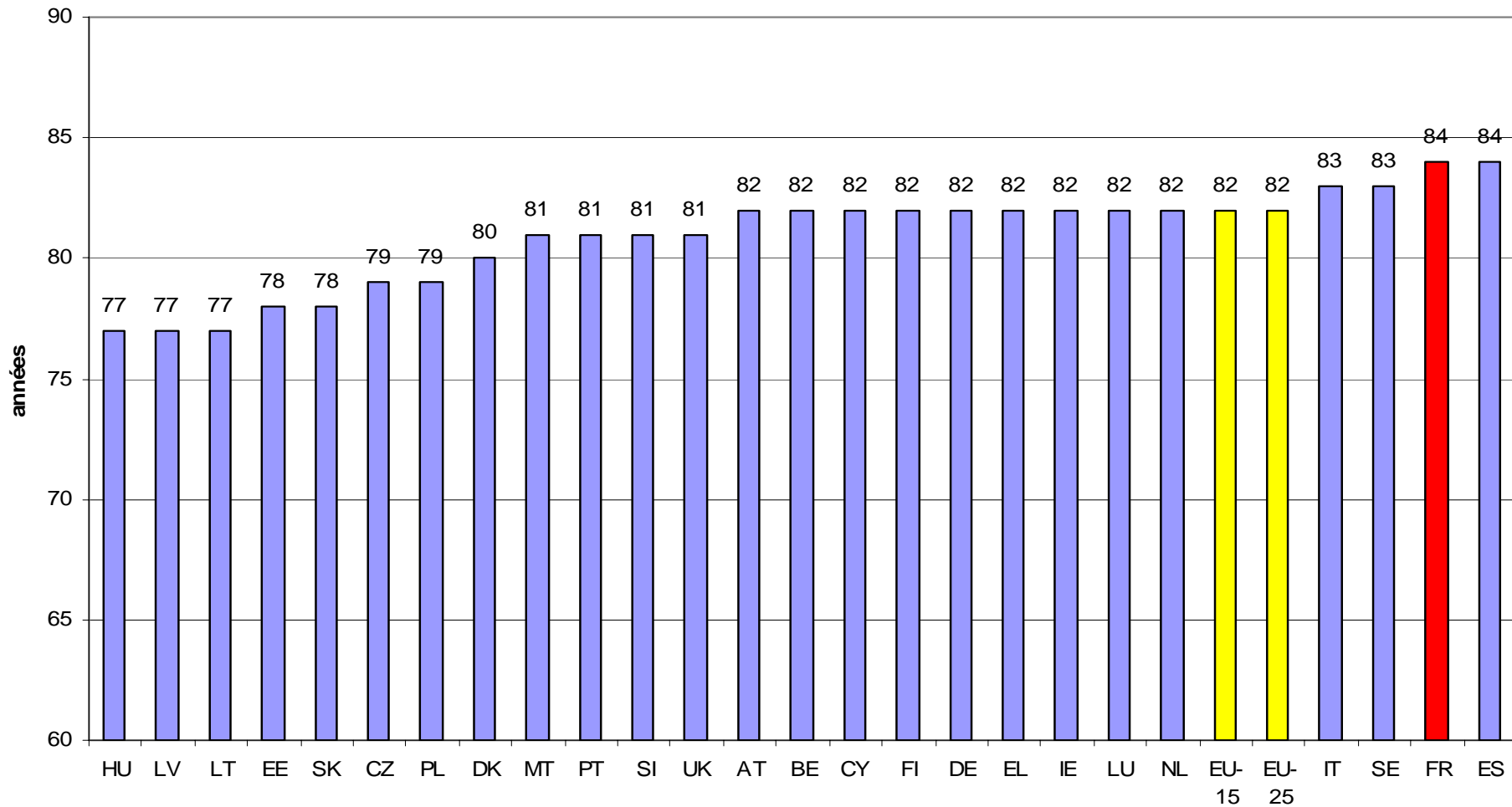
En termes d'espérance de vie, la France se situe dans la moyenne européenne pour les hommes (77 ans).

Espérance de vie - hommes
(Source : Eurofound, 2005)



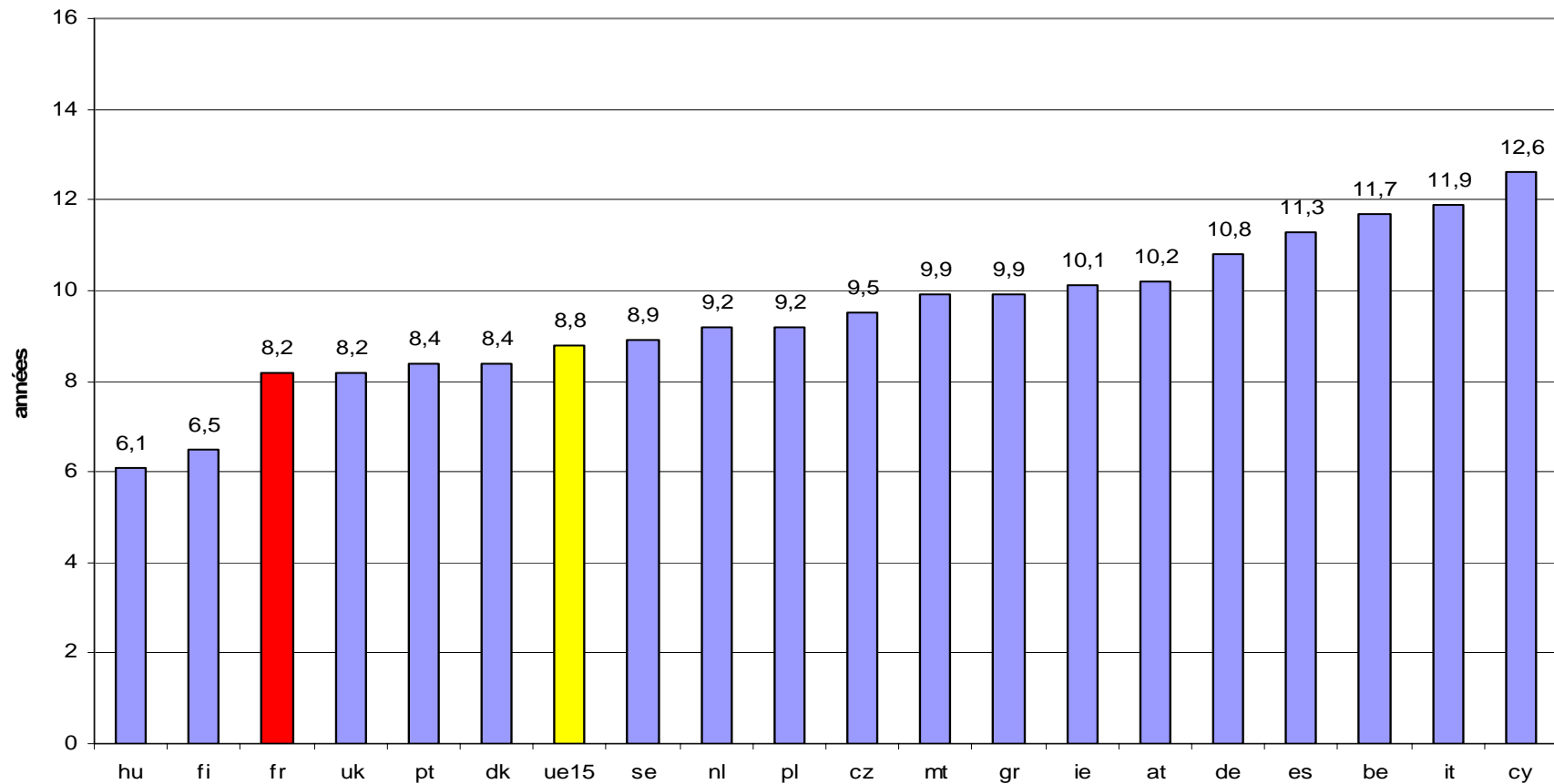
La France est en tête pour l'espérance de vie des femmes (84 ans), soit 2 ans de plus que la moyenne européenne.

Espérance de vie - femmes
(Source : Eurostat, 2005)



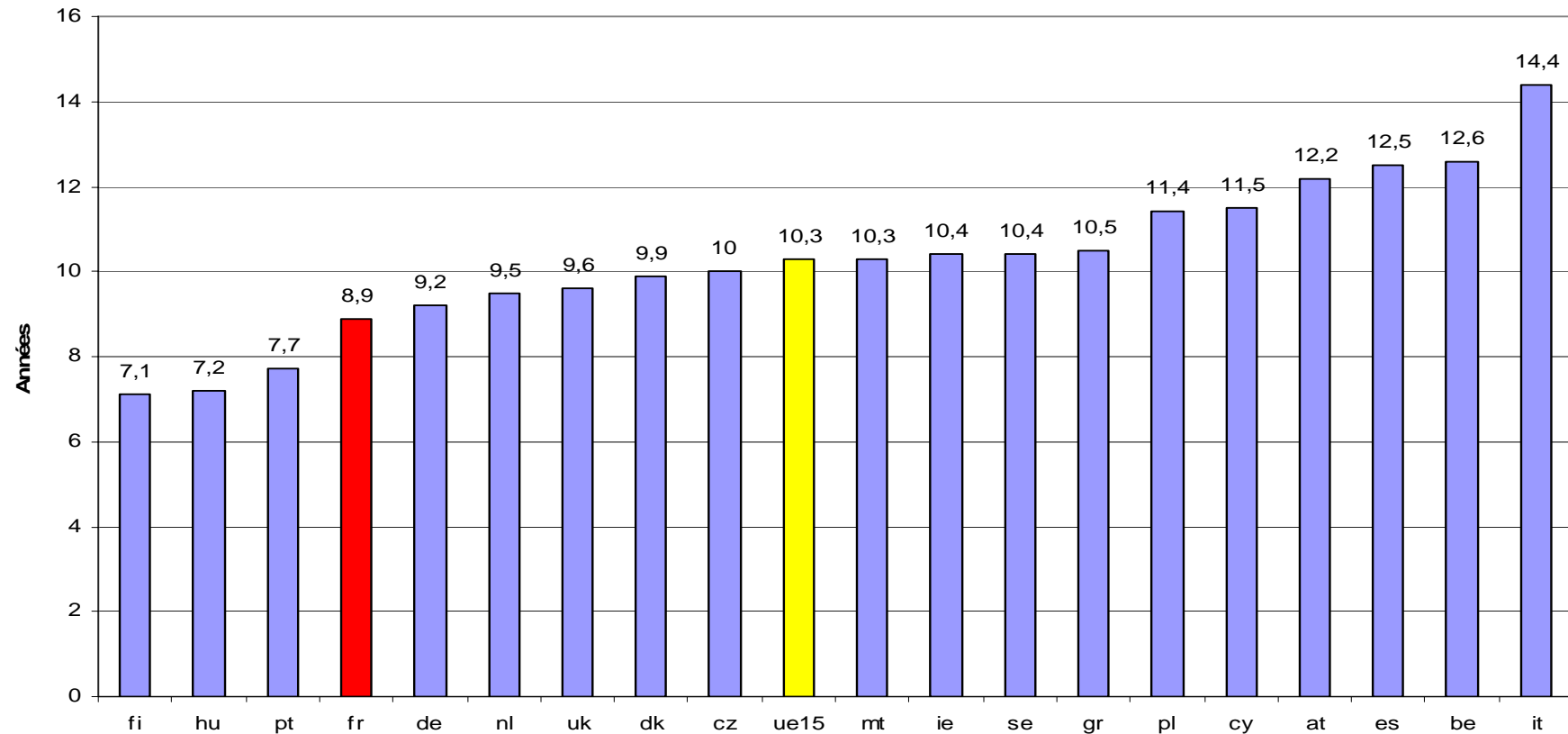
Le constat est cependant moins favorable si l'on considère l'espérance de vie *en bonne santé*. La France se situe, avec une espérance de 8,2 années en bonne santé à 65 ans, sous la moyenne de l'Union.

Espérance de vie en bonne santé à 65 ans - Hommes
(Source : Eurostat, 2003)



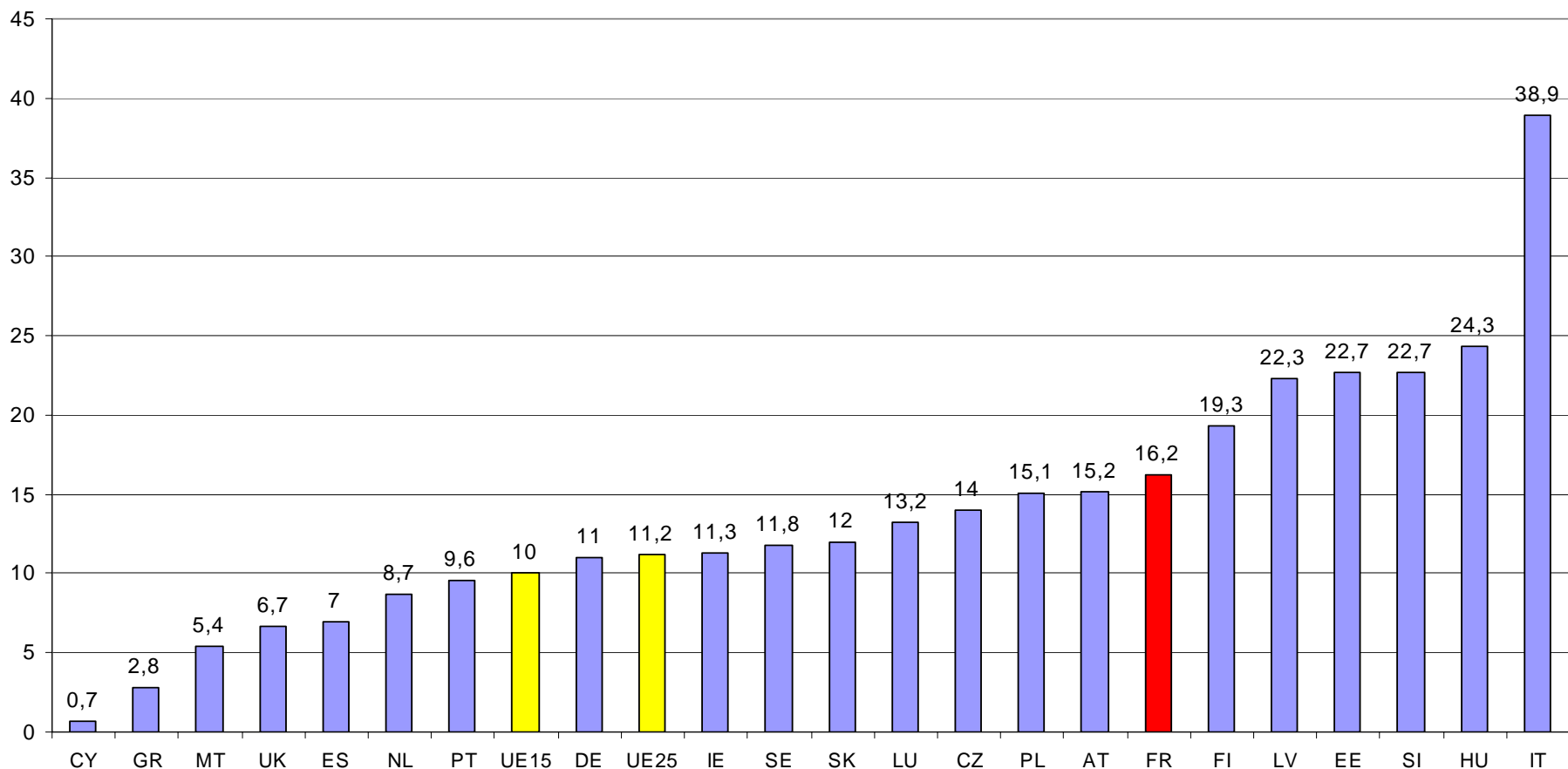
Pour les femmes, l'espérance de vie en bonne santé à 65 ans s'établit à 8,9 années, soit un an et demi de moins que la moyenne des pays de l'UE-15, ce qui relativise sensiblement la bonne place de la France pour l'espérance de vie.

Espérance de vie en bonne santé à 65 ans - Femmes
(Source : Eurostat, 2003)



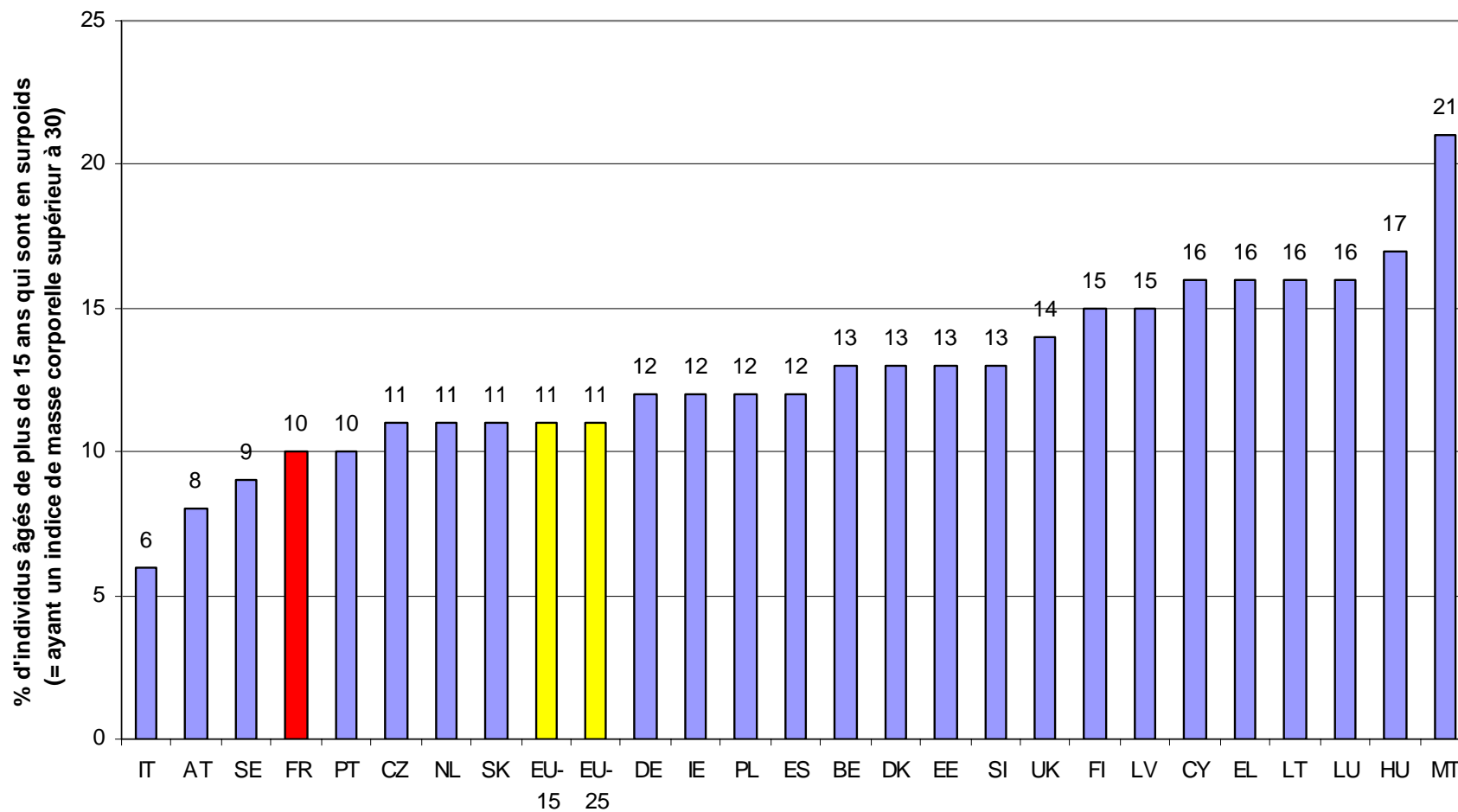
La France présente un taux de décès par suicide particulièrement élevé par rapport à la moyenne de l'UE-15 (+ 6 points) et également de l'UE-25 (+ 5 points).

Taux de décès par suicide pour 100 000 habitants
(Source : Eurostat, 2004)



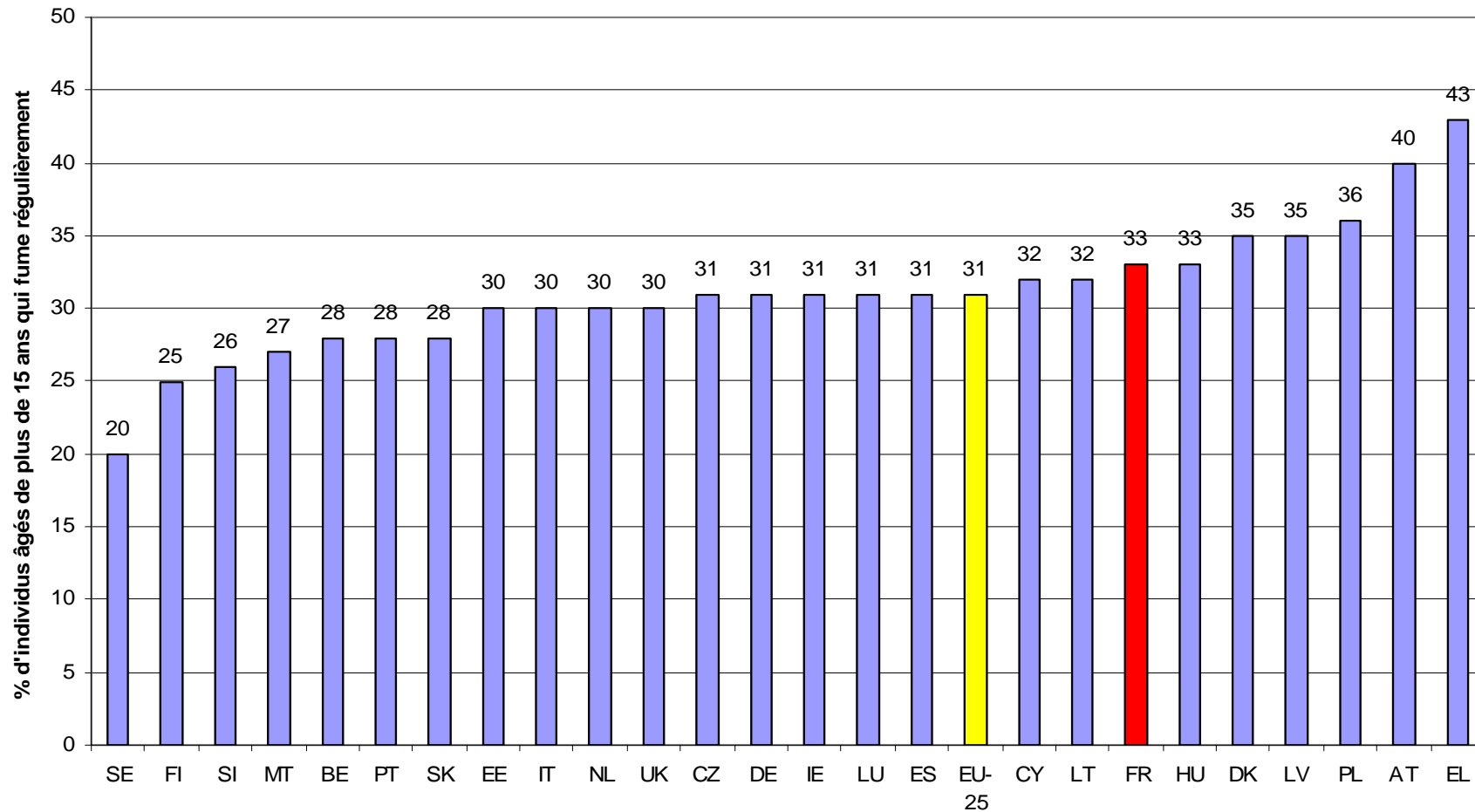
Les taux d'obésité placent la France légèrement en deçà de la moyenne européenne.

Taux d'obésité
(Source : Eurofound, 2005)



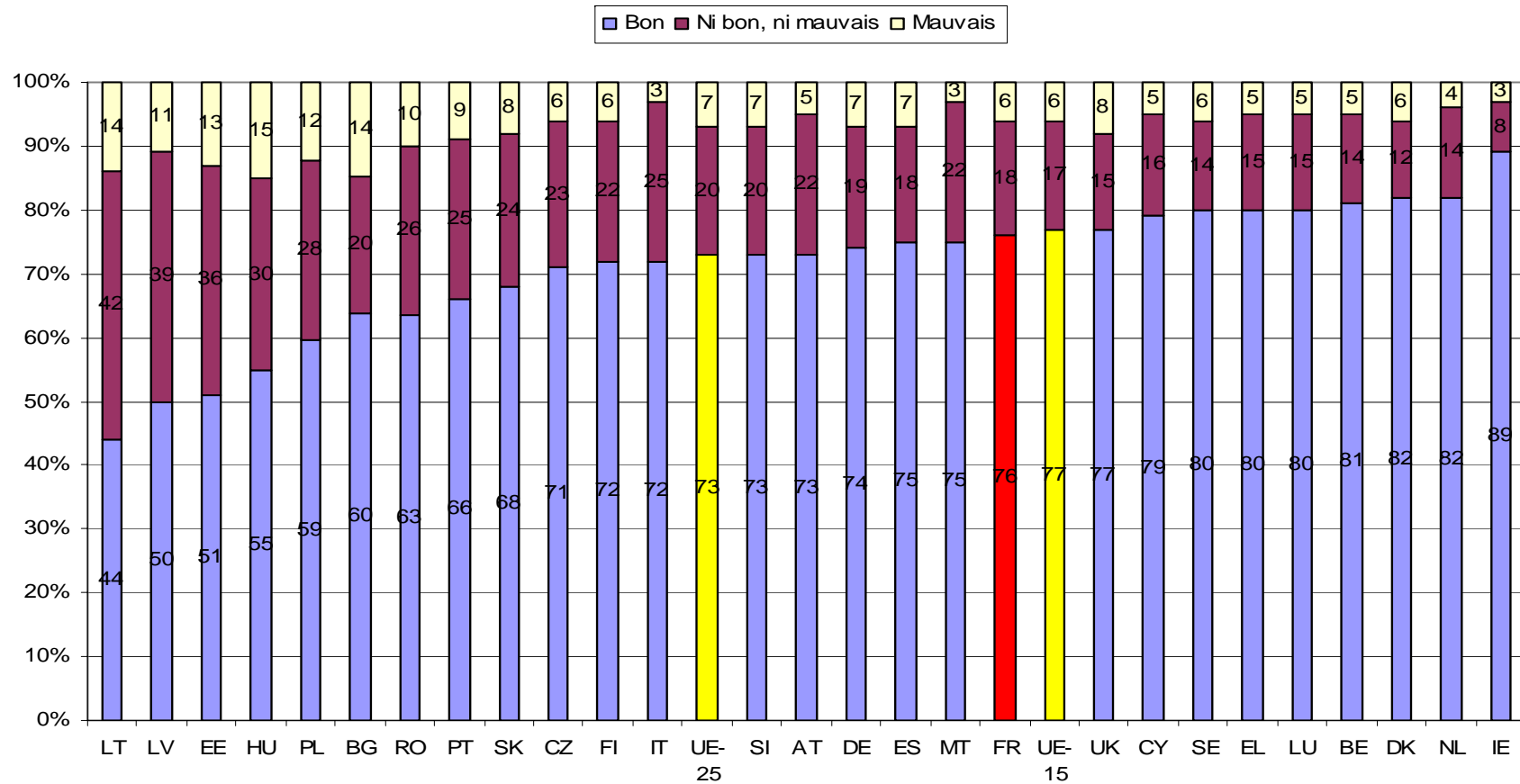
Un tiers des Français fument régulièrement des cigarettes, plaçant la France légèrement au-dessus de la moyenne des pays européens.

Part de la population qui fume des cigarettes
(Source : Eurofound, 2005)



Lorsque les Français évaluent leur état de santé, ils répondent globalement de la même manière que la moyenne des habitants de l'UE-15, avec un peu plus des trois quarts d'entre eux qui déclarent être dans un « bon état » de santé.

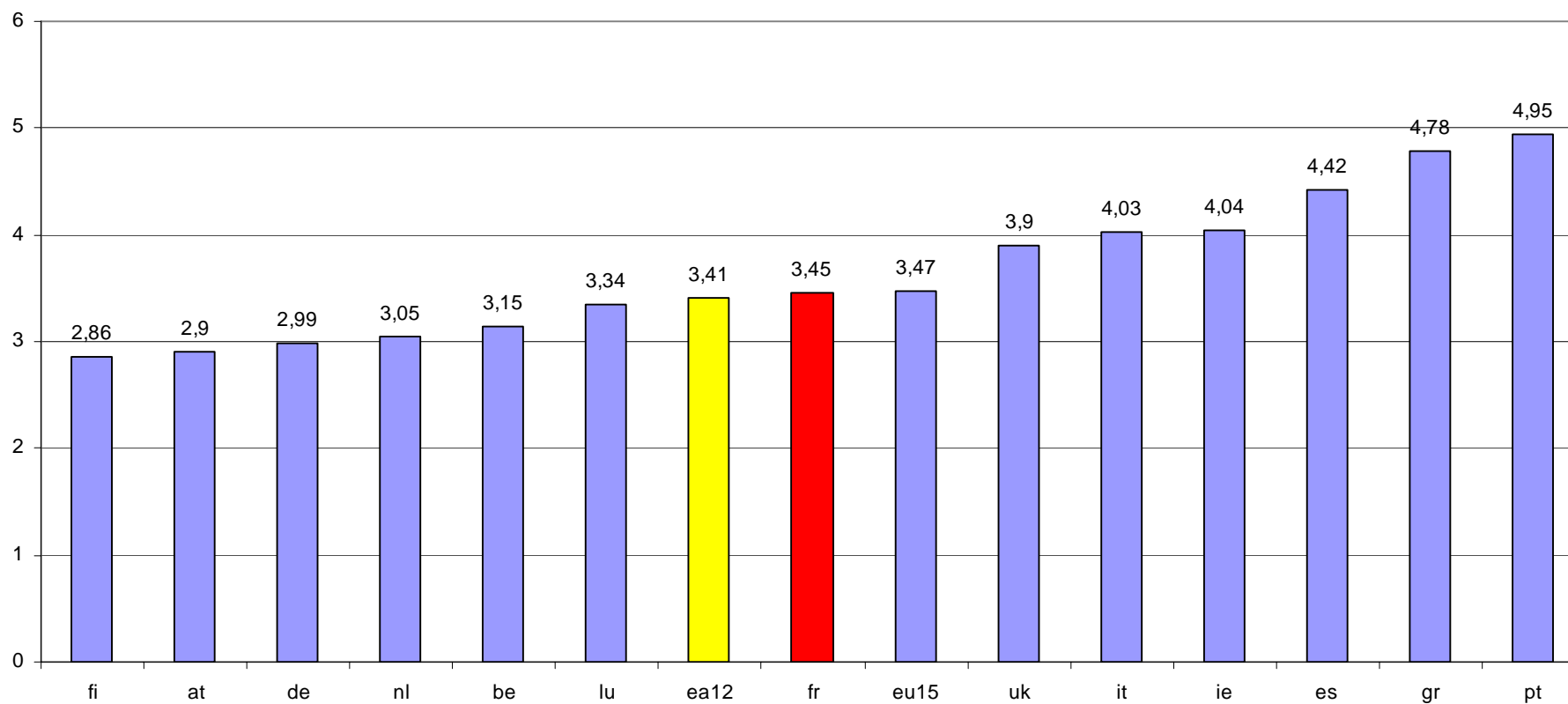
Autoévaluation de l'état de santé
(Source : Eurofound, 2005)



**Une France moins inégalitaire et
moins pauvre que la plupart de ses
voisins, mais des Français plus
inquiets de l'exclusion**

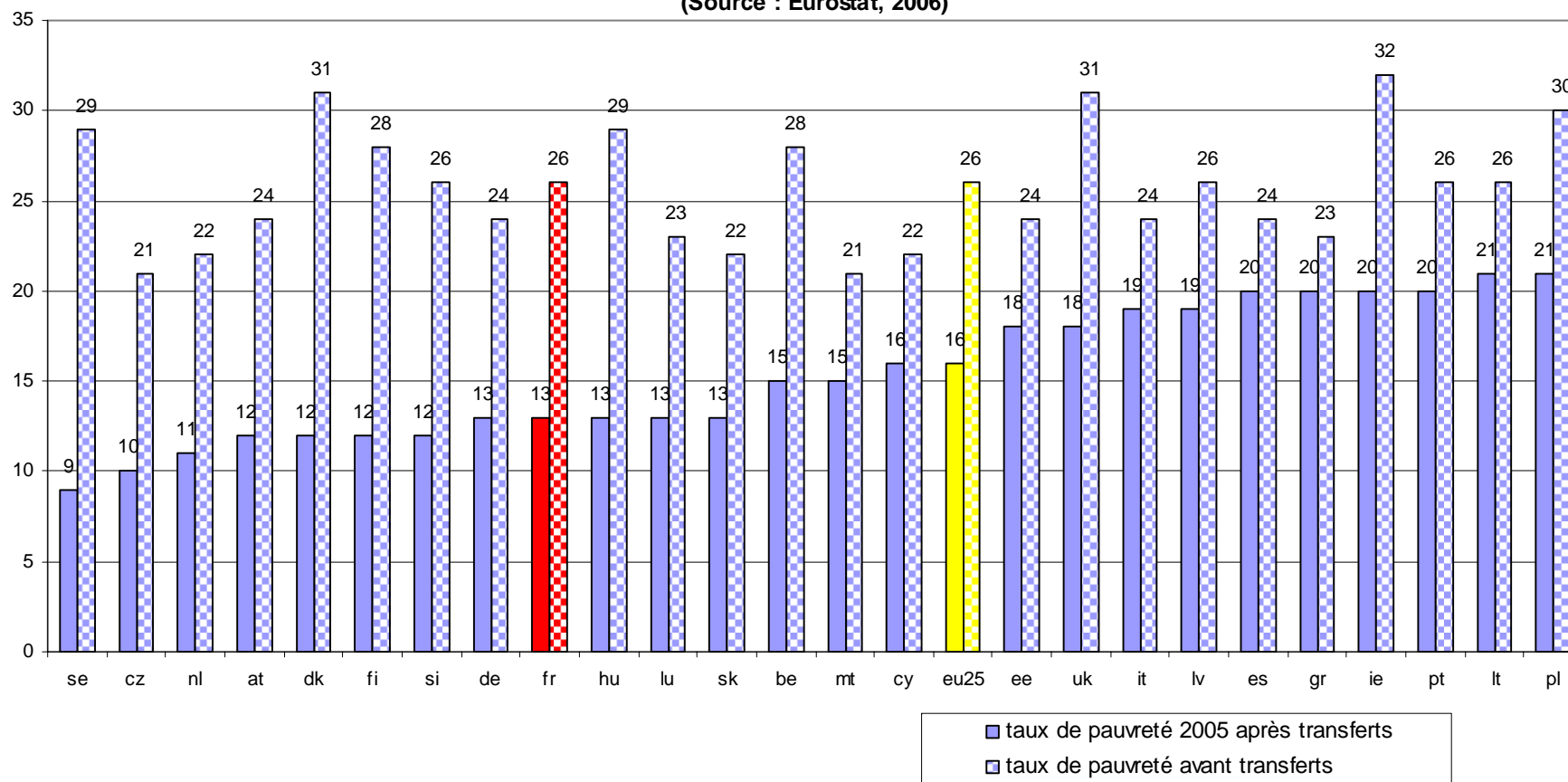
En termes d'inégalités, le rapport entre les revenus des 10 % les plus aisés et des 10 % les plus modestes se situe exactement dans la moyenne de l'Union à 15.

Ecart D9/D1 (2001)
(Source : Eurostat, 2001)



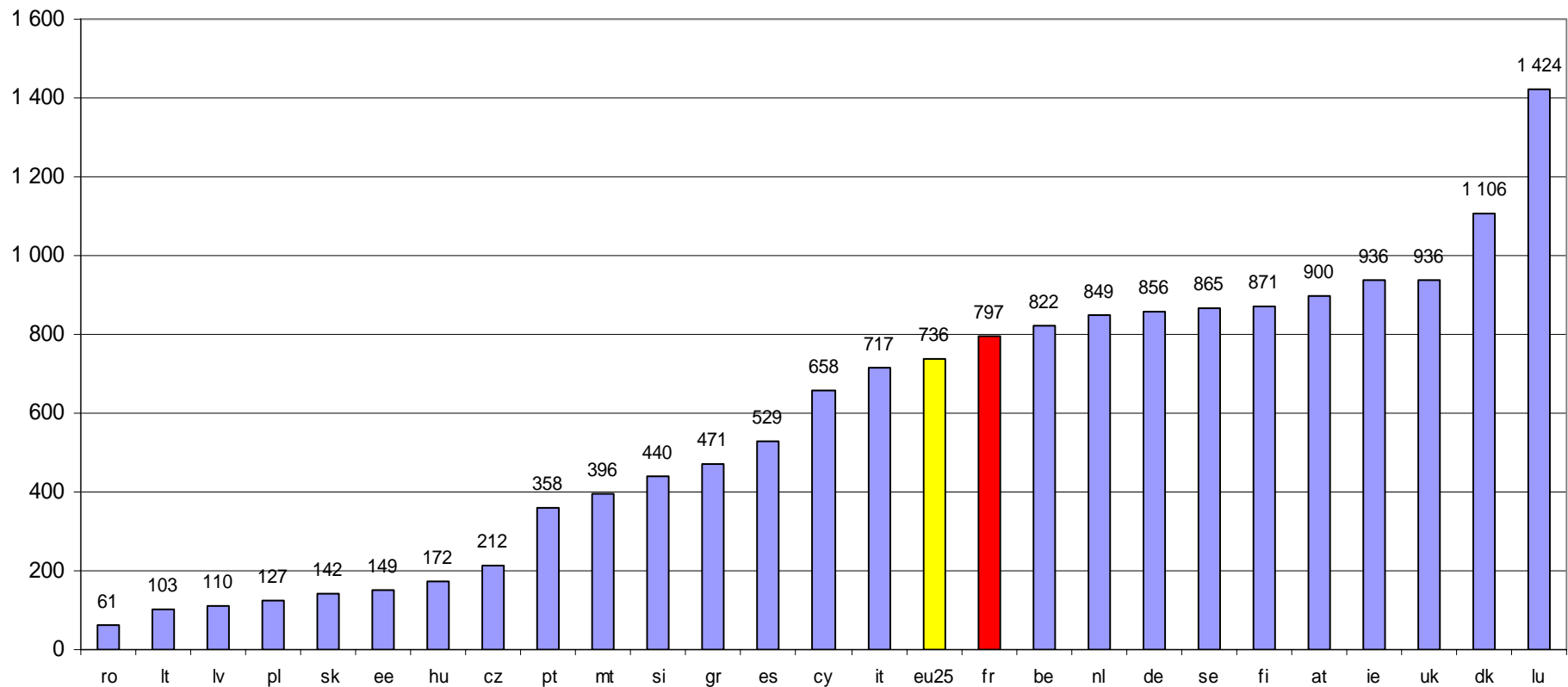
Les bons résultats relatifs de la France en termes de pauvreté doivent beaucoup à son système de transferts qui lui permet de diviser par deux le taux de pauvreté.

Taux de pauvreté avant et après transferts autre que pensions de vieillesse et de survie en 2005
(pauvreté définie à 60 % du revenu médian après transferts)
(Source : Eurostat, 2006)



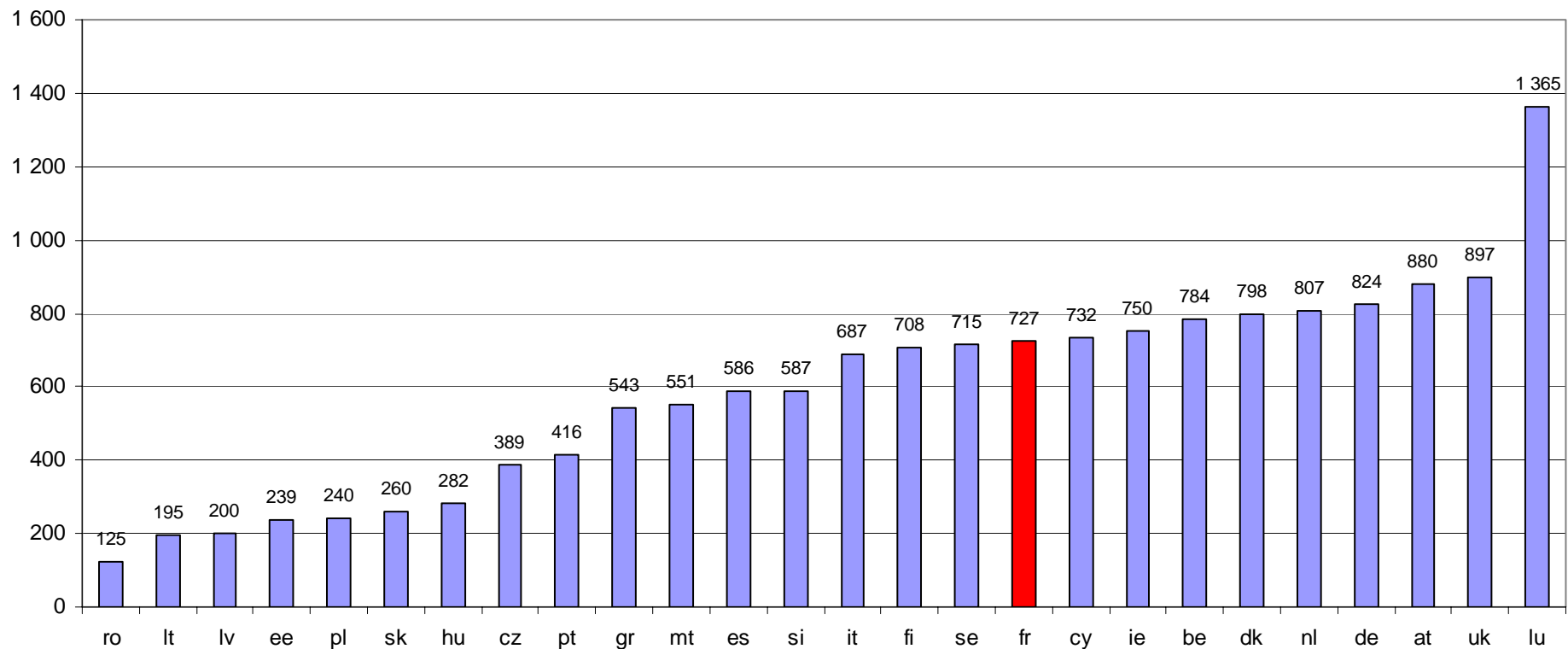
En France, pour une personne seule, et selon la définition habituellement retenue, être pauvre signifie toucher moins de 797 euros par mois, contre 61 euros en Roumanie et 1 424 euros au Luxembourg.

Seuils de pauvreté à 60 % du revenu médian pour une personne seule en 2005 en euros mensuels
(Source : Eurostat, 2006)



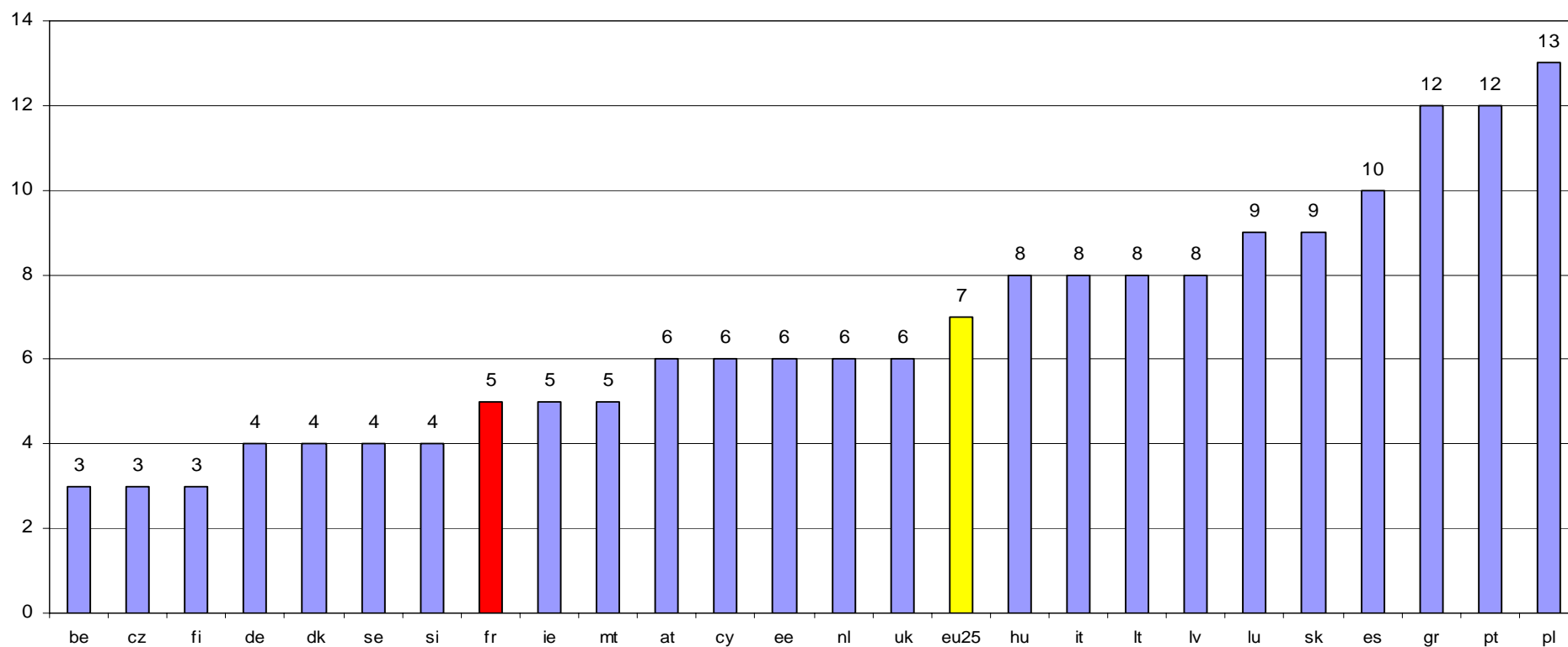
Les différences de seuils de pauvreté sont moins nettes lorsqu'on les calcule en parité de pouvoir d'achat, mais le classement des Etats membres est globalement respecté.

Seuils de pauvreté pour une personne seule en 2005 en parité de pouvoir d'achat
(60 % du revenu médian mensuel)
(Source : Eurostat, 2006)



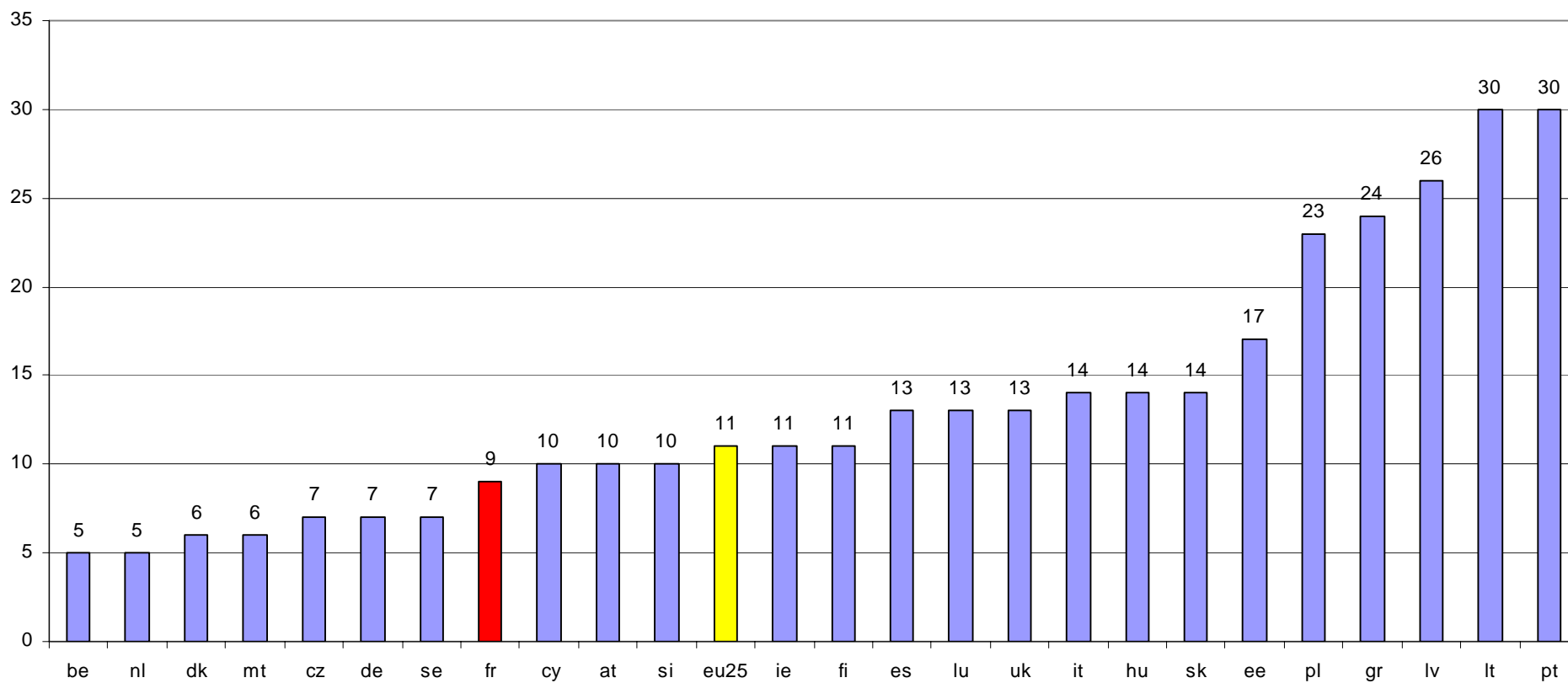
En France, 5 % des travailleurs à temps complet vivent dans des ménages pauvres, contre 7 % en moyenne dans l'Europe à 25.

Taux de pauvreté des travailleurs à temps complet en 2005
(Source : Eurostat, 2006)



En France, 9 % des travailleurs à temps partiel vivent dans des ménages pauvres, contre 11 % en moyenne dans l'Union.

Taux de pauvreté des travailleurs à temps partiel (2005)
(Source : Eurostat, 2006)

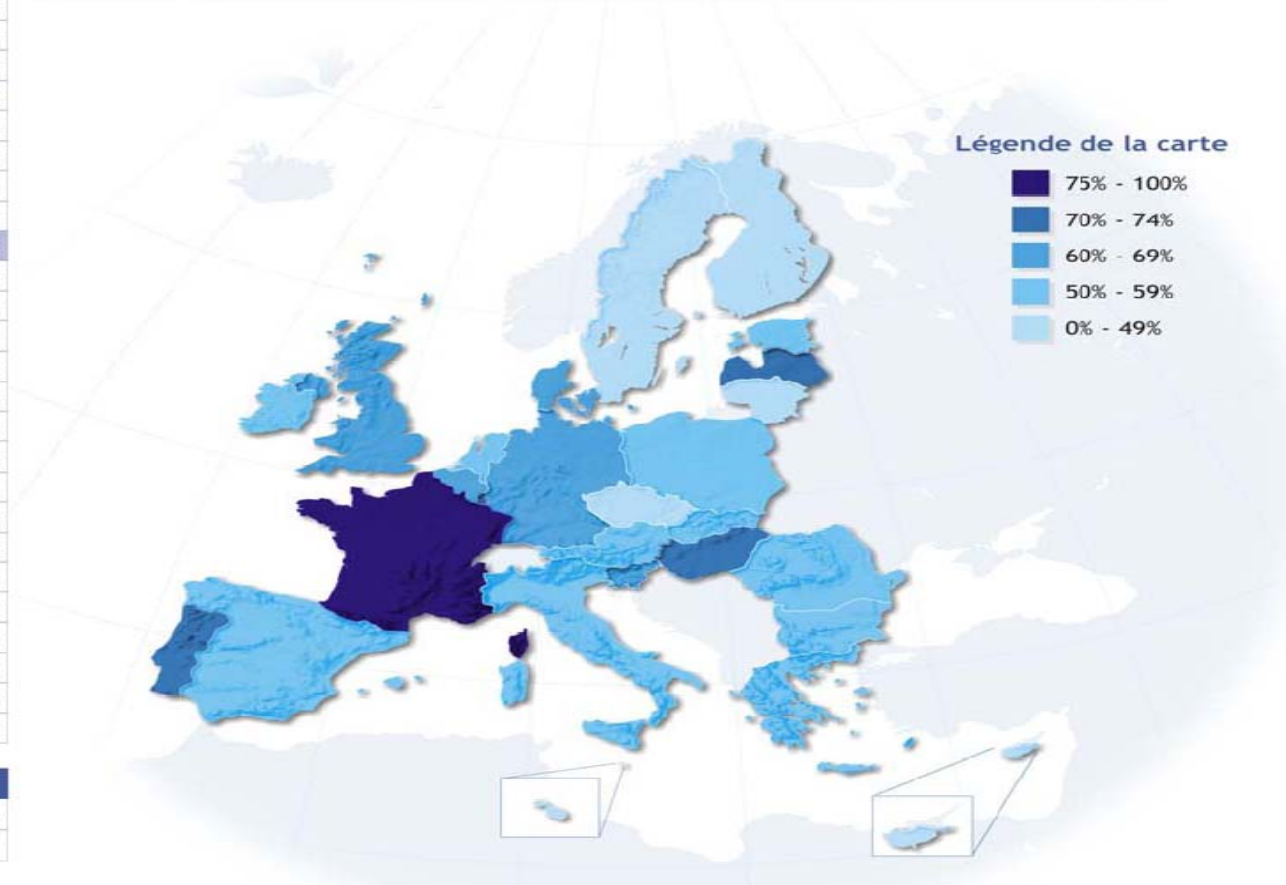


La carte de la crainte à l'égard de la pauvreté : les Français au tout premier rang.

(Source : Eurobaromètre, 2006)

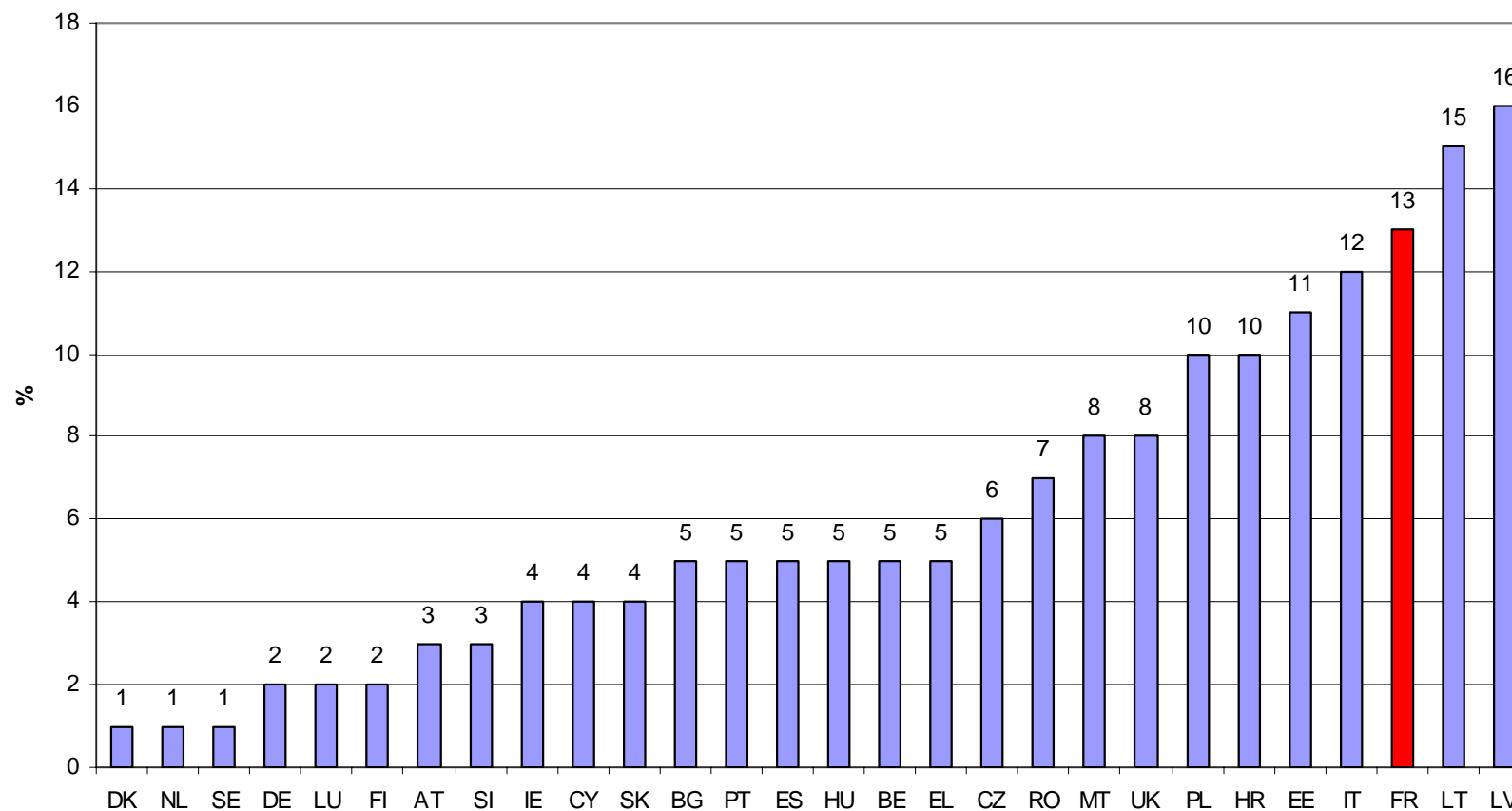
Résultats par pays		
 FR		86%
 LU		74%
 HU		74%
 LV		74%
 PT		73%
 BE		69%
 SI		69%
 UK		65%
 DE		64%
 UE25		62%
 DK		61%
 ES		59%
 EE		57%
 IE		56%
 IT		55%
 SK		55%
 PL		54%
 AT		51%
 EL		50%
 NL		50%
 CY		48%
 FI		47%
 LT		47%
 CZ		45%
 SE		43%
 MT		41%
Autres pays		
 RO		54%
 BG		51%

Question: Laquelle de ces affirmations se rapproche le plus de votre point de vue ?
Réponses: Il peut arriver à n'importe qui de tomber dans la pauvreté au cours de sa vie

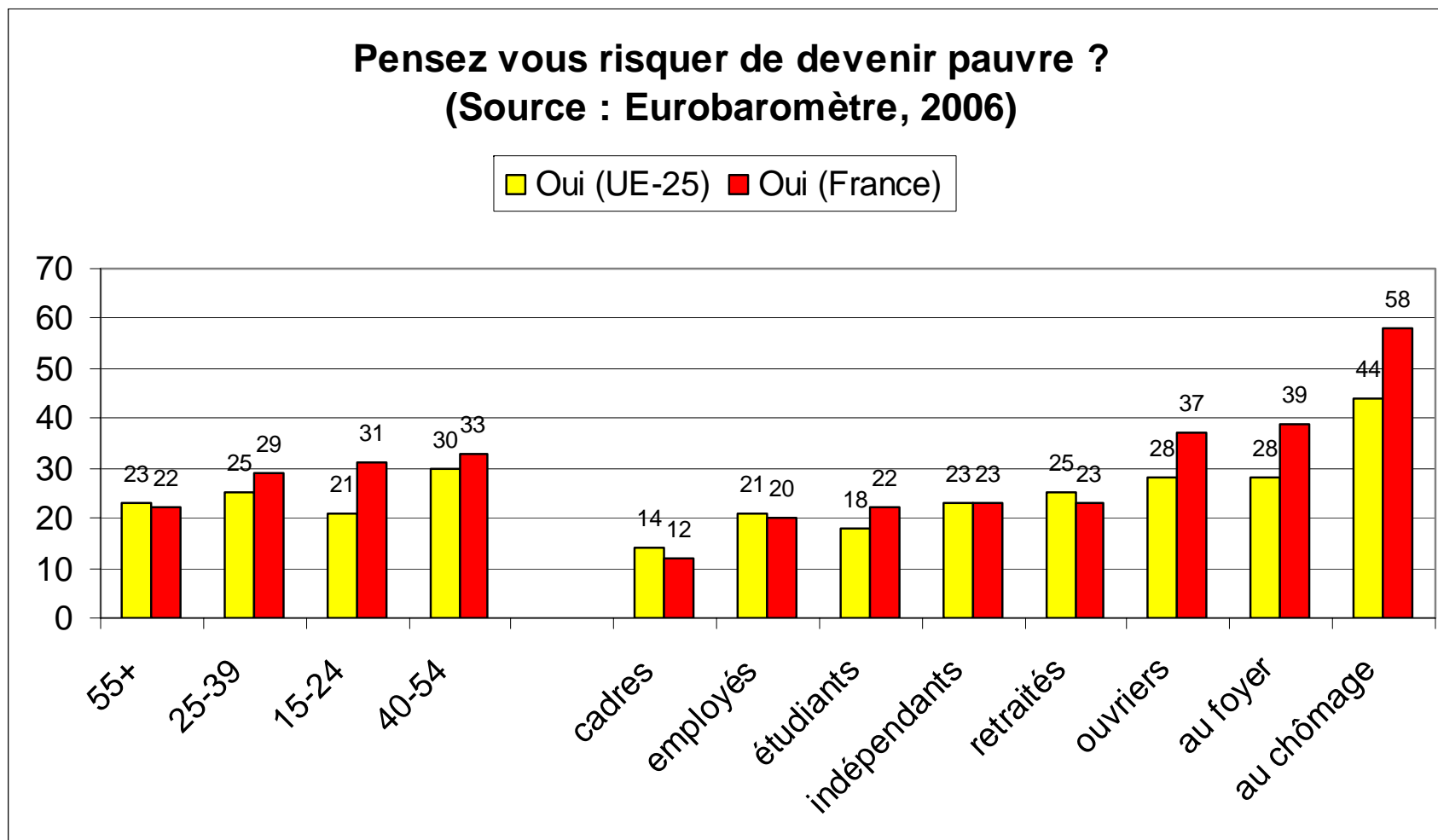


13 % des Français pensent qu'ils pourraient devenir un jour sans-abri, ce score étant parmi les plus élevés dans l'Union.

Part de la population pensant pouvoir devenir un jour sans-abri
(Source : Eurobaromètre, 2007)



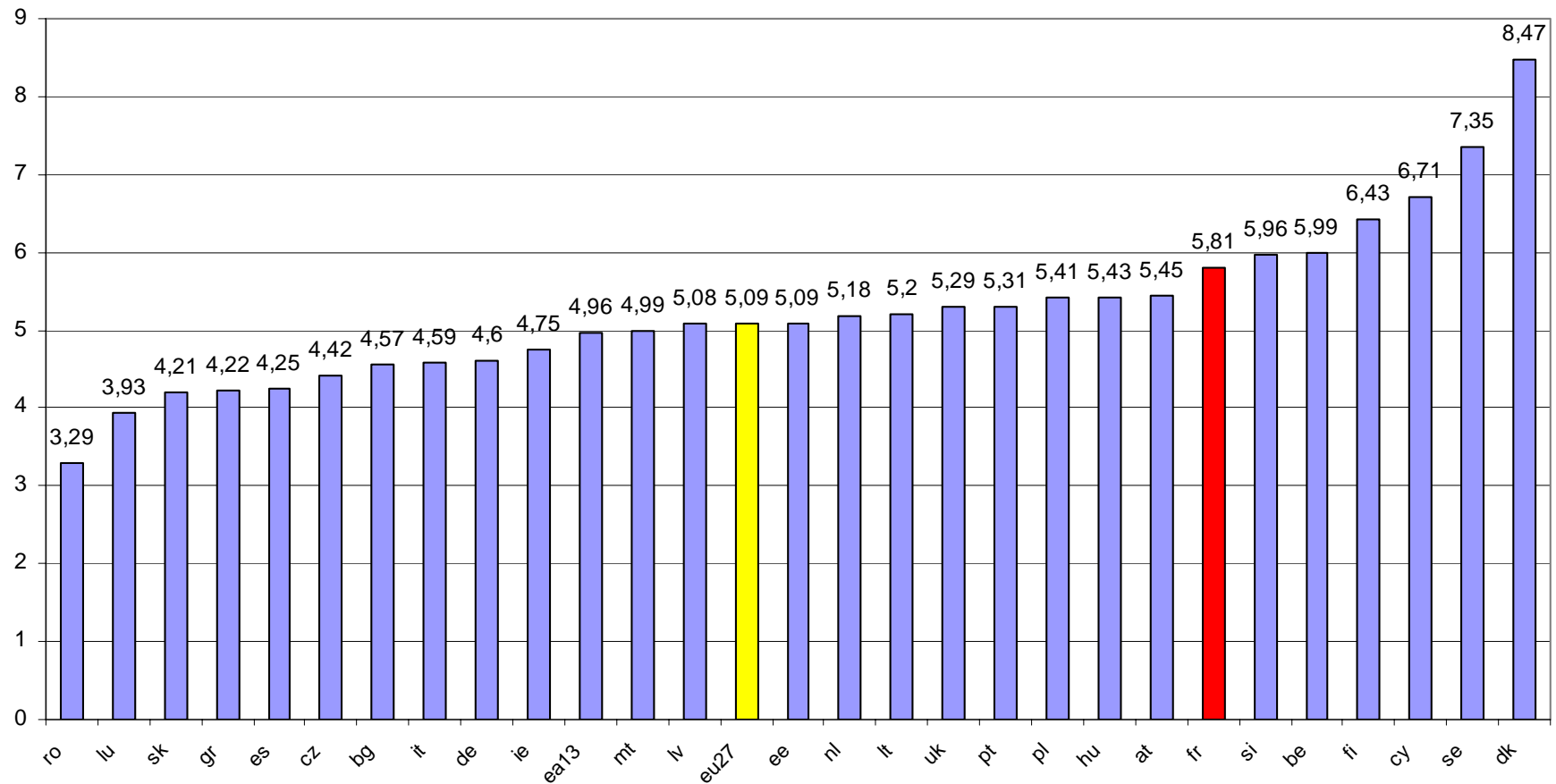
Si les Français ont plus peur que les autres Européens de perdre leur emploi ou de devenir pauvres, les chômeurs, les personnes au foyer et les ouvriers sont ceux qui se sentent les plus menacés.



**Un système de formation jugé
moyennement performant et
peu satisfaisant, dans un
contexte de dépenses élevées**

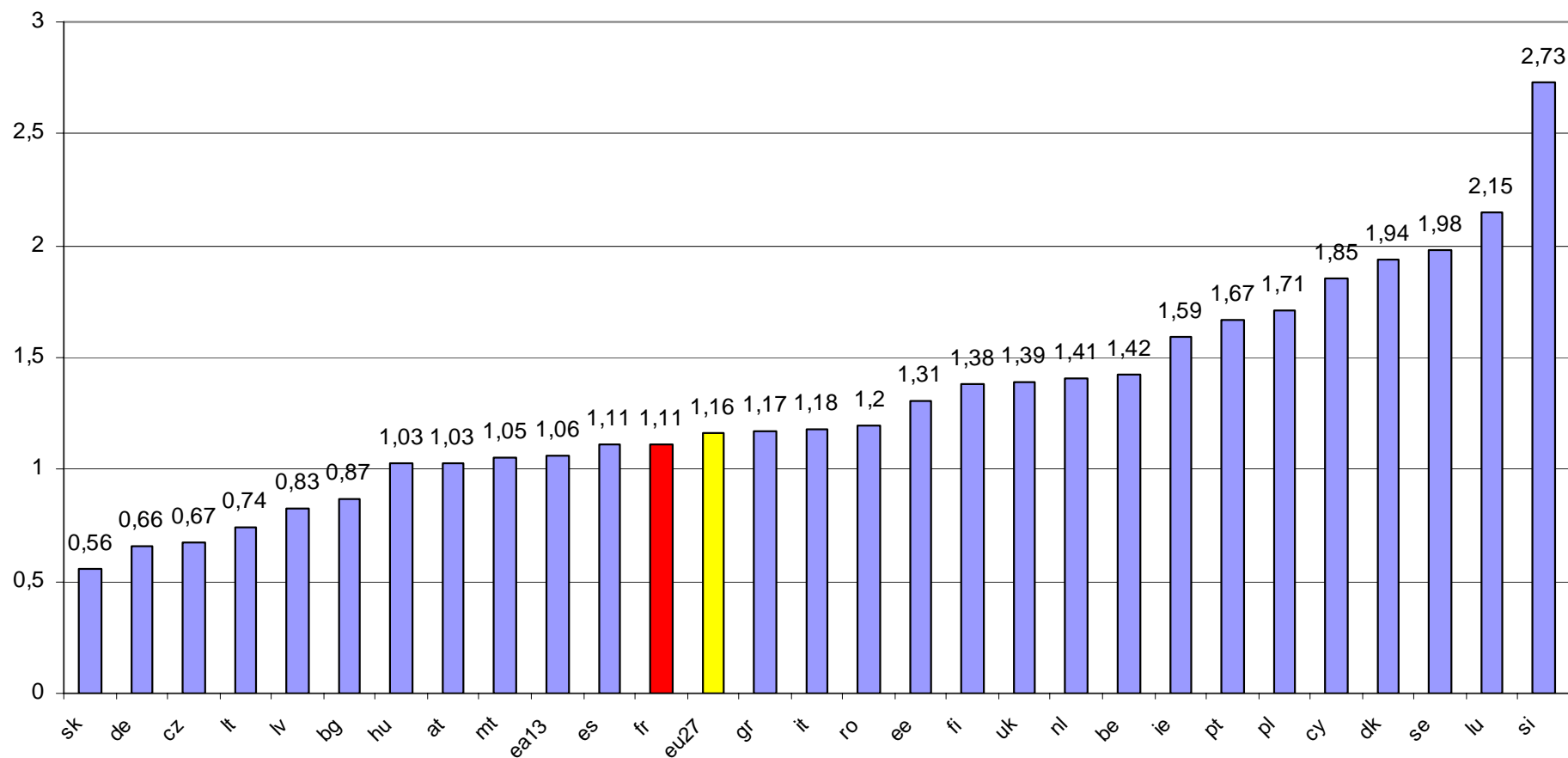
L'État en France consacre près de 6 % du PIB au financement de l'éducation. Mais cet effort est inégalement réparti.

Dépenses publiques d'éducation en % du PIB, tous niveaux confondus, en 2004
(Source : Eurostat)



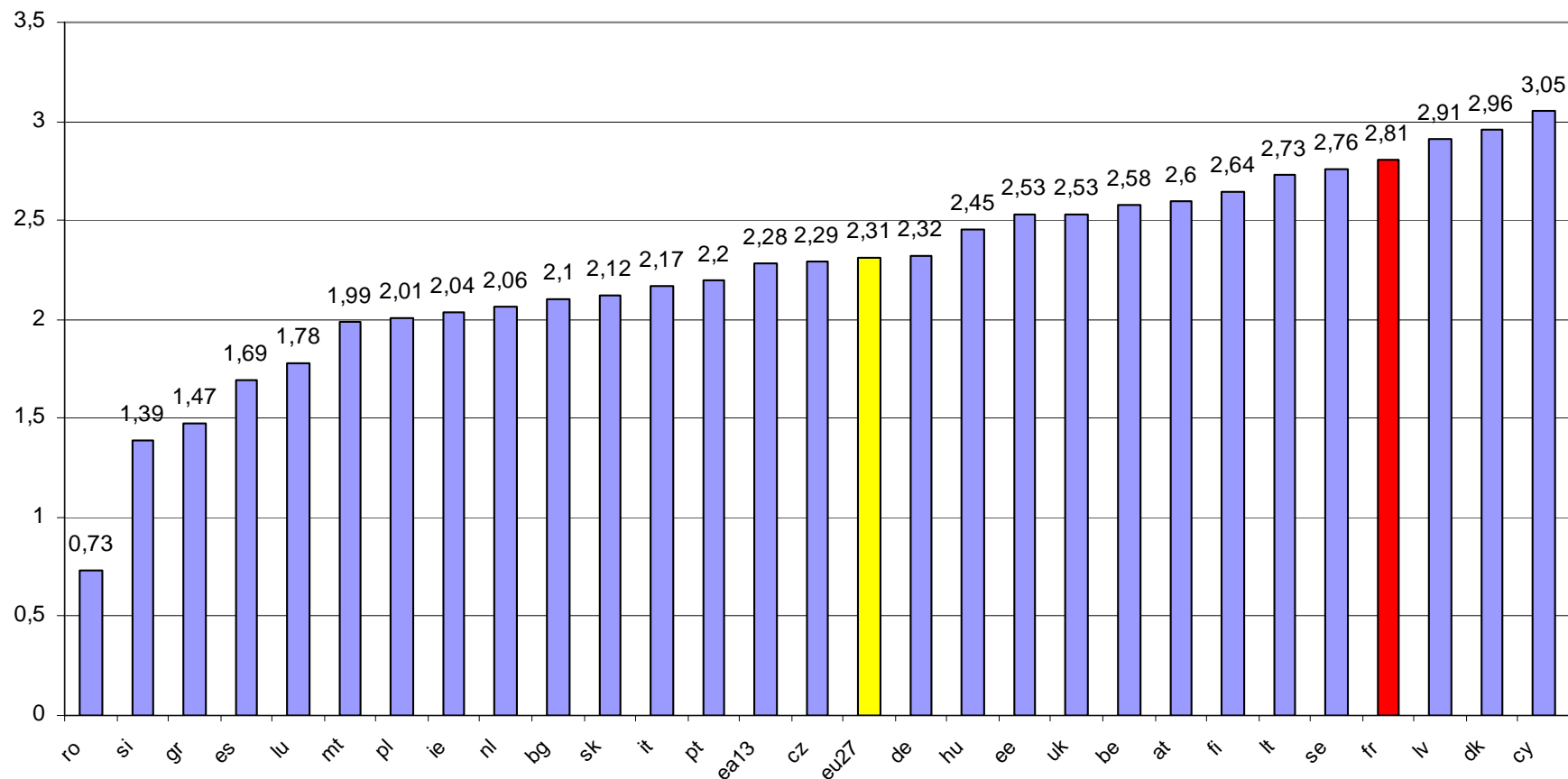
En particulier, par rapport aux autres pays, la part des ressources nationales consacrées à l'enseignement primaire n'est que moyenne.

**Dépenses publiques d'éducation en % du PIB au niveau de l'enseignement primaire
(CITE 1) en 2004
(Source : Eurostat)**



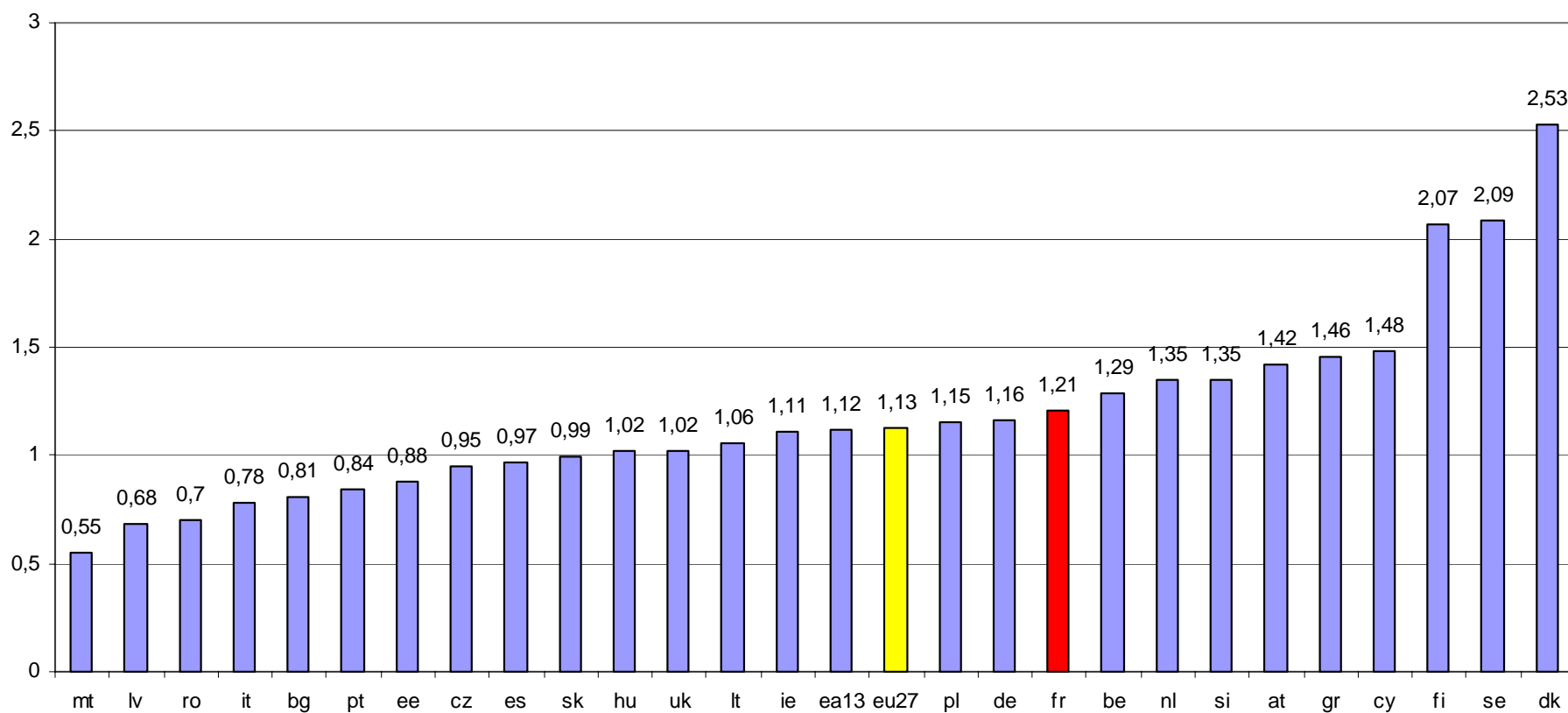
A l'inverse, l'effort consacré à l'enseignement secondaire (collège-lycée) est un des plus élevés d'Europe.

Dépenses publiques d'éducation en % du PIB, au niveau de l'enseignement secondaire (CITE 2-4) en 2004
(Source : Eurostat)



L'effort consacré à l'enseignement supérieur est légèrement supérieur à la moyenne, mais est loin d'atteindre celui des pays nordiques.

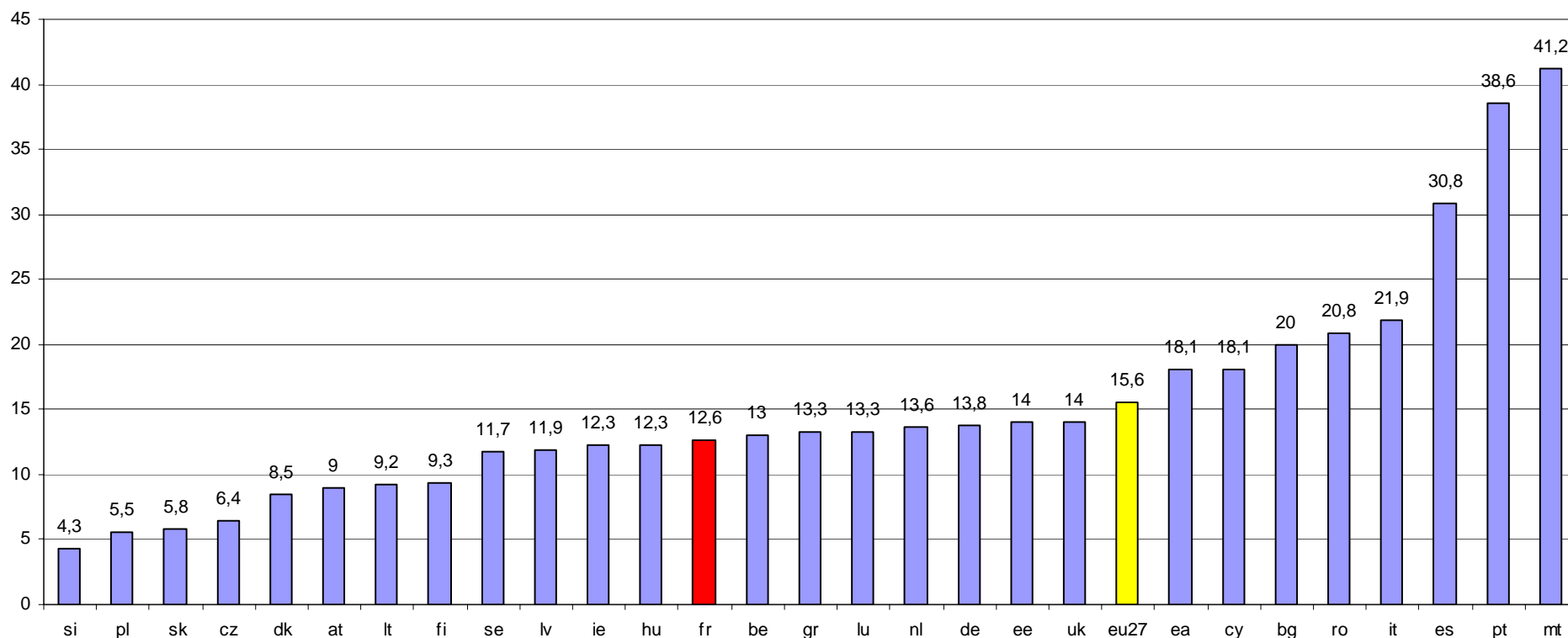
Dépenses publiques d'éducation en % du PIB, au niveau de l'enseignement tertiaire (CITE 5-6) en 2004
(Source : Eurostat)



En France, 12 % des jeunes de 18-24 ans n'ont pas dépassé le niveau du collège et ne suivent ni étude ni formation, ce qui place la France dans une situation relativement favorable dans l'Union à 27, sans être parmi les meilleurs.

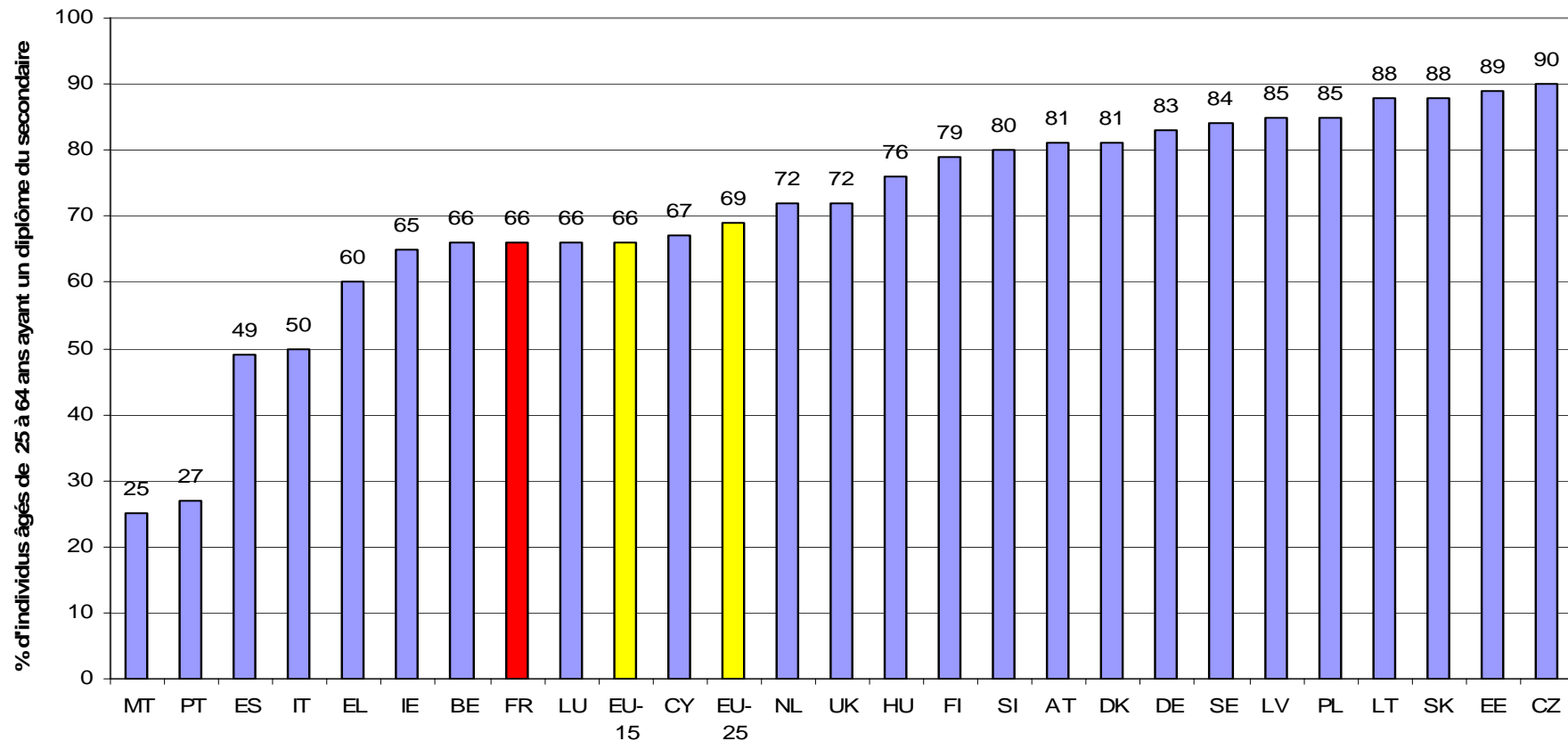
Pourcentage de la population âgée de 18-24 ans ne suivant ni études ni formations et dont le niveau d'étude ne dépasse pas l'enseignement secondaire inférieur

(Source : Eurostat, 2005)



Comme les Européens, les deux tiers des Français de 25 à 64 ans sont détenteurs d'un diplôme du secondaire. Toutefois, dans 12 pays, cette proportion atteint 80 % (pays anglo-saxons, d'Europe centrale et de l'Est).

**Détention d'un diplôme du secondaire
(Source : Eurostat 2005)**

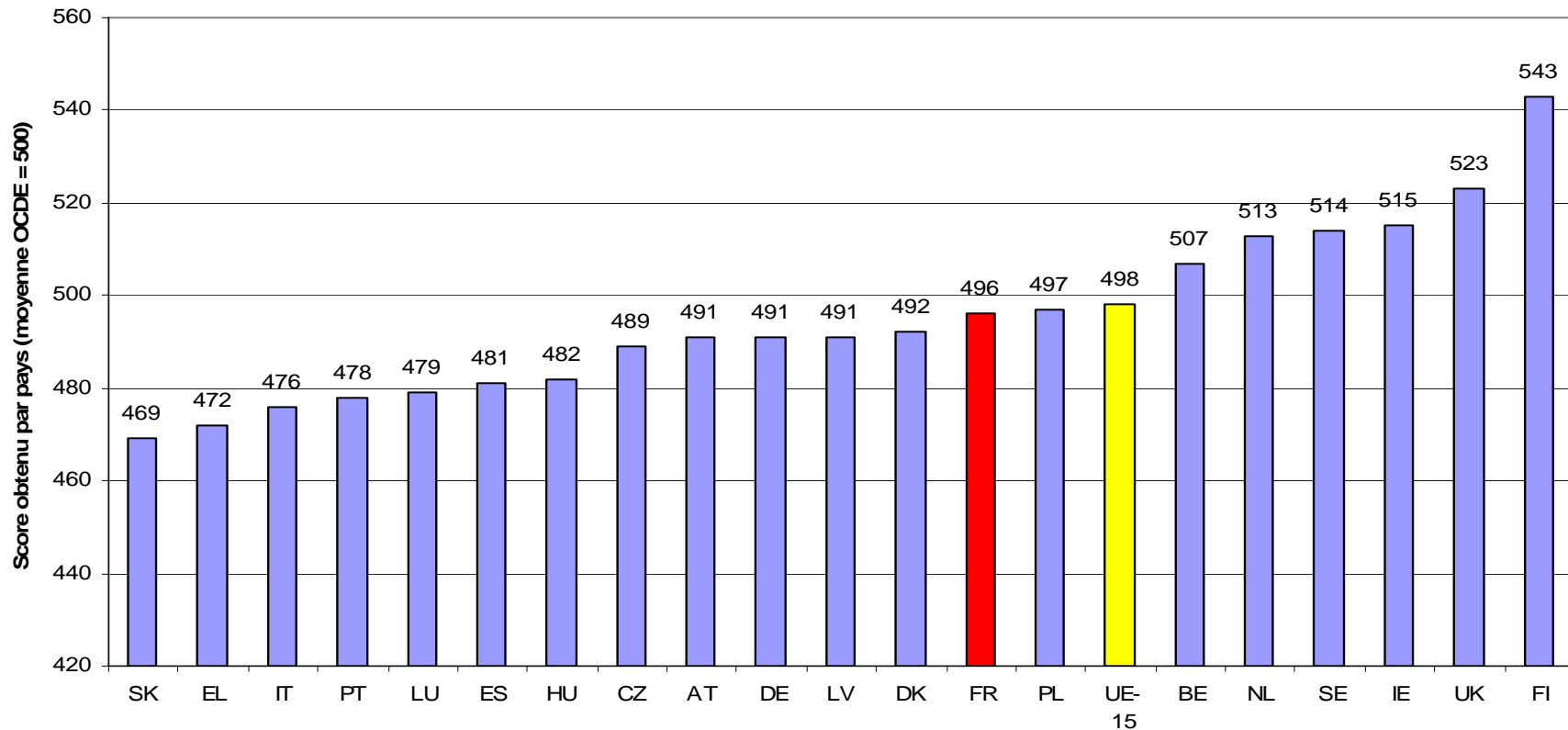


Les jeunes Français présentent des compétences en lecture dans la moyenne de l'UE-15, à un niveau nettement moins élevé que le groupe des pays de tête (Finlande, Suède, Royaume-Uni, Belgique et Pays-Bas).

Compétence de lecture

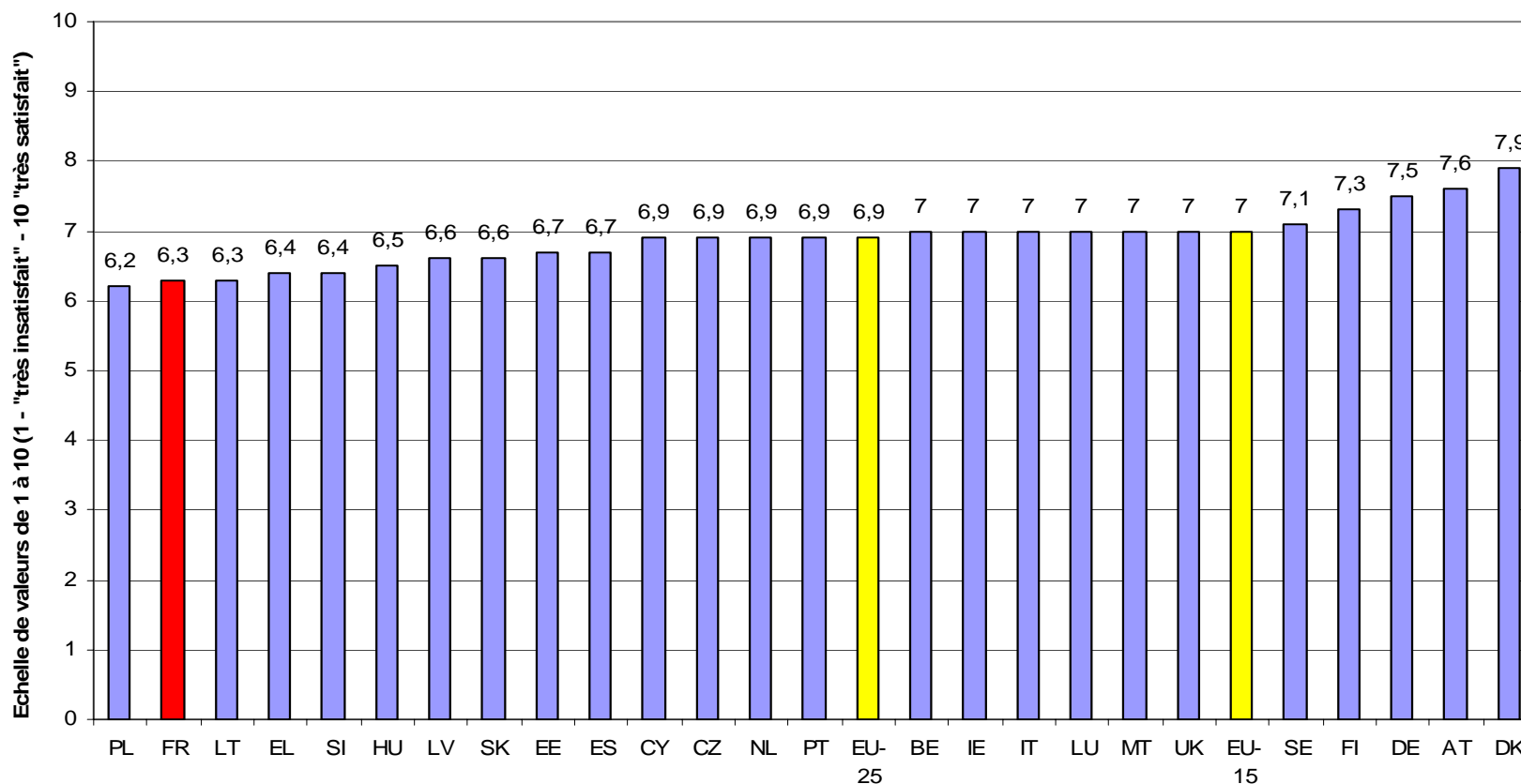
(Source : OCDE, PISA, 2003)

Tests réalisés dans chaque pays auprès d'individus âgés de 15 ans



Les Français se déclarent moyennement satisfaits de leur système éducatif : avec un score de 6,3 sur une échelle de 1 (très insatisfait) à 10 (très satisfait), c'est un des scores les plus mauvais dans l'Union.

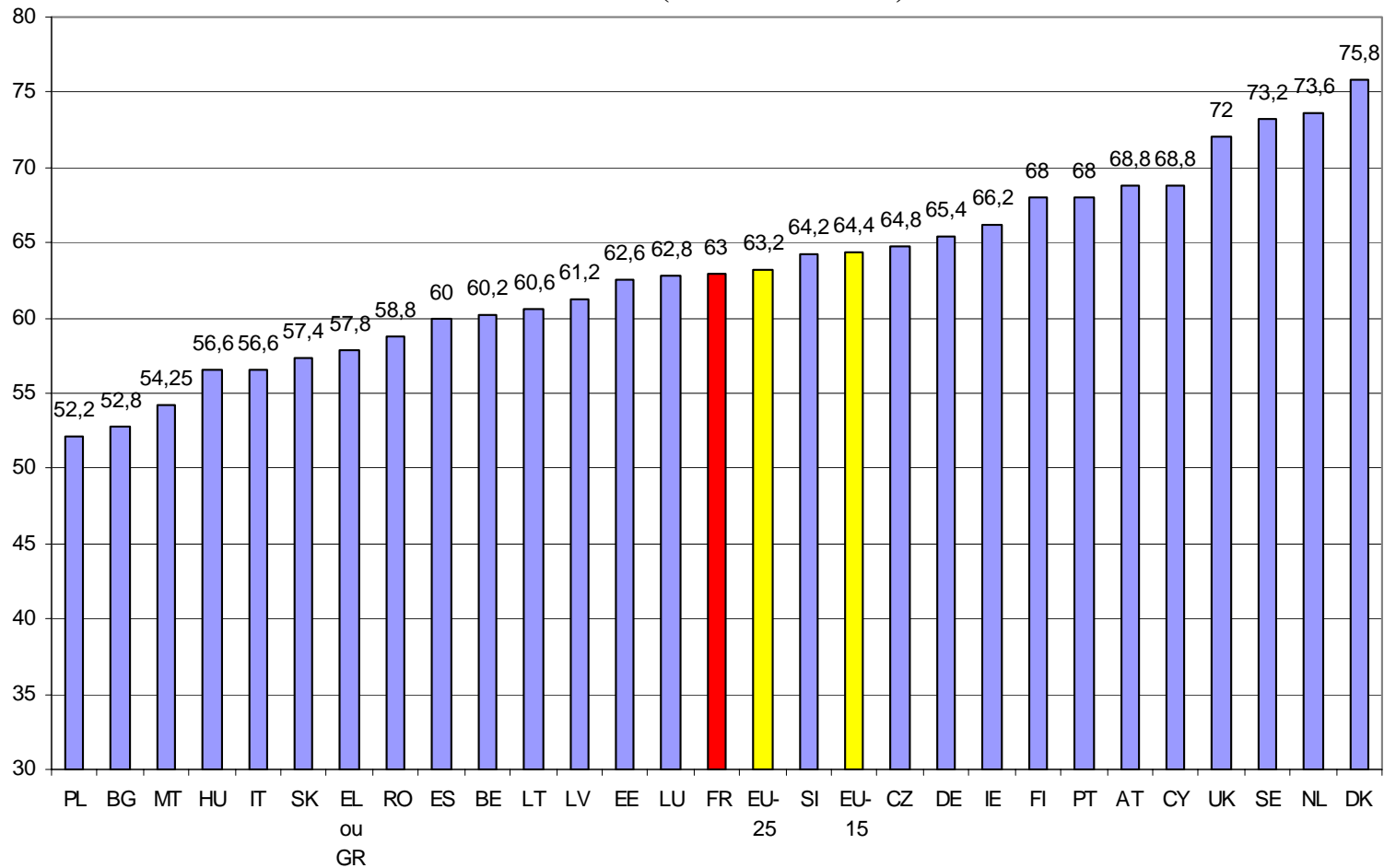
Satisfaction à l'égard du système d'éducation
(Source : European Quality of Life Survey, 2003)



**La France touchée par un
chômage élevé qui
pénalise particulièrement
femmes, jeunes et seniors**

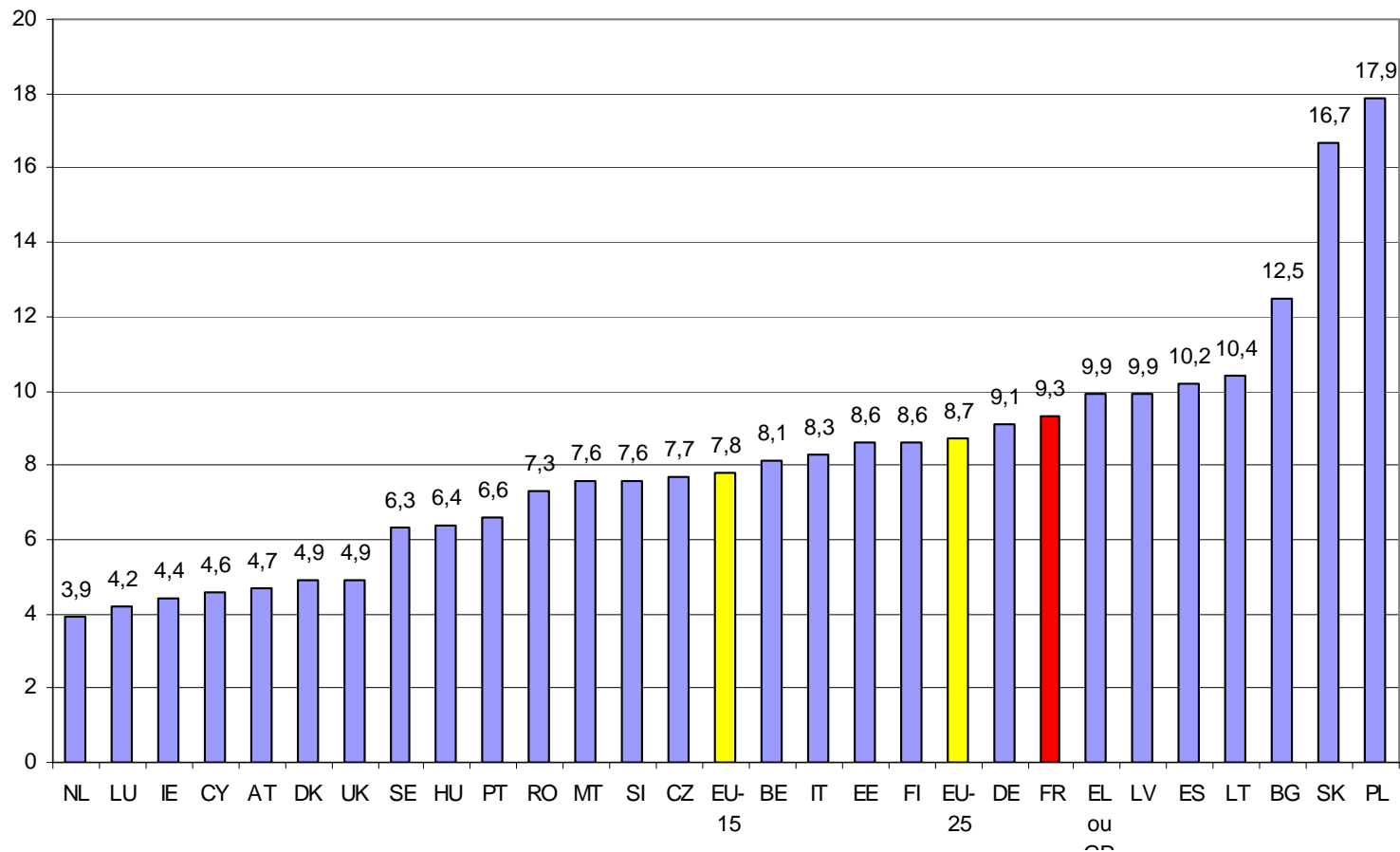
Un taux d'emploi en France (63 %) proche de la moyenne de l'Union Européenne qui reste inférieur aux objectifs de Lisbonne (70%) et qui masque de fortes disparités selon les tranches d'âge et selon le sexe.

**Taux d'emploi (moyenne de 2001 à 2005) des personnes âgées entre 15 et 64 ans
(Source : Eurostat)**



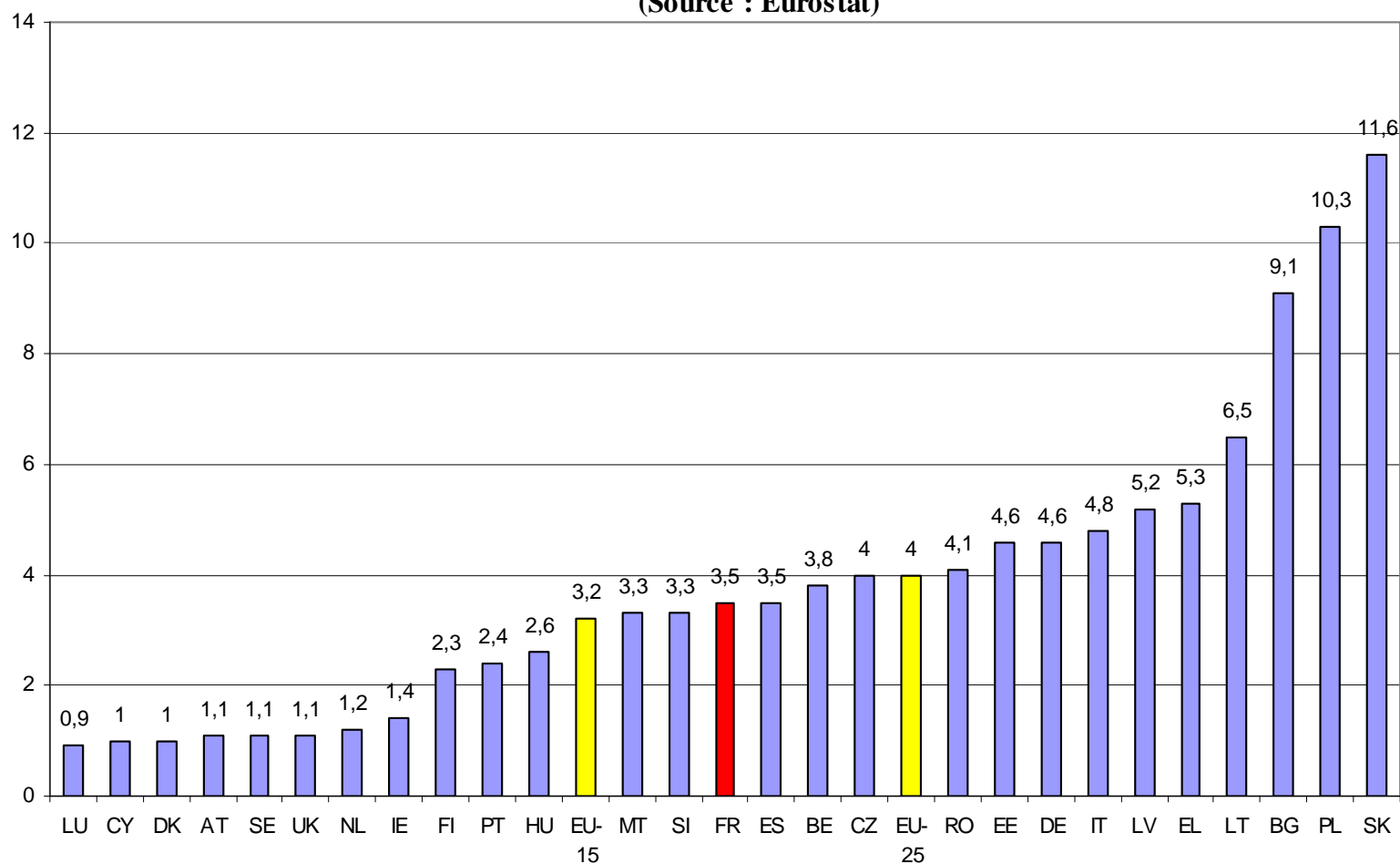
Bien qu'en baisse de 0,6 point en 2006, le taux de chômage en France (9,3 % = moyenne 2002-2006) reste nettement supérieur au taux de chômage de l'UE-15 (7,8%) et supérieur à celui de l'UE-25 (8,7%).

Taux de chômage des personnes entre 15 et 74 ans (moyenne 2002- 2006)
(Source : Eurostat)



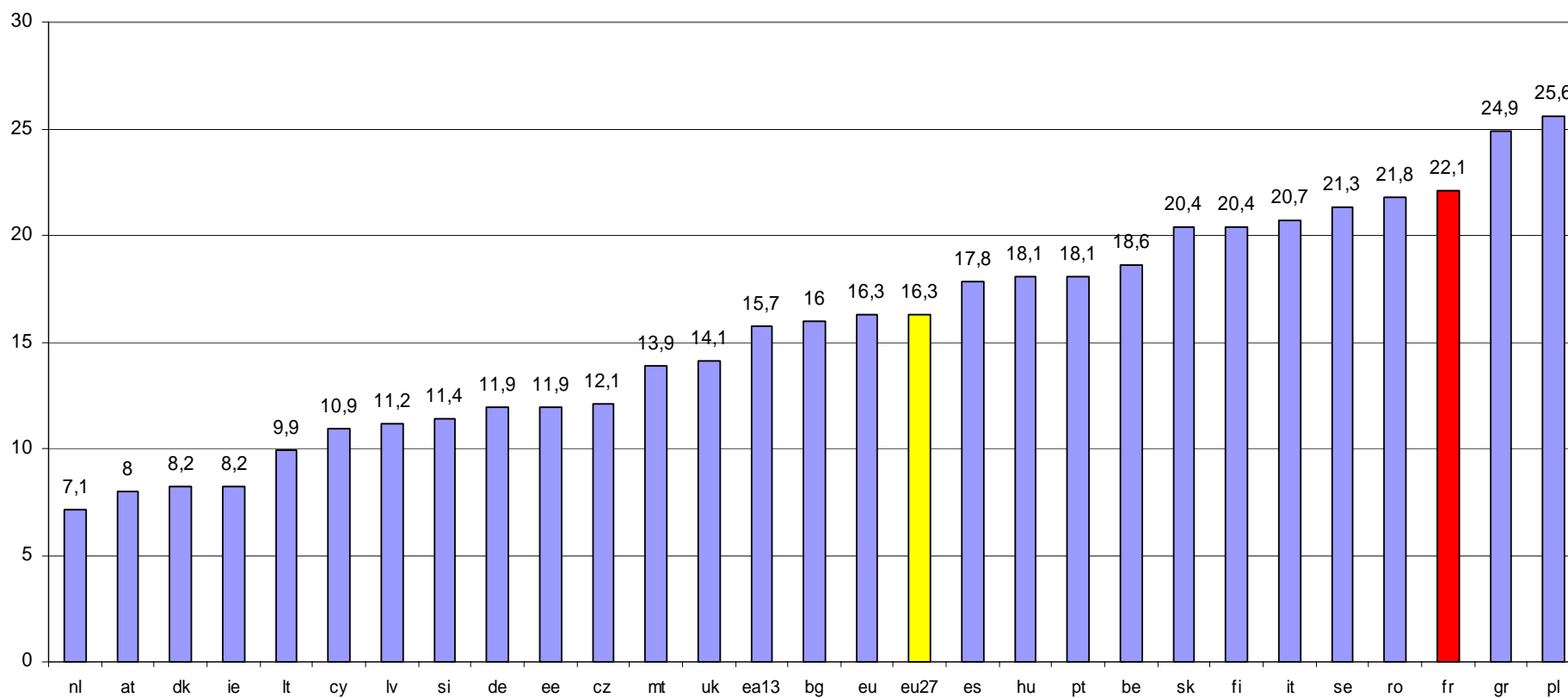
Le taux de chômage de longue durée est en progression depuis 2001 (passage de 3 % à 4 % en 2005).

Taux de chômage longue durée (12 mois et plus) des personnes de plus de 15 ans
(moyenne 2001-2005)
(Source : Eurostat)



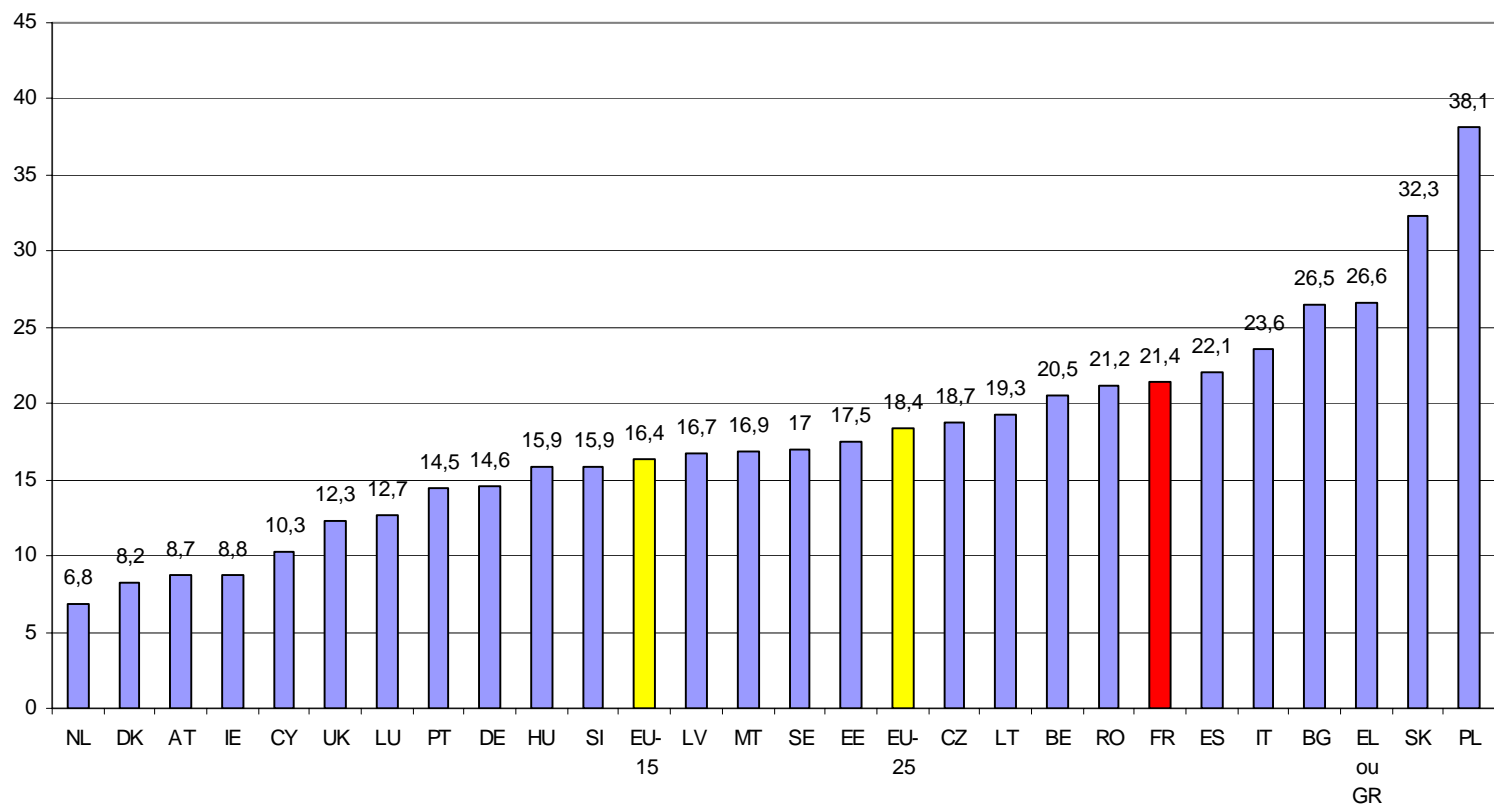
Les jeunes en activité sont particulièrement touchés par le chômage et les performances de la France en la matière sont extrêmement préoccupantes.

Taux de chômage des 15-24 ans premier trimestre 2007
(Source : Eurostat)



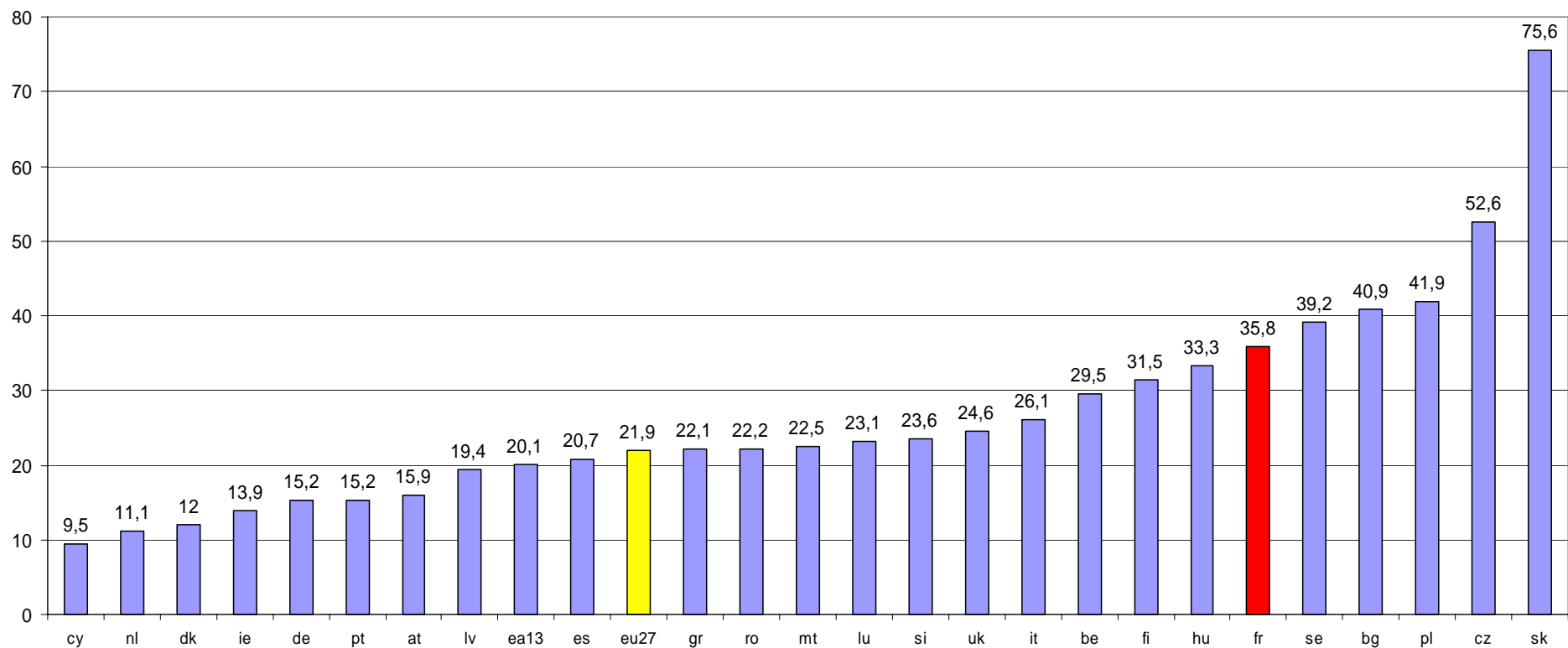
Les jeunes Français peinent plus qu'ailleurs à s'insérer sur le marché du travail. Ces cinq dernières années, plus d'un jeune sur cinq était au chômage. Les jeunes bénéficient peu de la baisse du taux de chômage global.

Taux de chômage des jeunes de 15-24 ans (moyenne 2002-2006)
(Source : Eurostat)



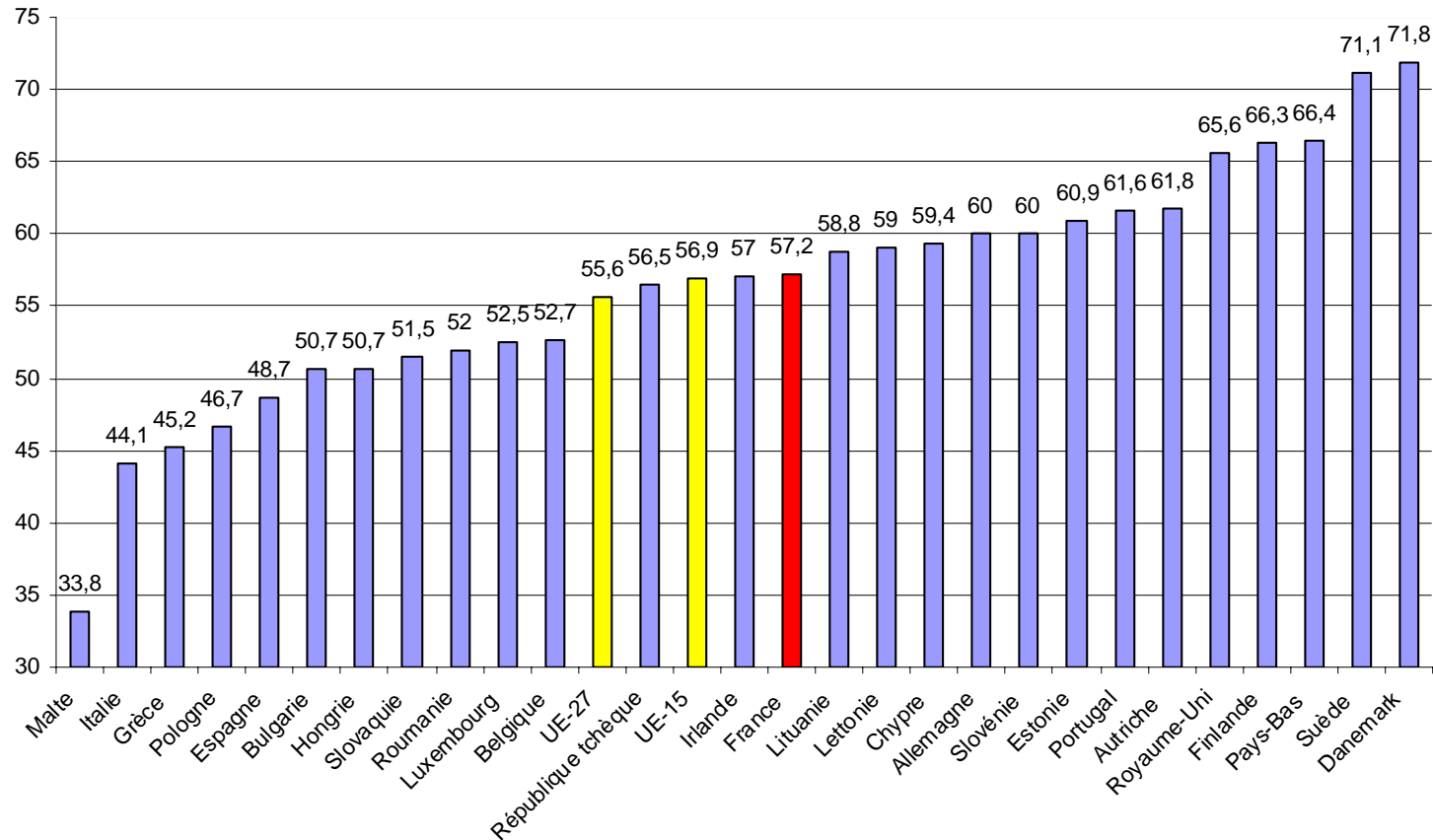
Une situation particulièrement problématique, singulièrement en France, pour les jeunes qui n'ont pas poursuivi leurs études au-delà du collège.

Taux de chômage des 15-24 ans ayant atteint un niveau maximum d'éducation CITE 2 (premier cycle de l'enseignement secondaire), premier trimestre 2006
(Source : Eurostat)



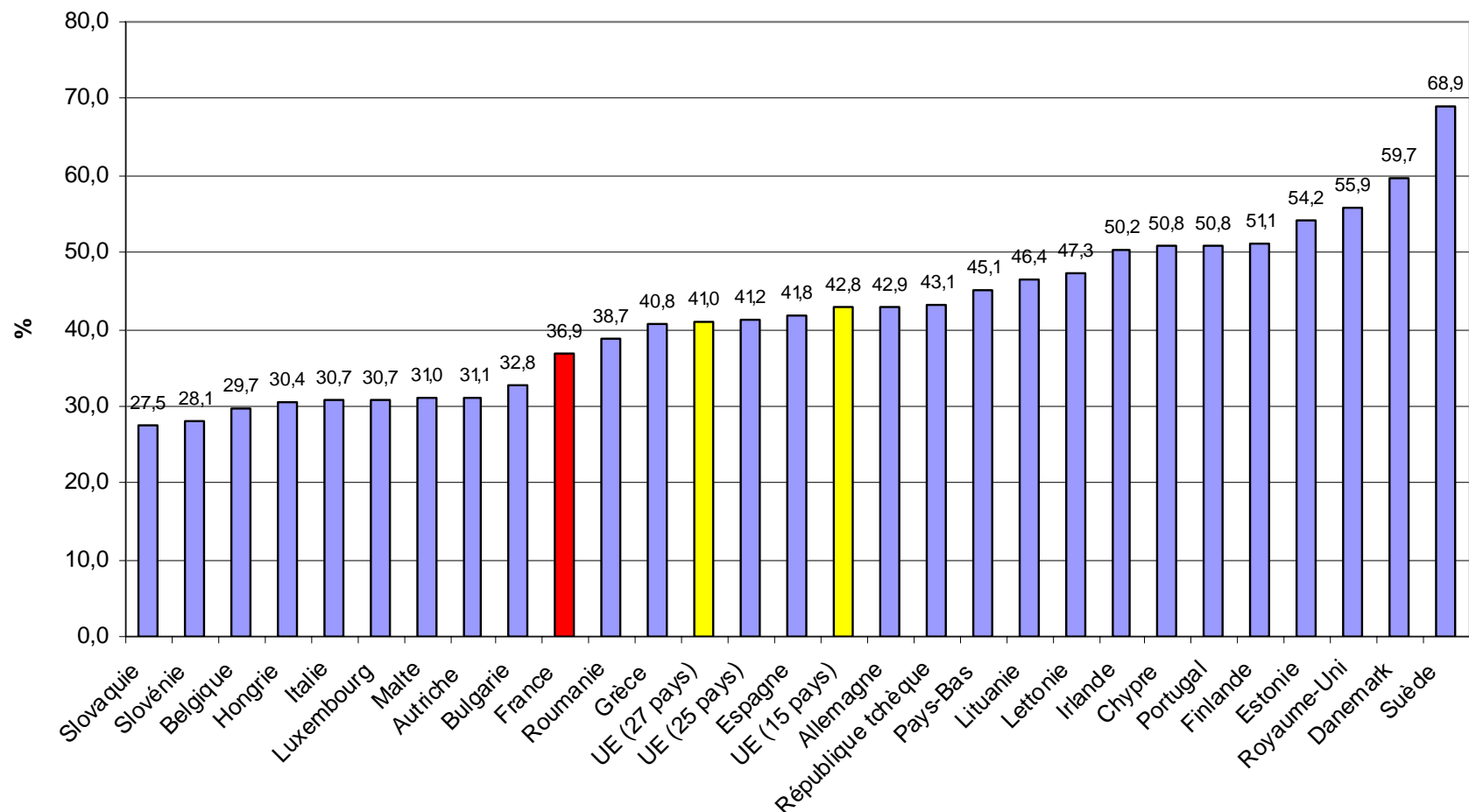
Le taux d'emploi des femmes en France (57,2%), au dessus de la moyenne européenne, évolue peu depuis cinq ans et reste encore en dessous des objectifs de Lisbonne (60 %).

Taux d'emploi des femmes âgées de 15 à 64 ans (moyenne 2002-2006)
(Source : Eurostat)



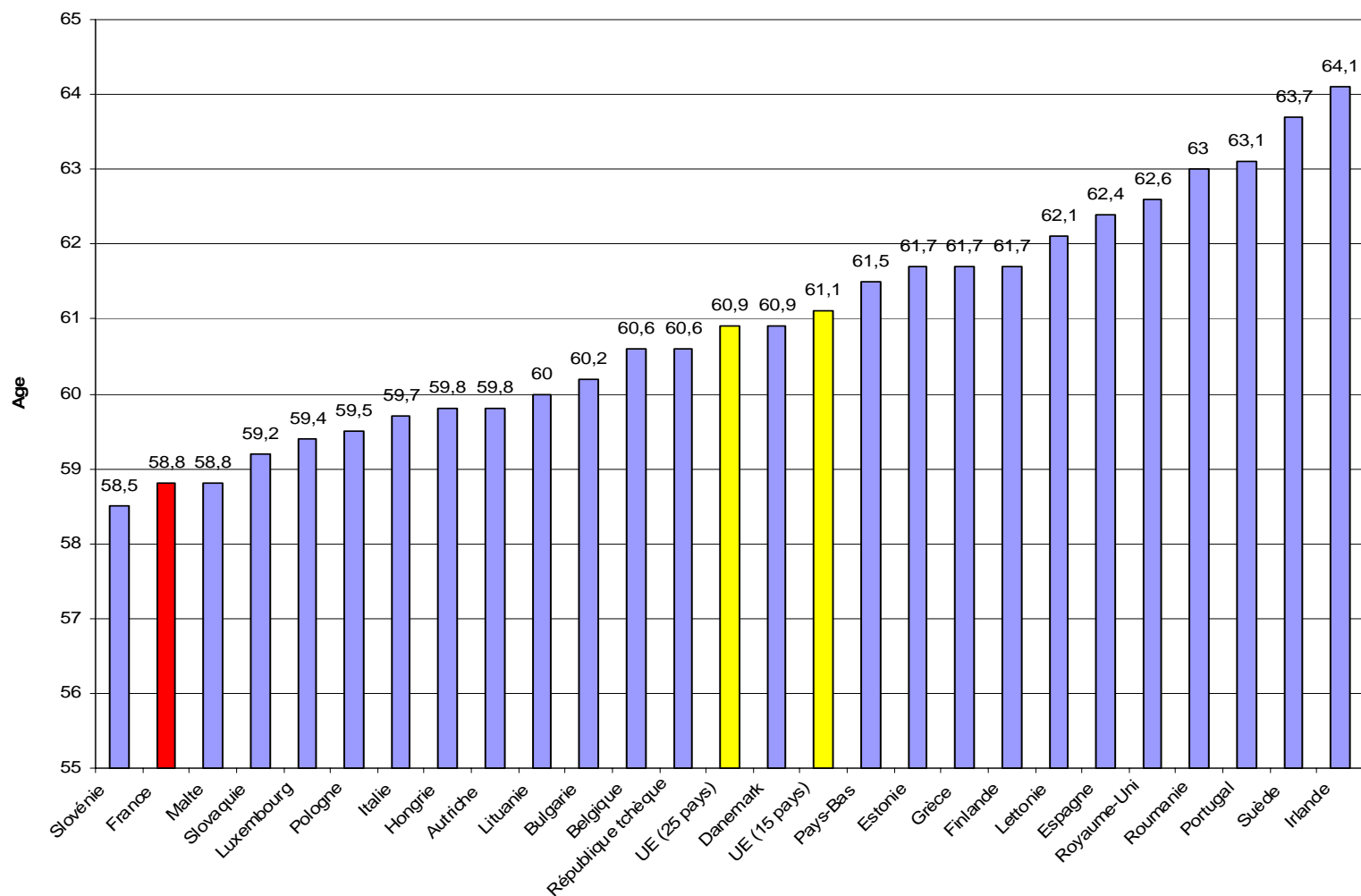
Le taux d'emploi des seniors (37,6% en 2006), bien qu'en progression depuis 2002, reste très insuffisant compte tenu de la moyenne européenne et des objectifs de Lisbonne (50%).

**Taux d'emploi des travailleurs âgés de 55 à 64 ans (moyenne 2002-2006)-
(Source : Eurostat)**



L'âge moyen de départ en France (58,8 ans) est l'un des plus bas d'Europe.

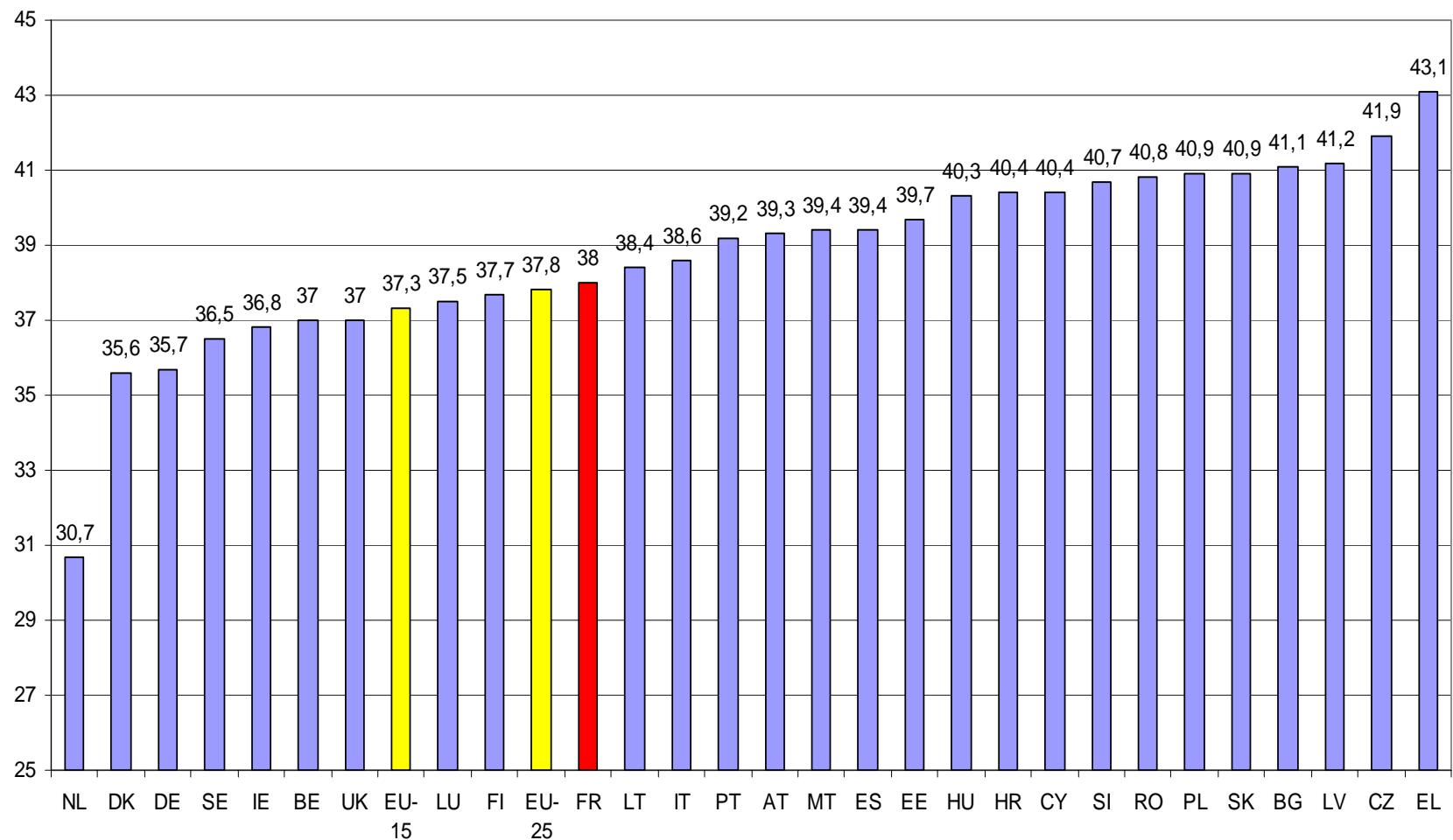
Age moyen de retrait définitif du marché du travail
(Source : Eurostat, 2005)



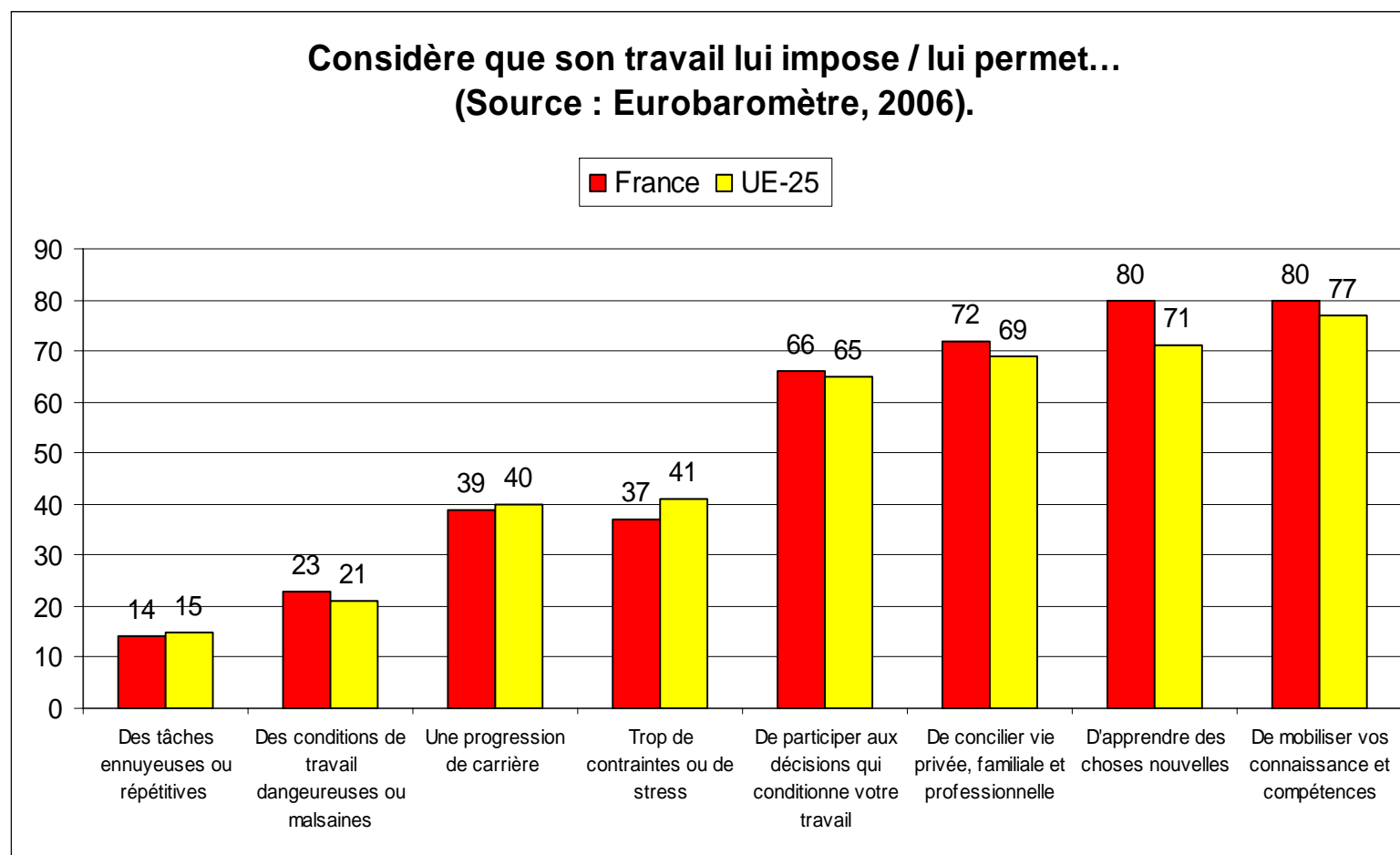
Avec une durée légale du travail de 35 heures hebdomadaires, la durée réelle en France se situe dans la moyenne européenne (38 heures).

Nombre moyen d'heures effectivement travaillées dans une semaine pour l'année 2005

(Source : Eurostat)



La satisfaction professionnelle est plutôt élevée en Europe. Mais les espoirs de progression de carrière sont limités, et le stress ou le sentiment de subir de mauvaises conditions de travail assez répandus.

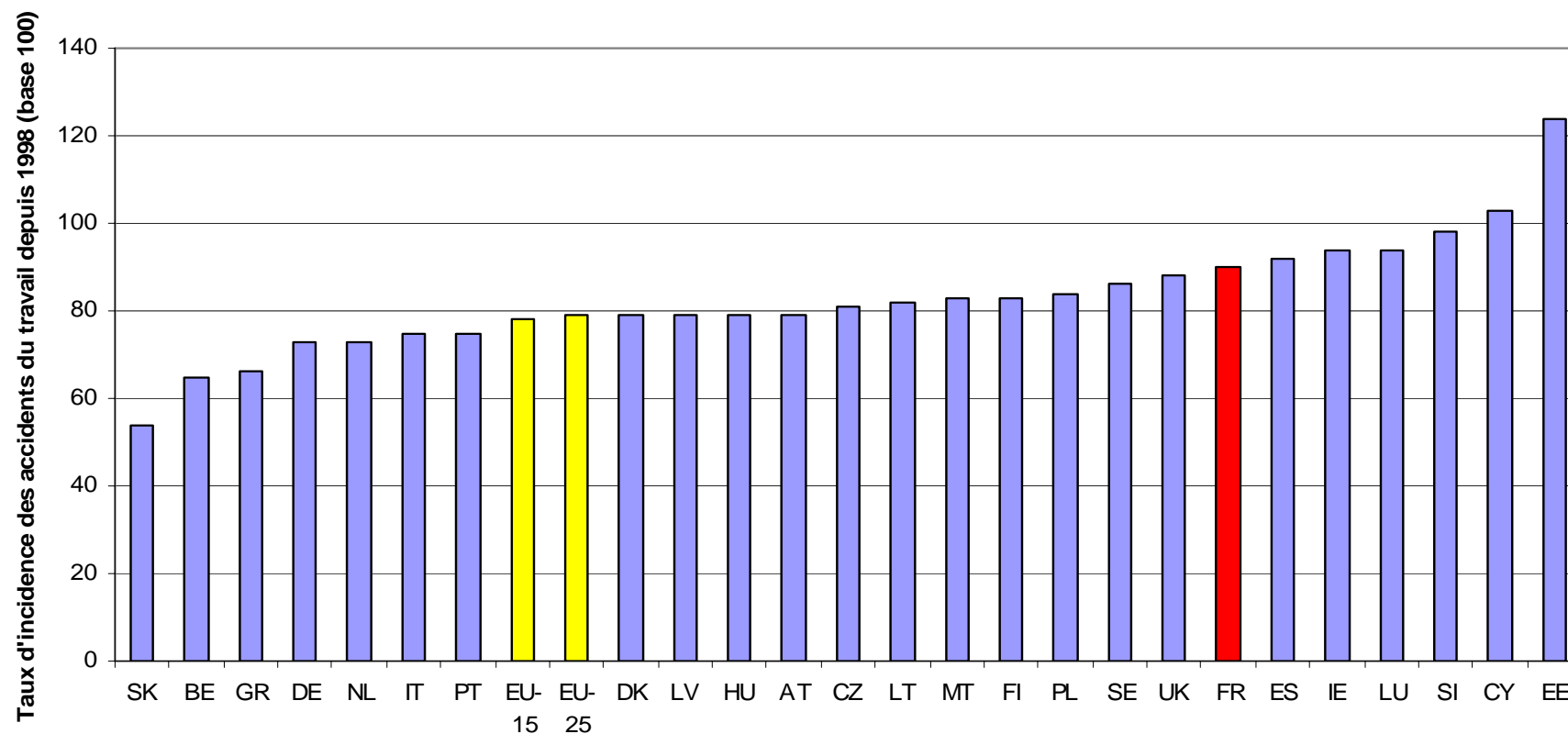


En matière d'accidents du travail, la France présente un niveau relativement élevé, au-dessus de la moyenne de l'UE-25.

Accidents du travail, accidents graves

(Source : Eurostat, 2004)

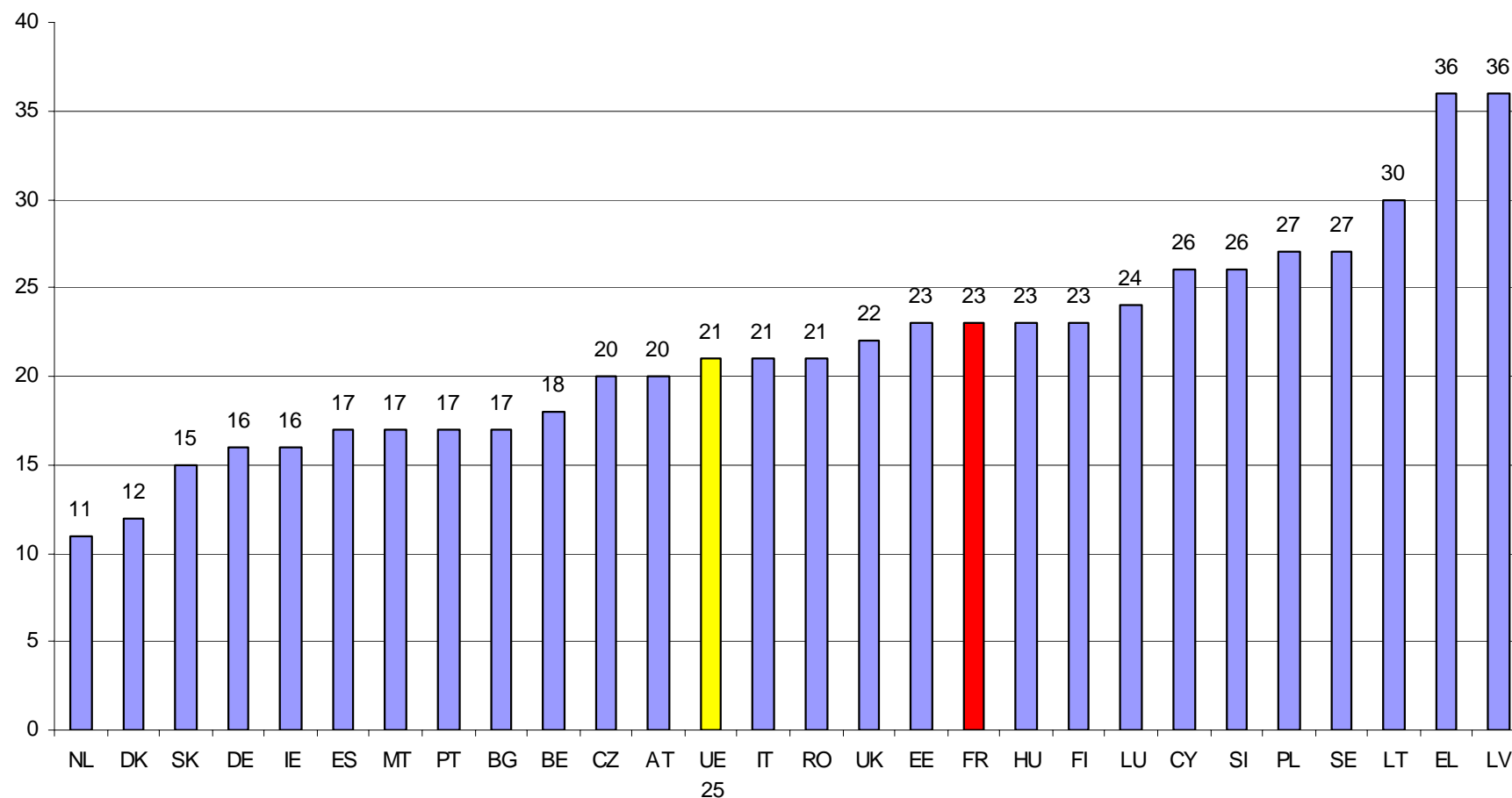
Calcul du taux d'incidence : (nombre d'accidents avec plus de 3 jours d'arrêt de travail survenus dans l'année / nombre de personnes au travail dans la population de référence) x 100000.



Le sentiment d'insécurité au travail en France est d'ailleurs légèrement plus prononcé que la moyenne de l'Union Européenne.

Sentiment de travailler dans des conditions dangereuses ou malsaines pour la santé
(en % de réponses "oui")

(Source : Eurobaromètre, 2006)



**Une France qui connaît des
problèmes d'intégration**

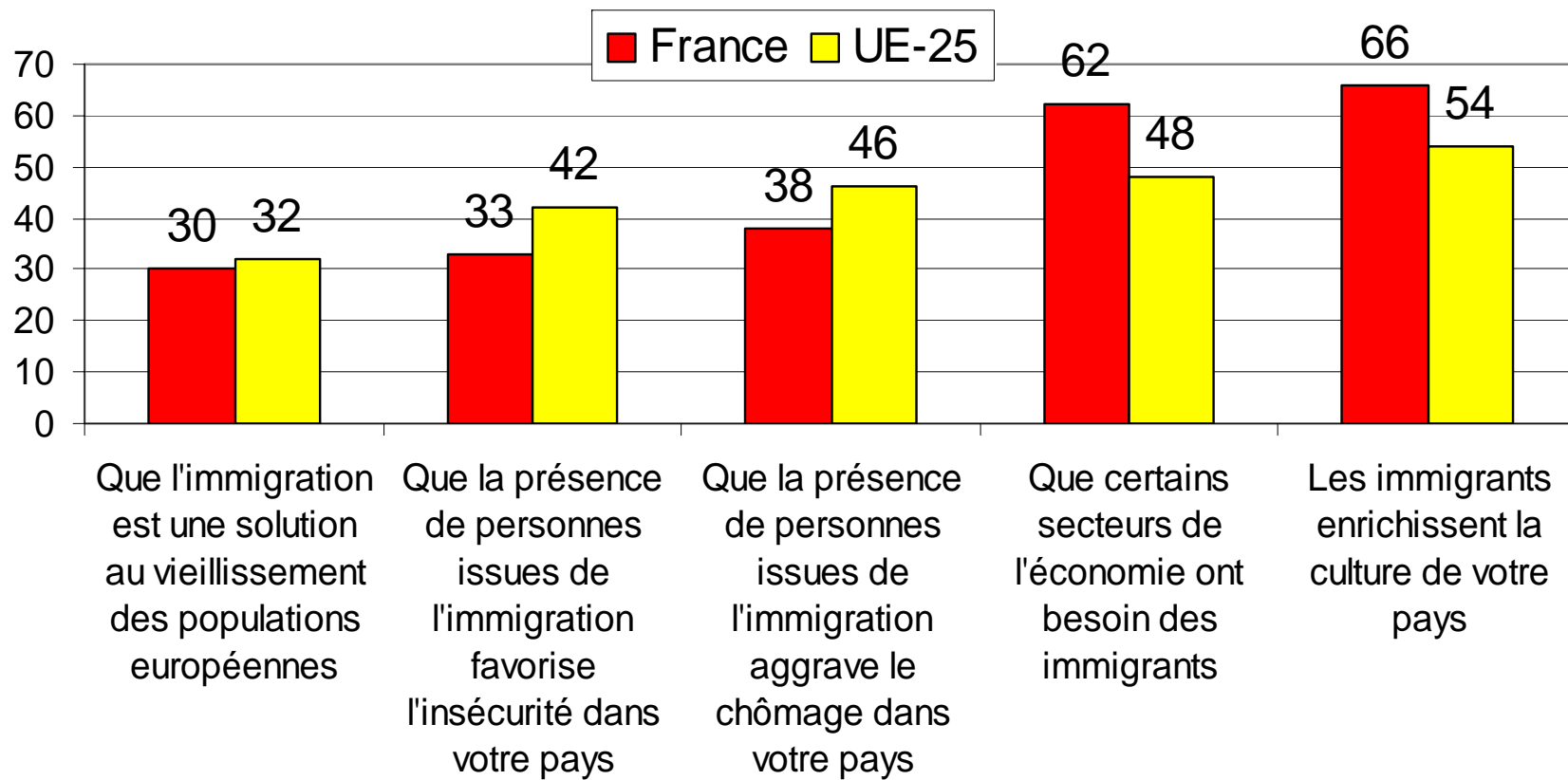
-

**Des Français inquiets des
discriminations, avec une vision
globalement positive de
l'immigration**

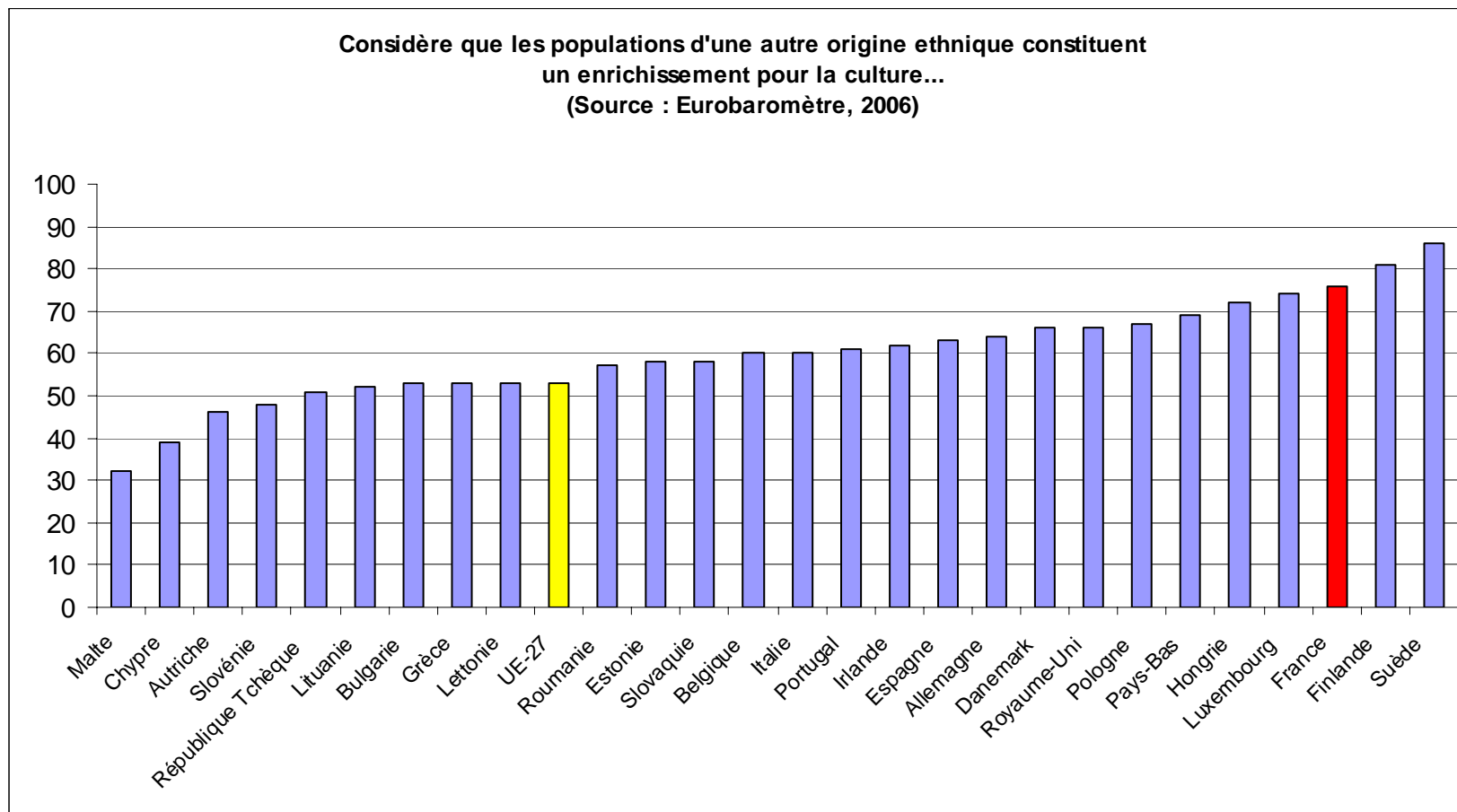
Les Français sont plus tolérants vis-à-vis de l'immigration et des immigrés que la moyenne des Européens.

Opinions sur l'immigration en France et dans l'UE-27,
(Source : Eurobaromètre, 2006).

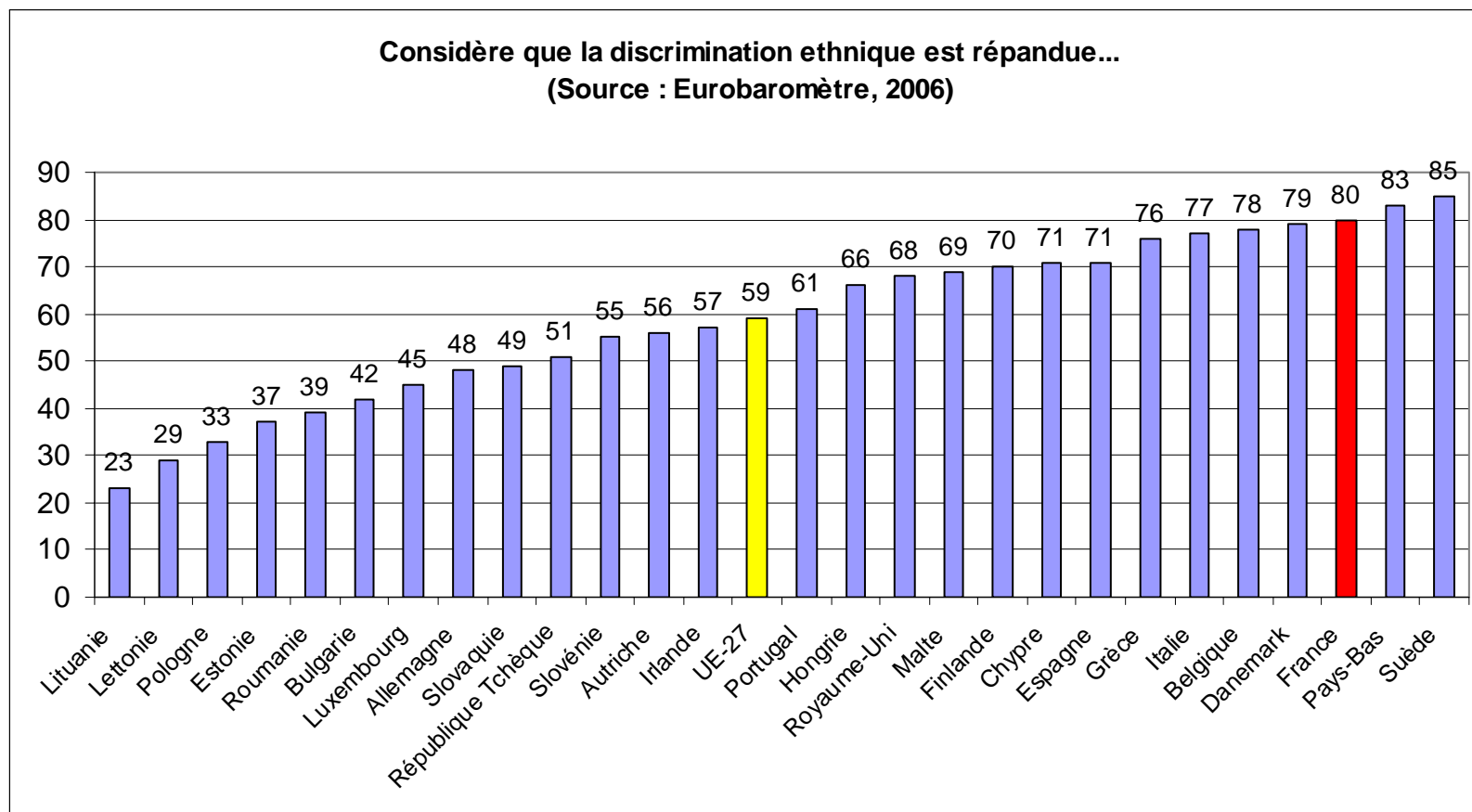
Etes vous d'accord ou plutôt d'accord que...



Les Français valorisent plus que la moyenne des Européens les apports économiques et culturels des immigrants.

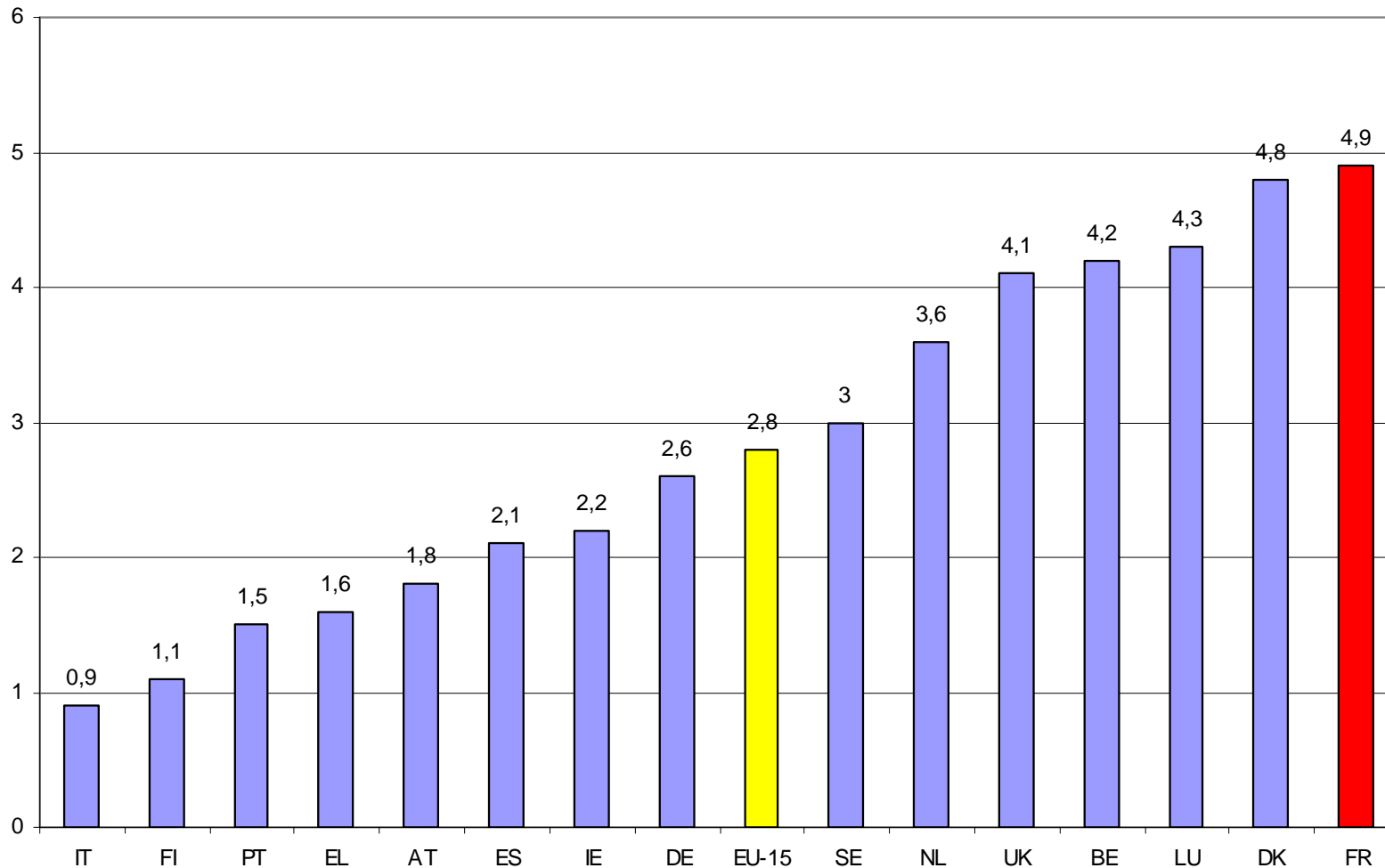


La sensibilité à la discrimination est plus élevée dans les pays ayant une tradition d'accueil des migrants, au premier rang desquels la France.

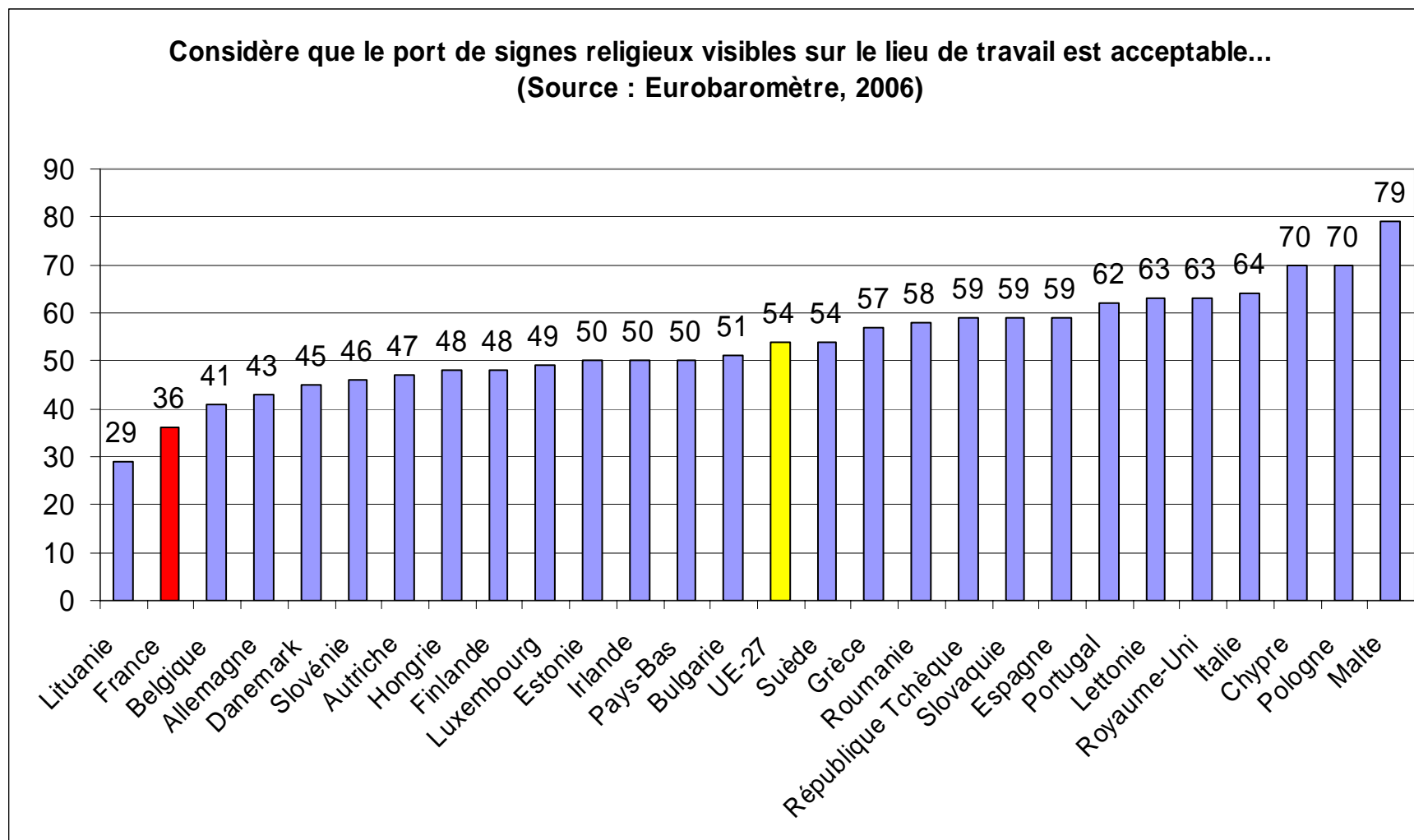


Les Français déclarent deux fois plus d'infractions relevant de discriminations racistes, religieuses ou sexuelles, que la moyenne de l'Union à 15. Les disparités entre les pays sont très marquées.

Enquête de victimation : % de personnes qui se disent victimes en 2004 d'infractions relevant de discriminations racistes, religieuses ou sexuelles (Source : EUICS - European Union International Crime Survey - 2005)



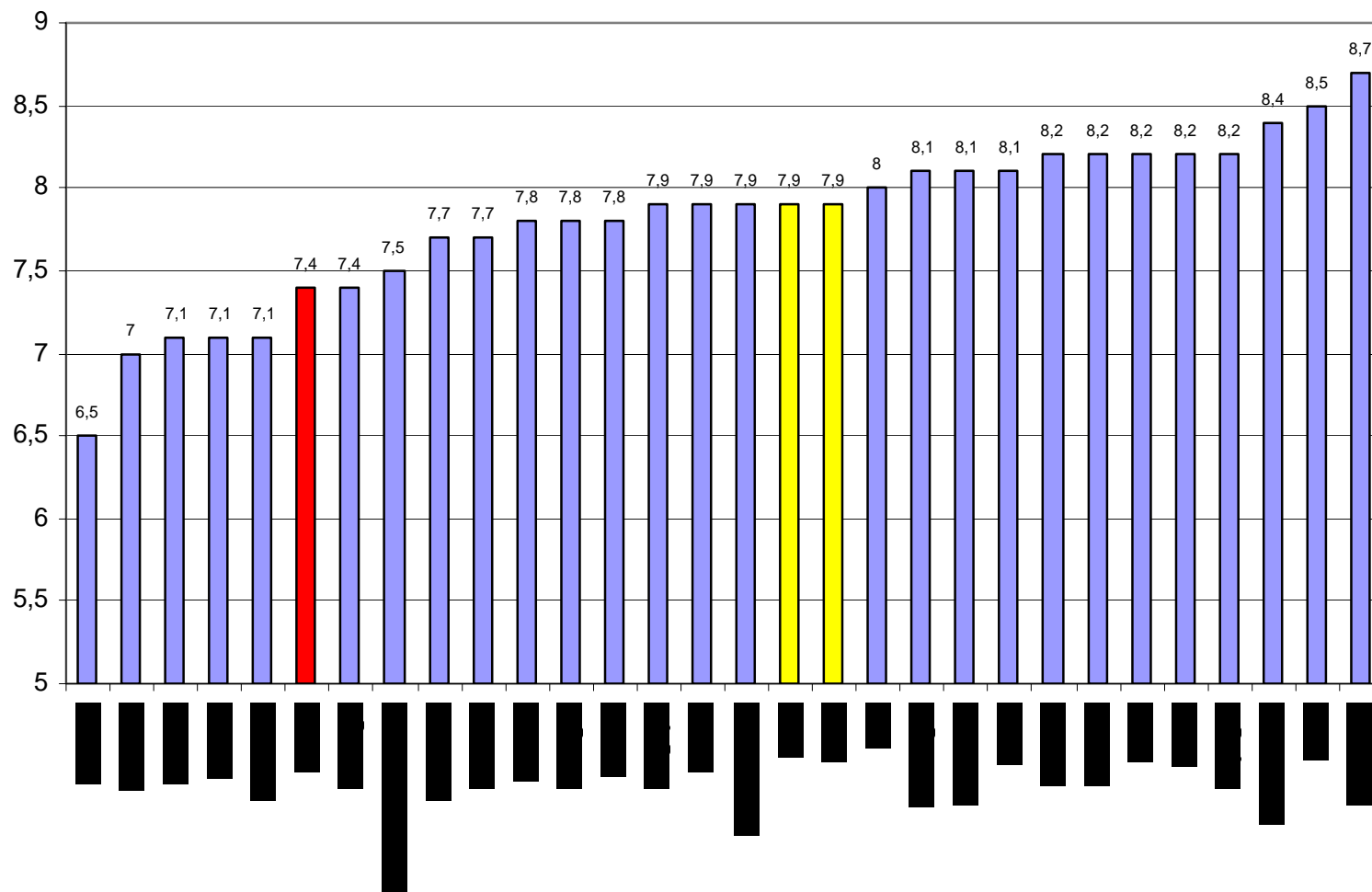
Les Français, bien plus que les autres Européens, ne souhaitent pas que les identités religieuses soient visibles dans l'espace public.



**Des mutations familiales
particulièrement marquées en
France, et accompagnées par
une politique familiale dense**

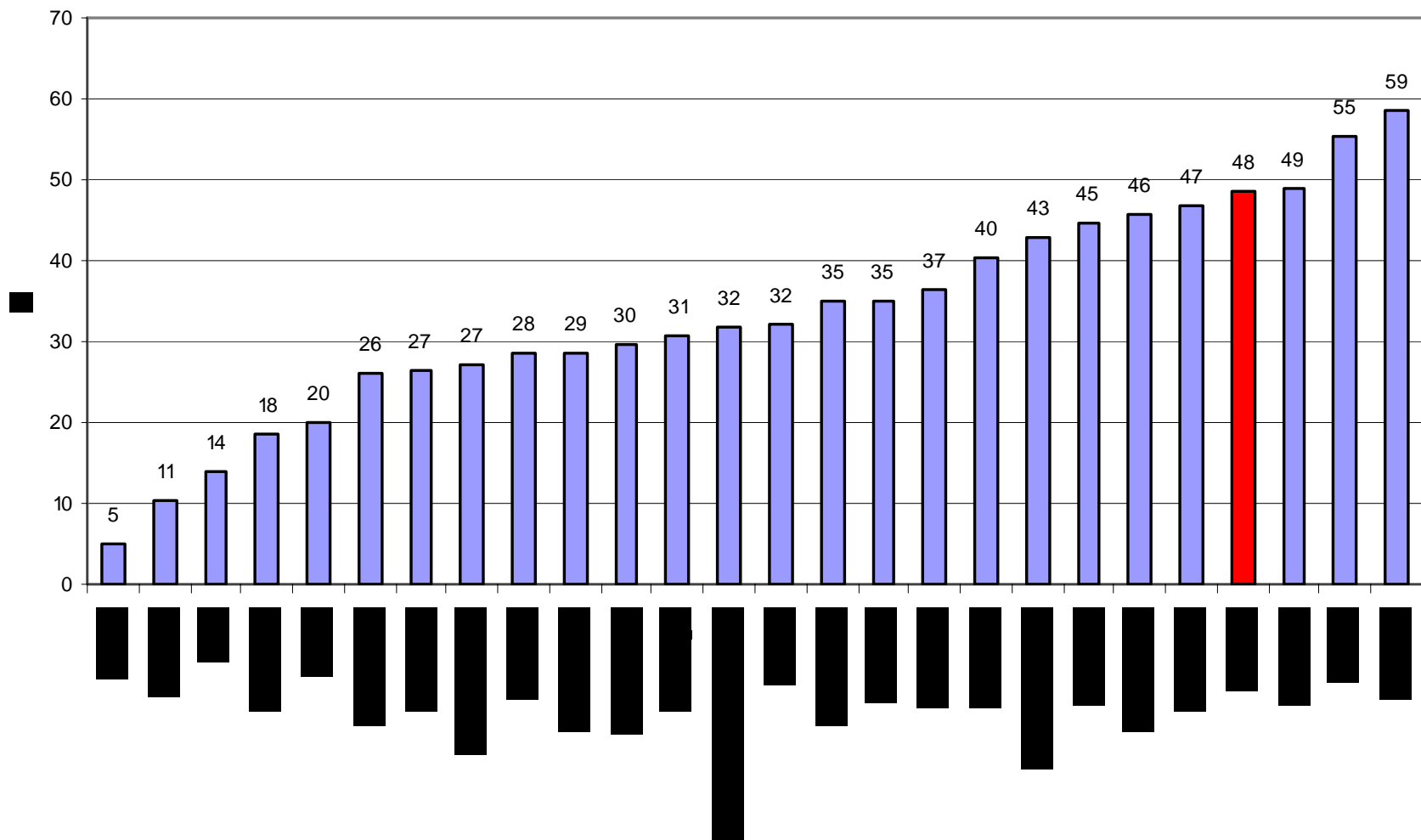
Les Français relativement moins satisfaits de leur vie familiale.

Satisfaction à l'égard de sa vie familiale. Score de satisfaction
(Source : European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions, 2004)



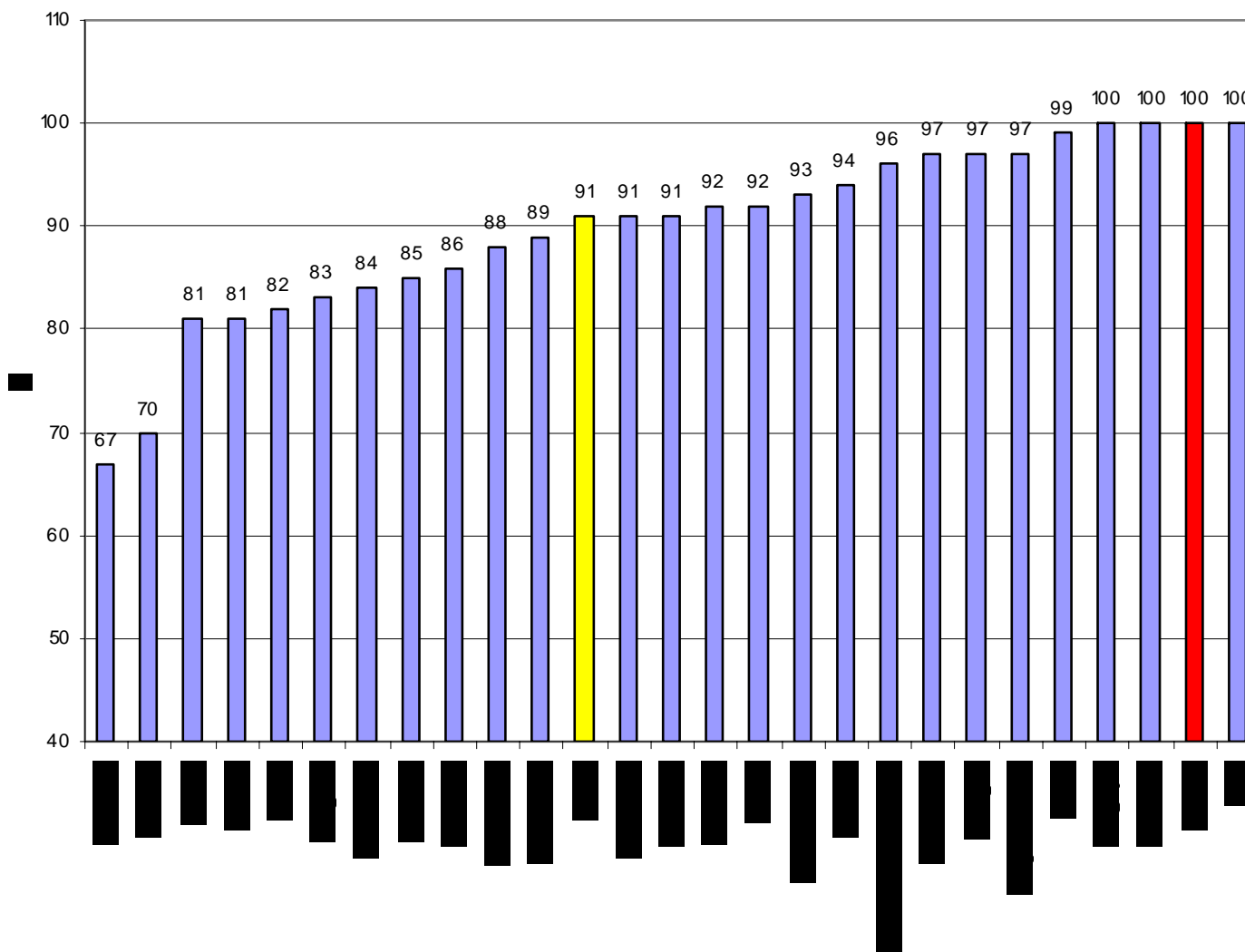
La moitié des enfants naissent hors mariage, une situation qui place la France aux premiers rangs européens

Part des naissances hors mariage en 2005
(Source : Eurostat)



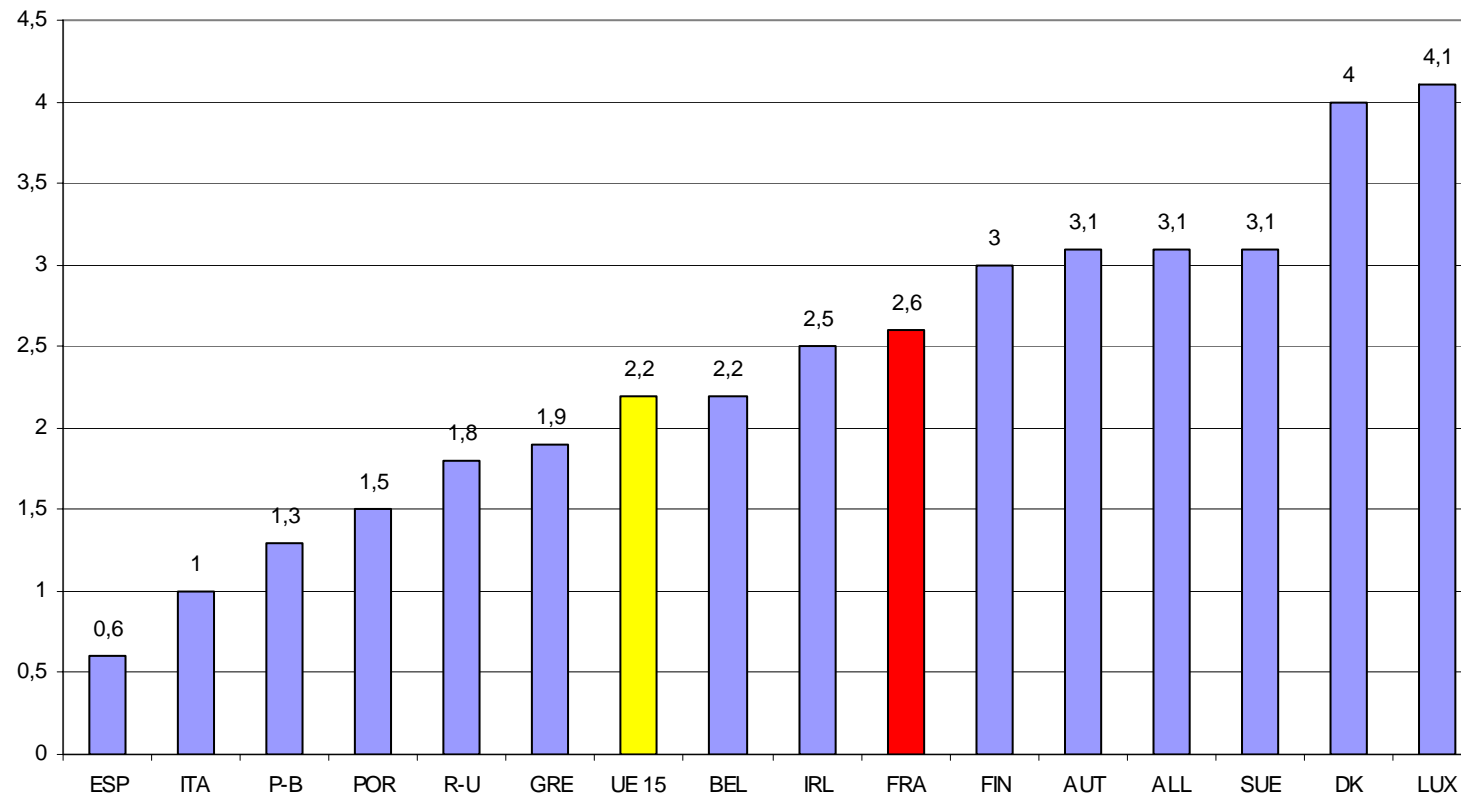
Une politique petite enfance en pointe pour l'accueil des 3-6 ans grâce à l'école maternelle

Proportion des 3-6 ans accueillis dans des structures de prise en charge (2004)
(Source : Eurostat)



Une politique familiale relativement généreuse.

Les dépenses de la politique familiale à l'aune européenne (2003) (en % du PIB)
(Source : Eurostat)



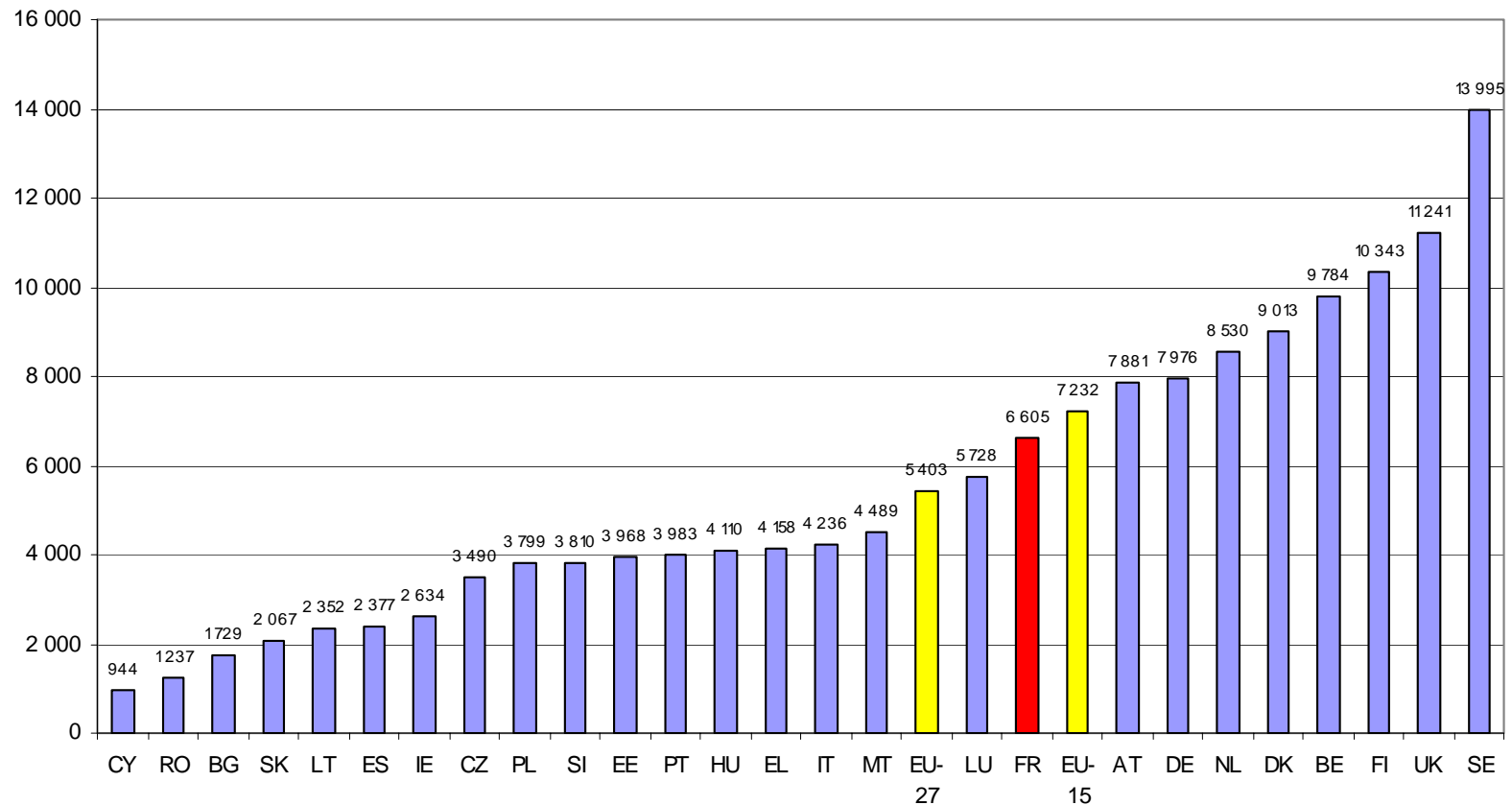
Un niveau de délinquance moins élevé en France (excepté pour la délinquance juvénile)

-

Un sentiment de sécurité relativement partagé mais une grande méfiance à l'égard des autorités de police et de justice

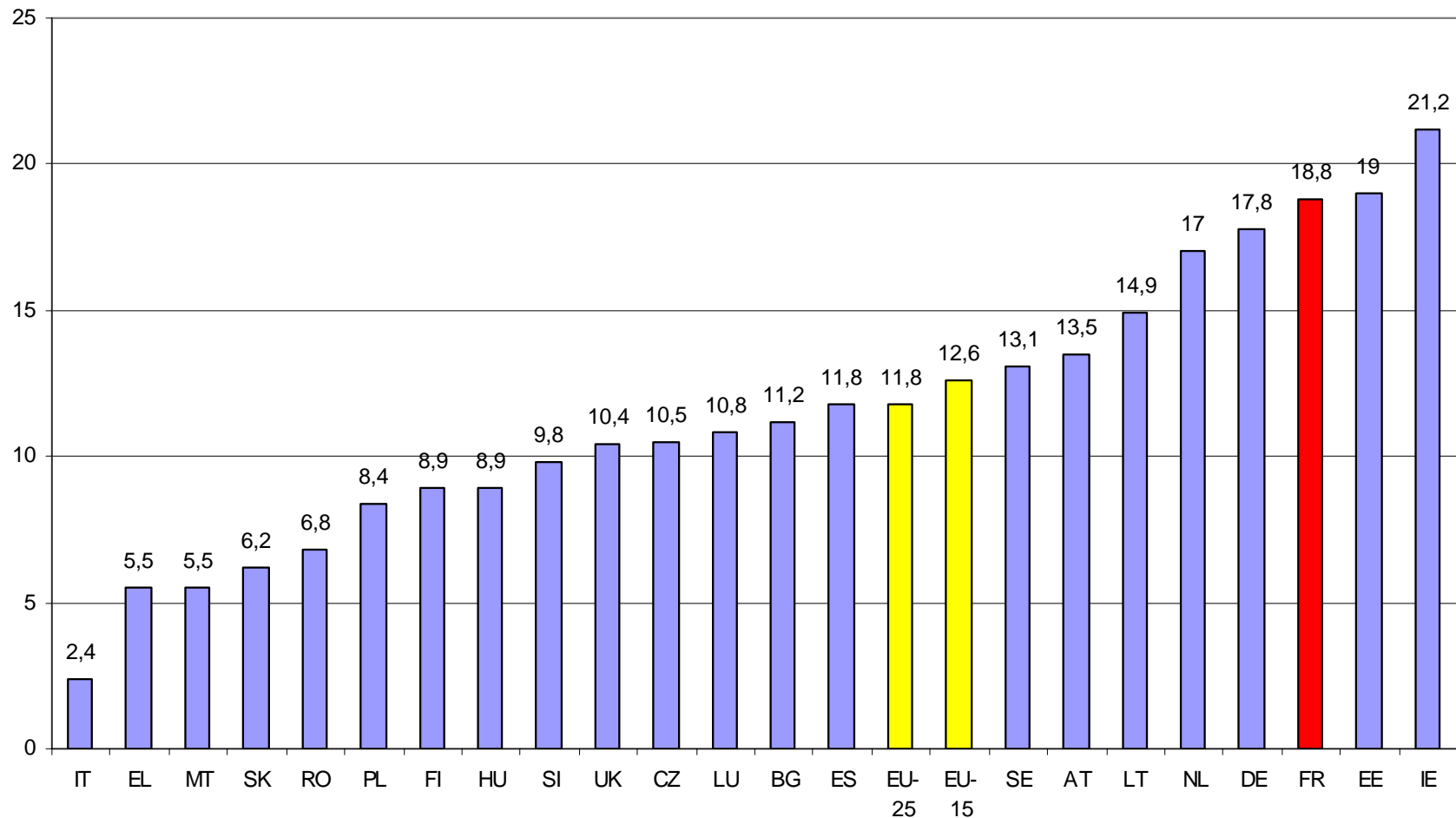
La France se situe dans la moyenne européenne en termes de niveau de délinquance déclarée à la police. Les statistiques policières ne sont néanmoins pas toujours révélatrices du niveau de délinquance d'un pays.

**Statistiques de la police (I) : nombre d'infractions pour 100 000 habitants
(Source : European sourcebook of crime and criminal justice 2006)**



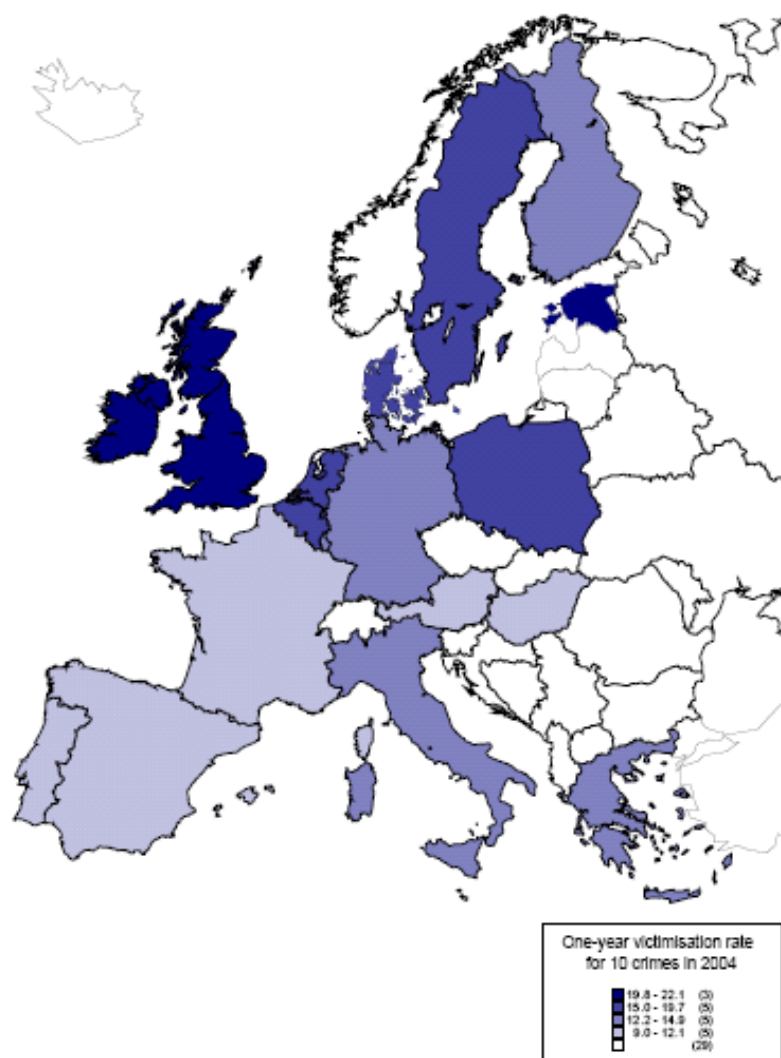
La délinquance juvénile - forte préoccupation dans toute l'Europe - représente en France près d'un cinquième de la délinquance globale.

Statistiques de la police (II) : % de mineurs parmi les contrevenants en 2003 (toutes infractions confondues)
(Source : European sourcebook of crime and criminal justice Statistics 2006)



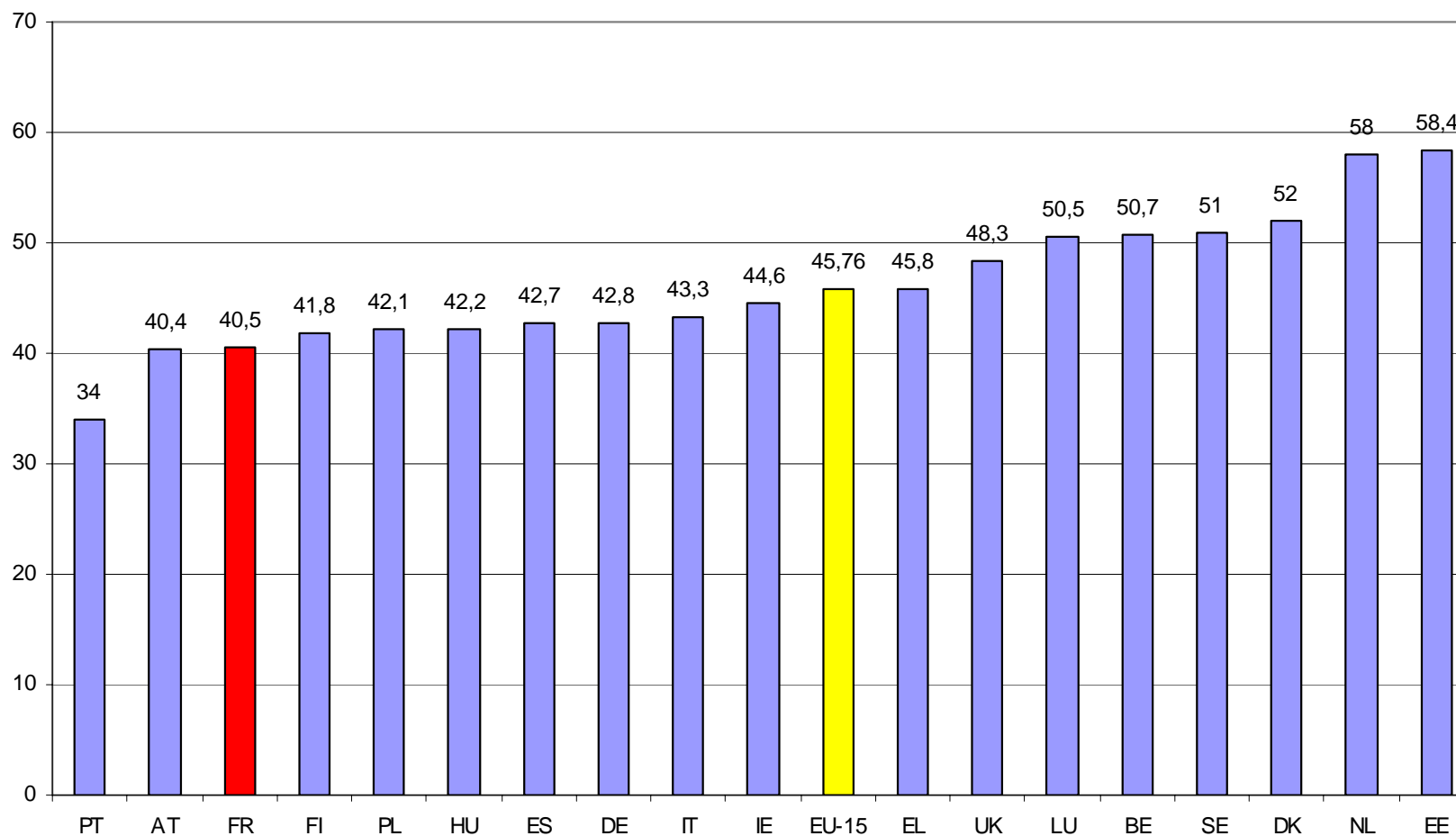
Au regard de la délinquance autodéclarée par les victimes, la France appartient, avec l'Espagne, la Hongrie, le Portugal et l'Autriche, au groupe de pays les moins touchés.

(Source : EUICS -European Union International Crime Survey- 2005, Enquête de victimation (dix infractions considérées) en 2004)



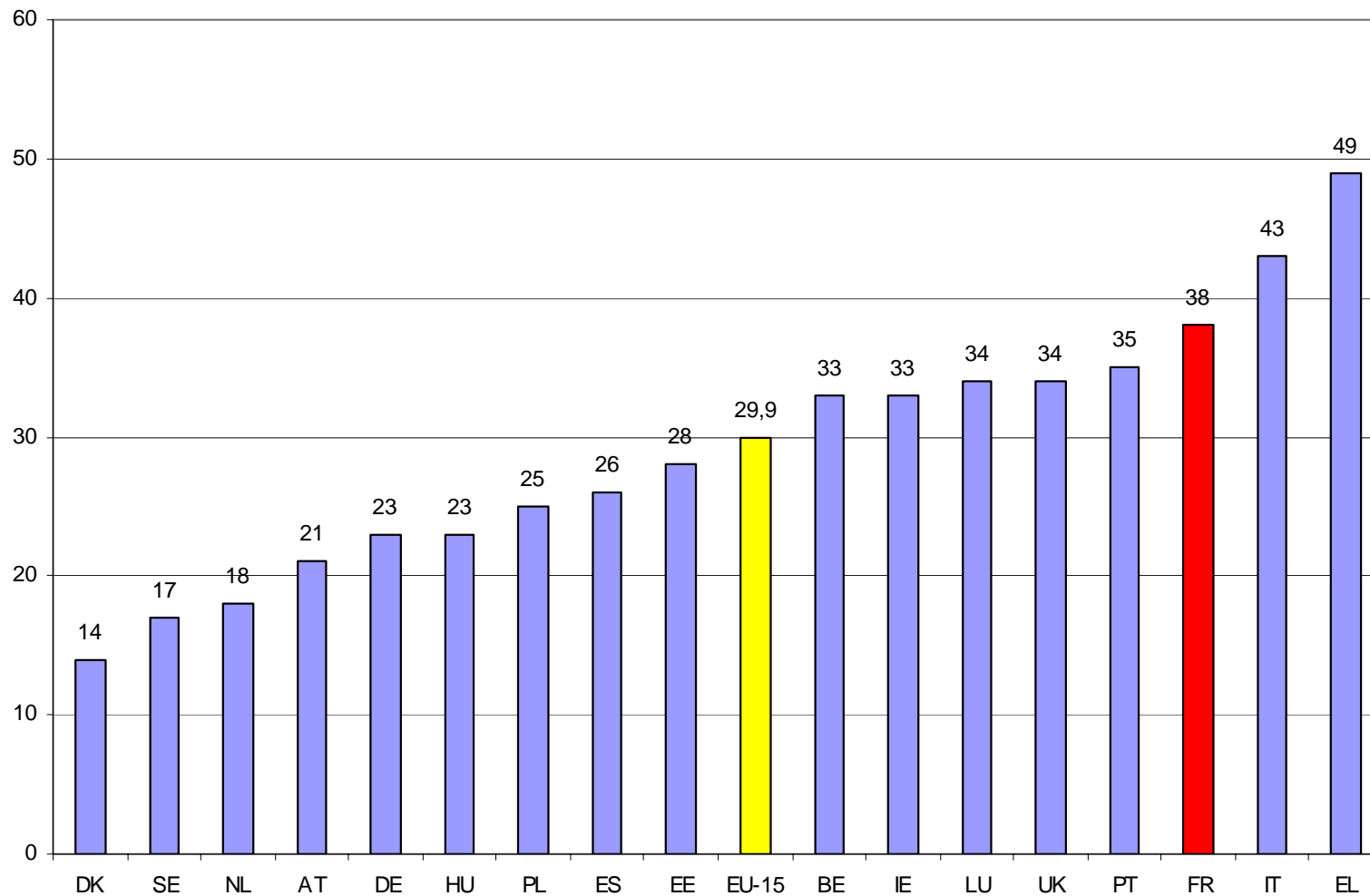
Deux personnes sur cinq en France se sont déclarées victimes d'une infraction les cinq dernières années précédant 2005, proportion la plus faible avec le Portugal et l'Autriche.

Enquête de victimation (II) : % de personnes se déclarant victimes d'un ou plusieurs actes délinquants (10 infractions considérées) les cinq dernières années précédant l'enquête
(Source : EUICS -European Union International Crime Survey- 2005)



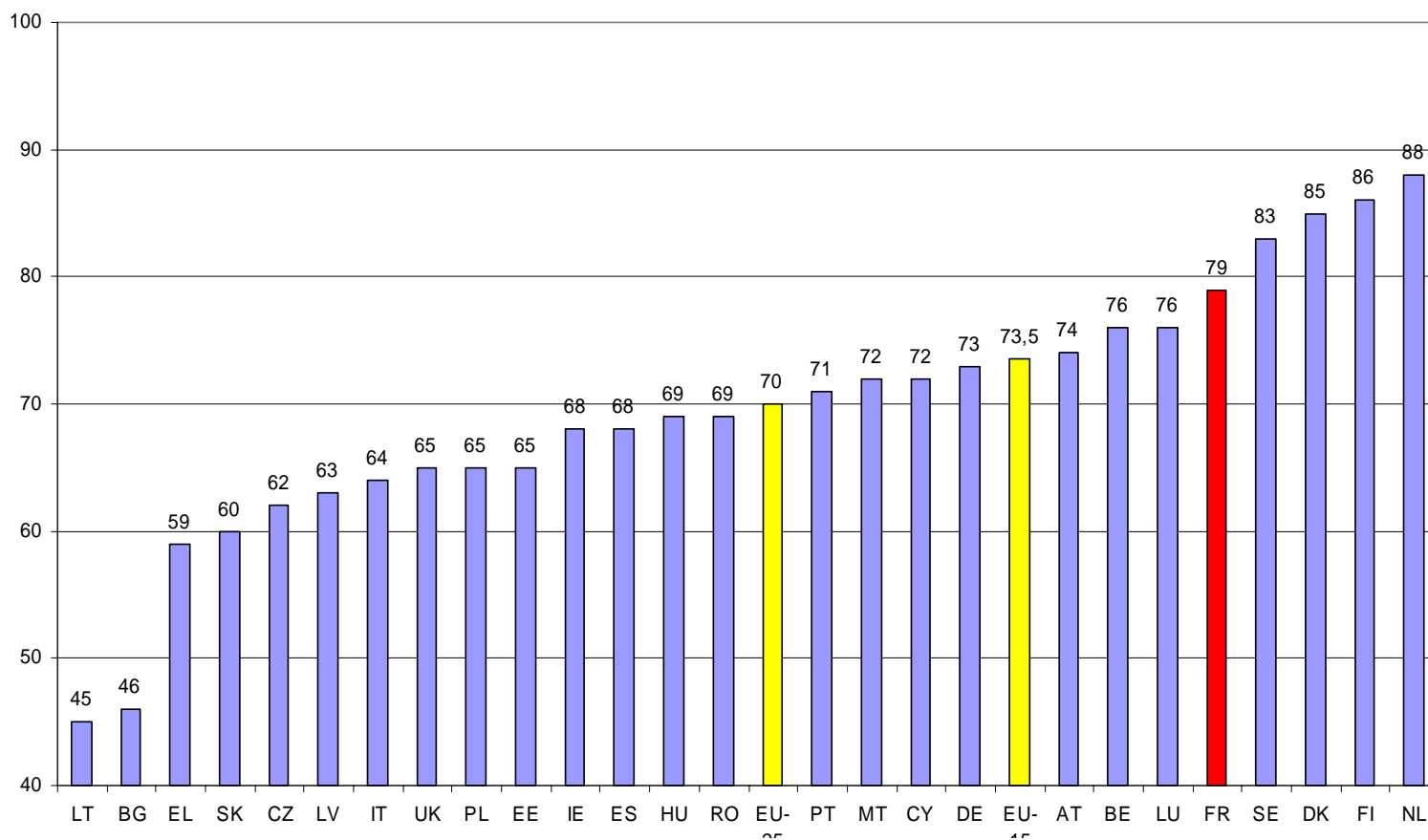
En matière de sentiment d'insécurité, les Français craignent davantage pour leur propriété que la plupart des autres pays de l'Union à 15.

Sentiment d'insécurité (I), peur d'être victime de cambriolage dans l'année qui suit (en pourcentage)
(Source : EUICS -European Union International Crime Survey- 2005)



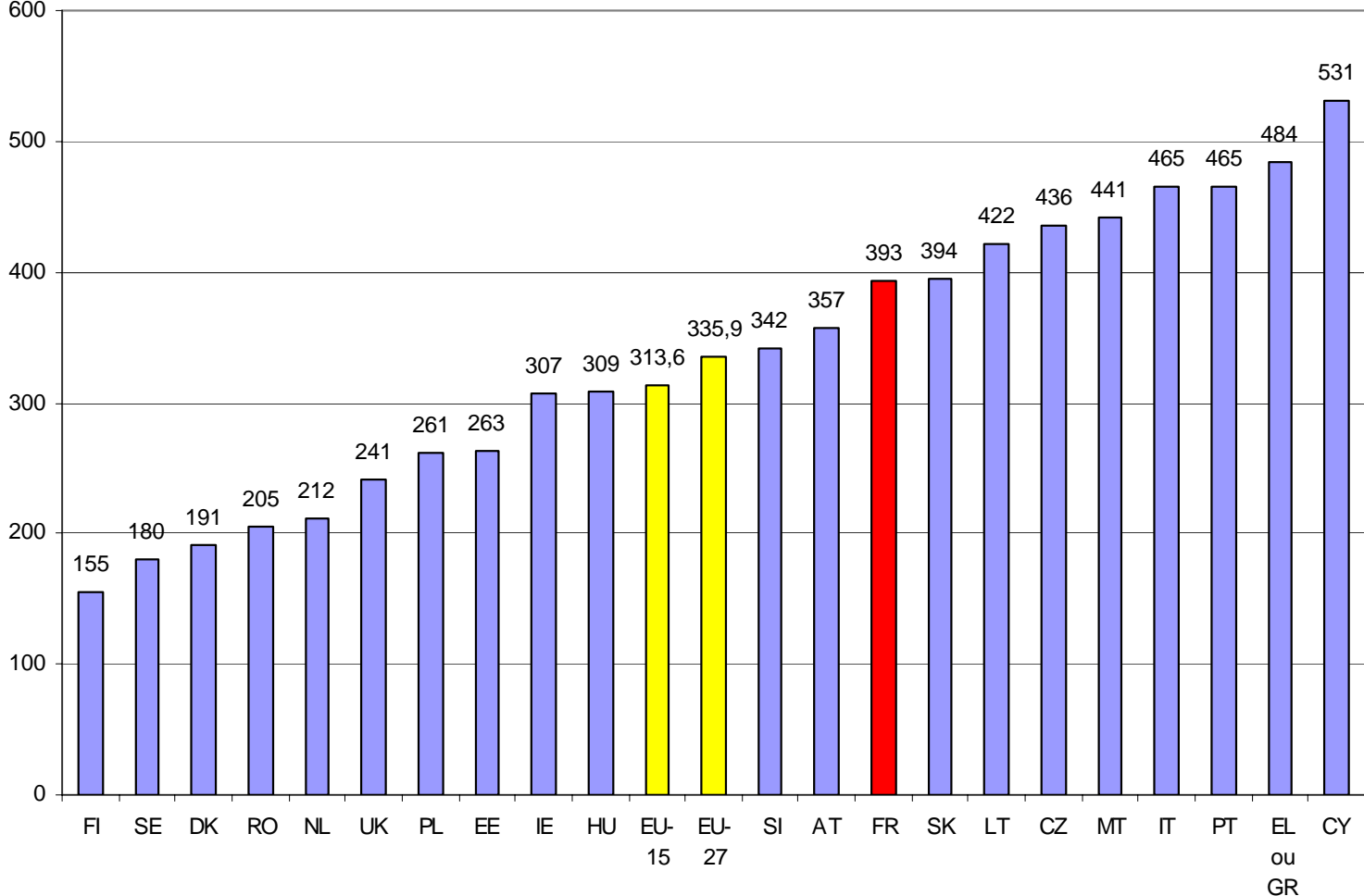
**Quatre Français sur cinq se sentent en sécurité dans la rue quand il fait noir,
l'écart entre les pays étant très marqué (entre 45 % et 88 %).
Ce constat général masque d'importantes différences territoriales.**

**Sentiment d'insécurité (II) : % des personnes se sentant en sécurité dans la rue quand il fait noir
(Sources : EUICS -European Union International Crime Survey- 2005 et Eurobaromètre 2006)**



Un nombre de policiers par habitant supérieur à la moyenne européenne.

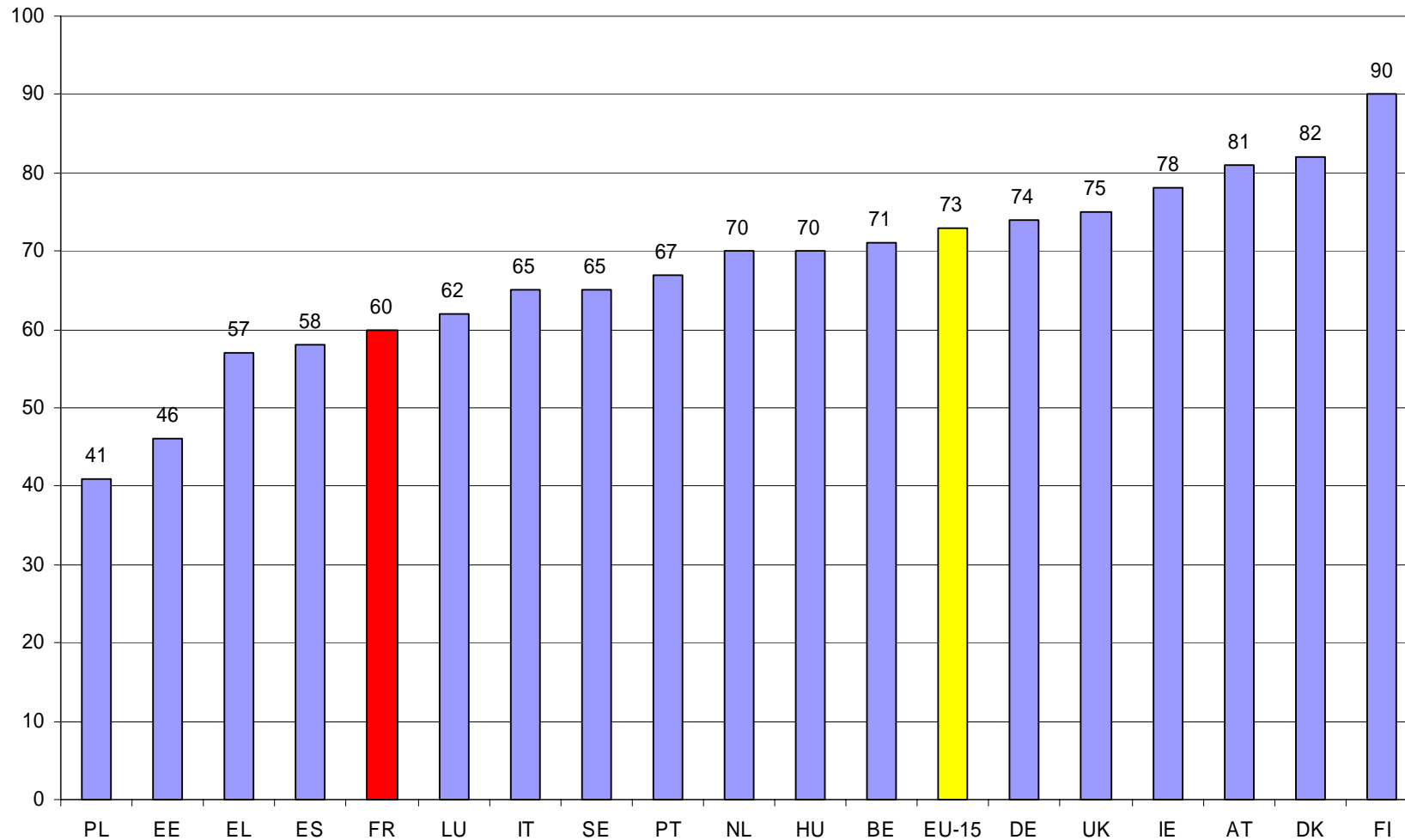
Statistiques de la police (III) : nombre d'officiers de police pour 100 000 habitants
 (Source: European sourcebook of crime and criminal justice 2006)



Une police dont le contrôle et l'action sur les territoires ne satisfont que 60 % des personnes interrogées.

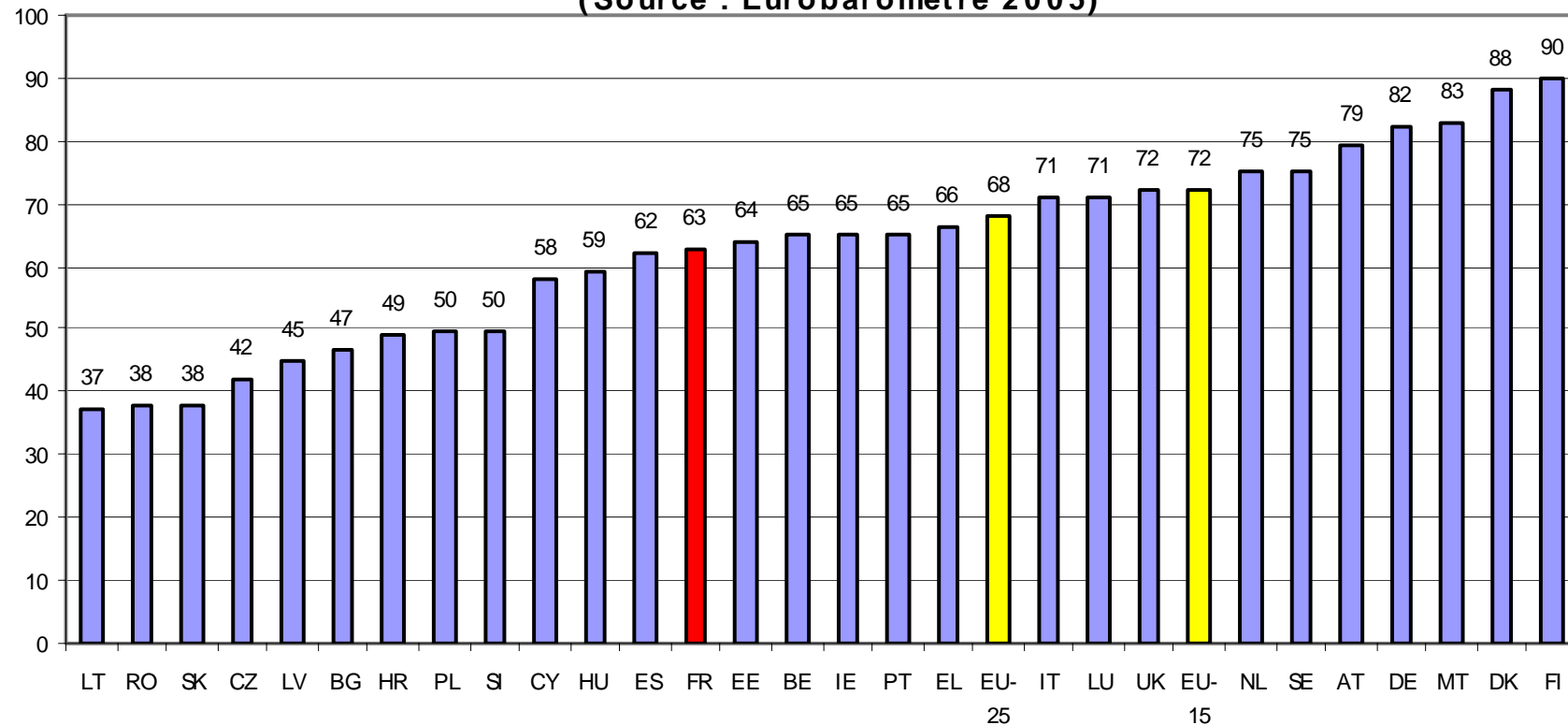
Confiance dans les institutions (I) : % de personnes satisfaites du contrôle de la police sur leur territoire

(Source : EUICS -European Union International Crime Survey- 2005)



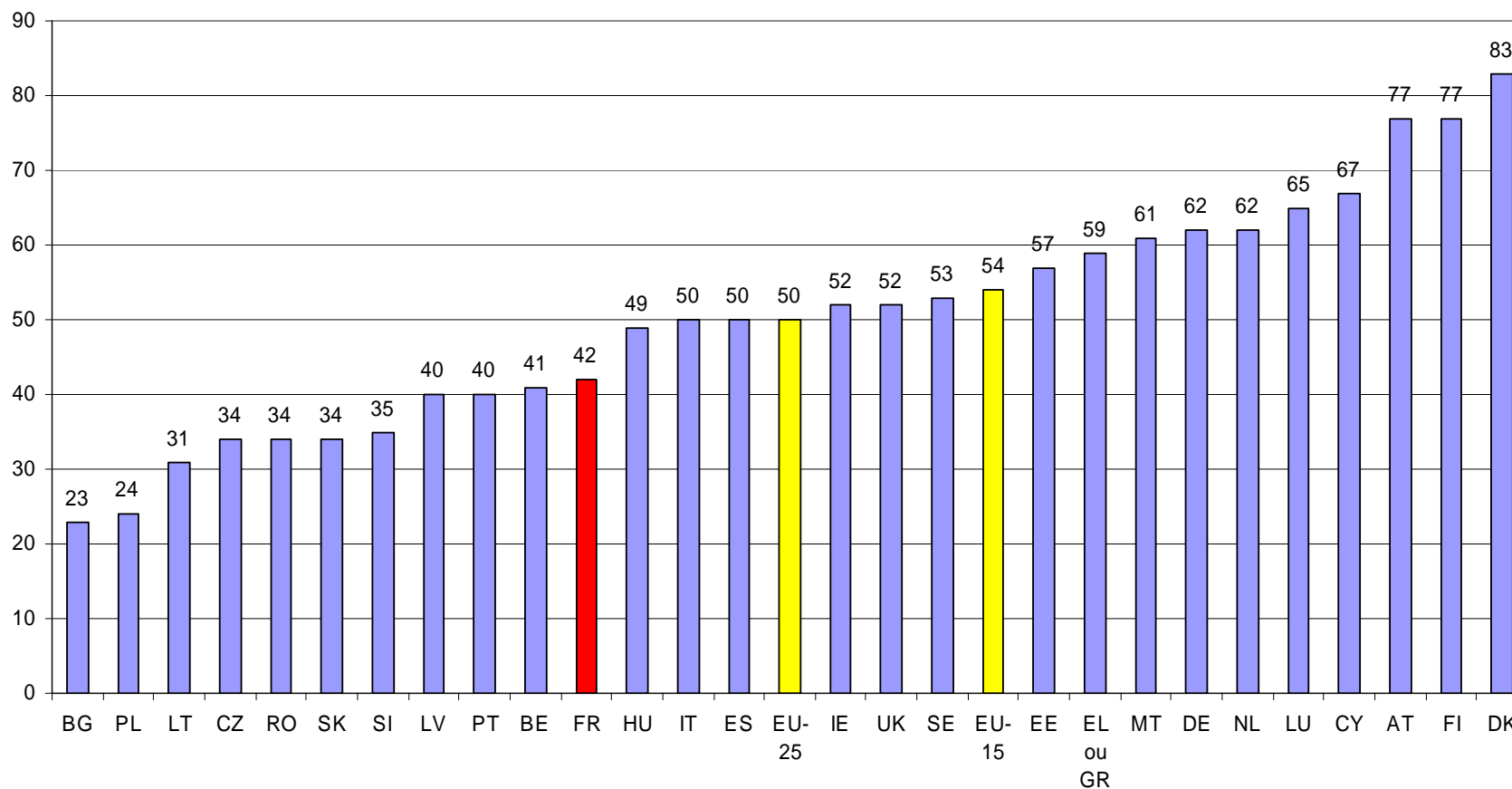
Deux tiers des Français font confiance à la police. Ce taux place la France parmi les pays les plus défiant.

Confiance dans les institutions (II) : % de personnes de plus de 15 ans
ayant confiance dans la police
(Source : Eurobaromètre 2005)



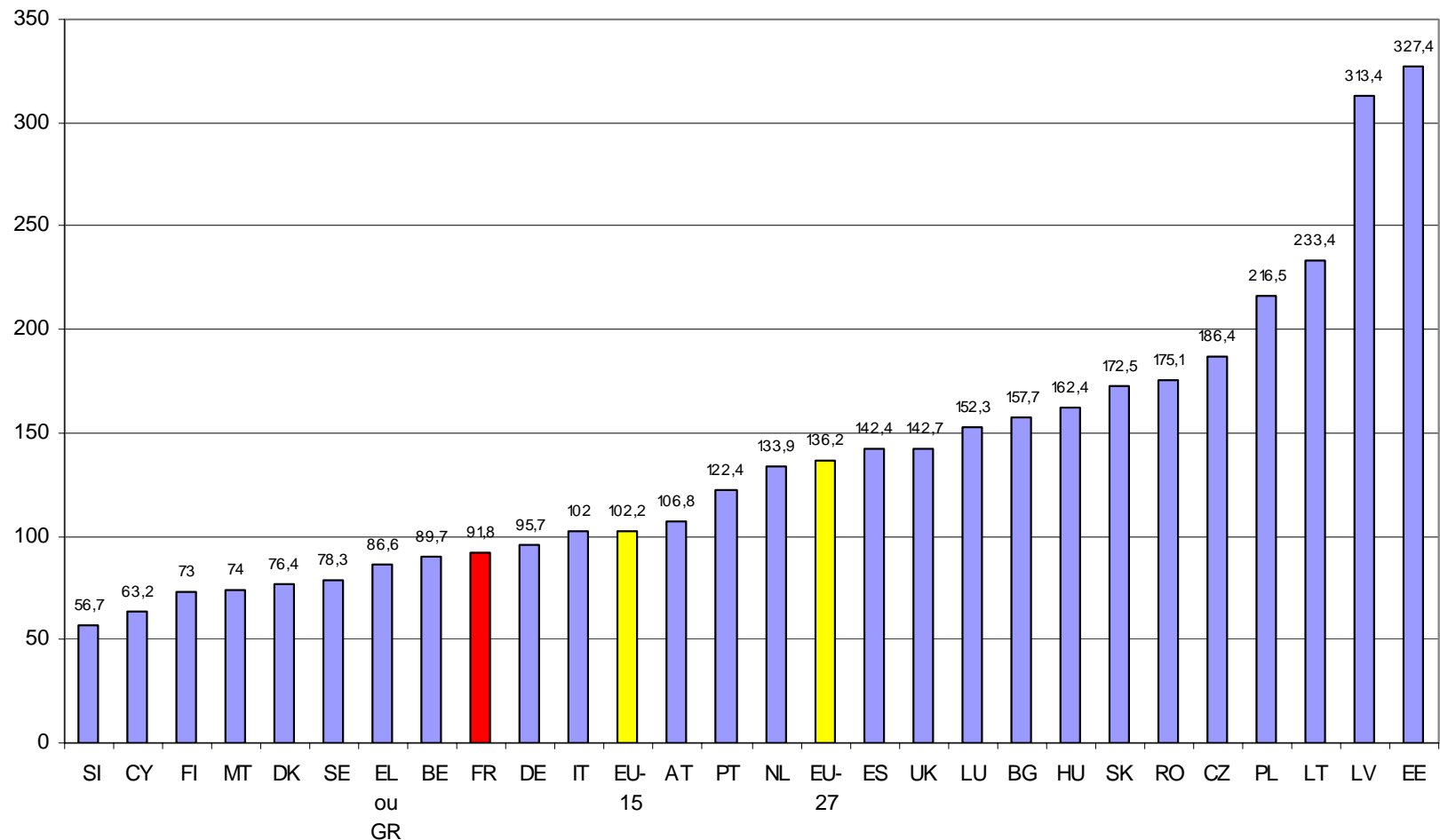
Seulement deux Français sur cinq ont confiance dans le système judiciaire, ce qui place encore la France dans le groupe des pays de l'Union les plus défiants.

Confiance dans les institutions (III) : % de personnes de plus de 15 ans ayant confiance dans le système judiciaire
(Source: Eurobaromètre 2005)



Critiquée pour son taux de surpopulation carcérale, la France présente un taux de personnes détenues en prison pour 100 000 habitants qui demeure en dessous de la moyenne européenne.

Statistiques pénales : taux de personnes en prison pour 100 000 habitants
 (Source : Conseil de l'Europe, statistiques pénales annuelles, Enquête 2005)



La protection sociale en France

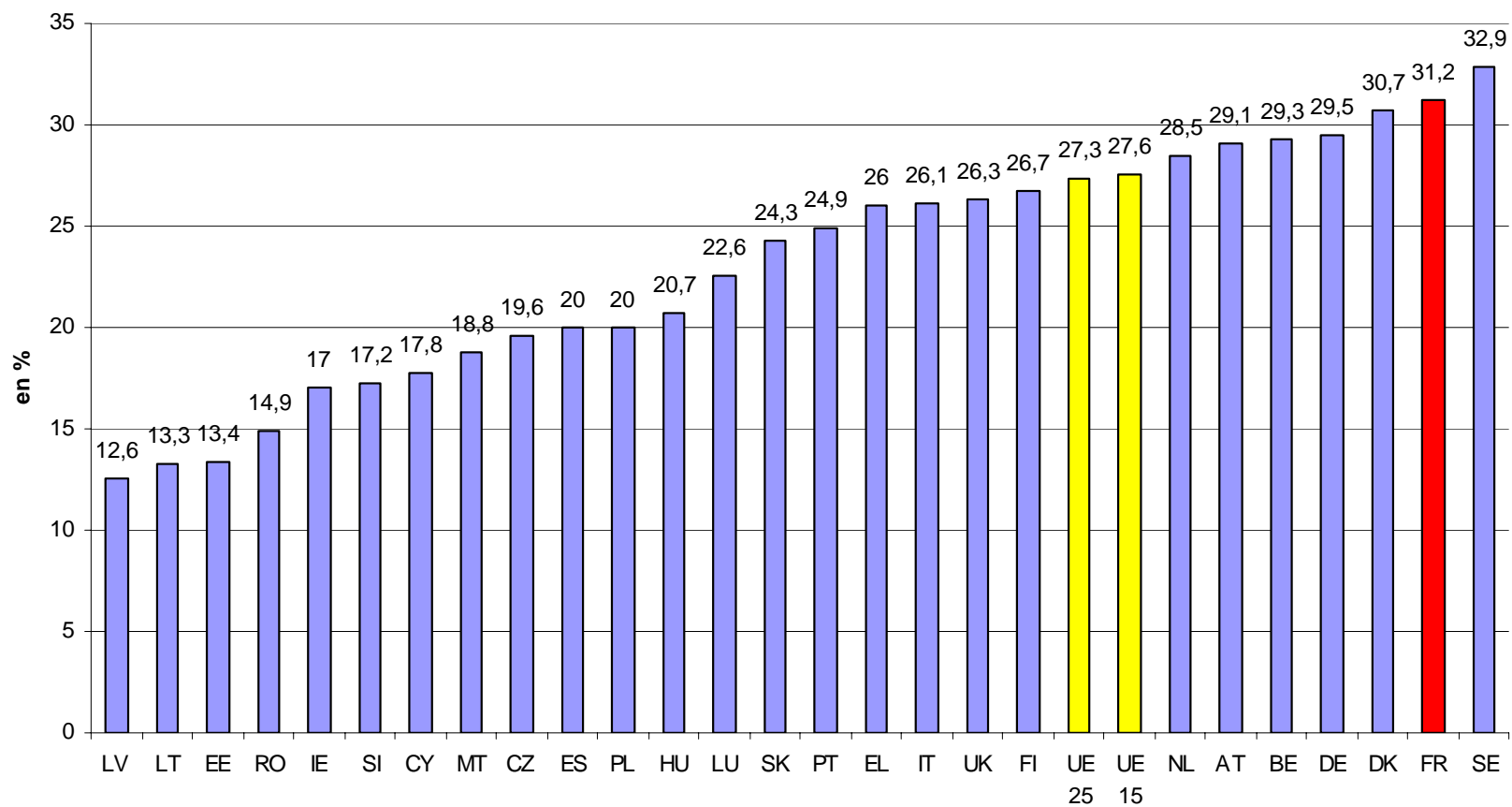
-

**Un niveau élevé de dépenses
sociales, une couverture jugée
satisfaisante et la conviction
d'être un modèle**

Un haut niveau de dépenses sociales

Dépenses de protection sociale (en % du Pib) 2004

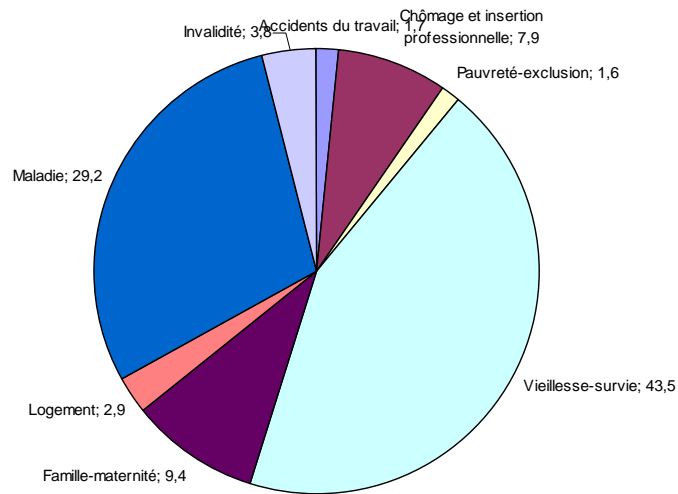
Source : Eurostat-SESPROS



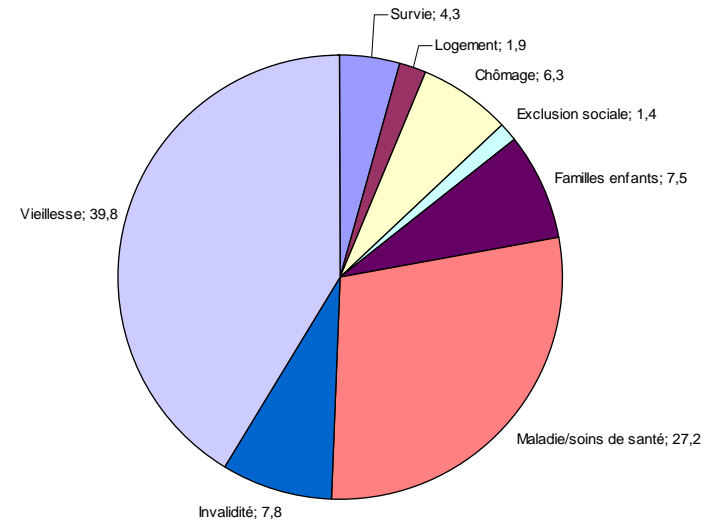
Une structure des dépenses de protection sociale globalement similaire à la moyenne européenne (2004).

Répartition des dépenses de prestations sociales selon les risques

Sources : Eurostat, Drees



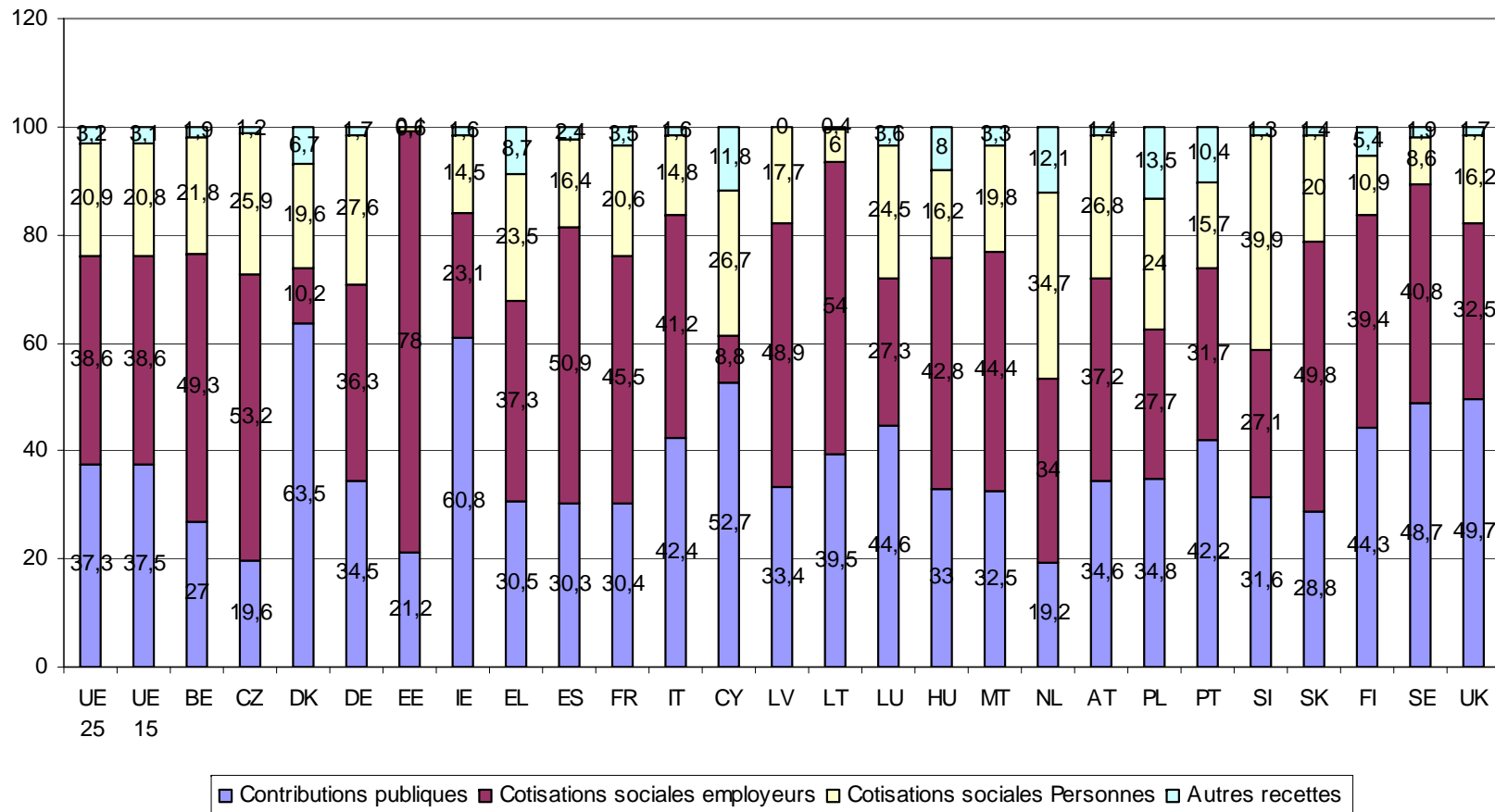
FRANCE



UNION EUROPEENNE

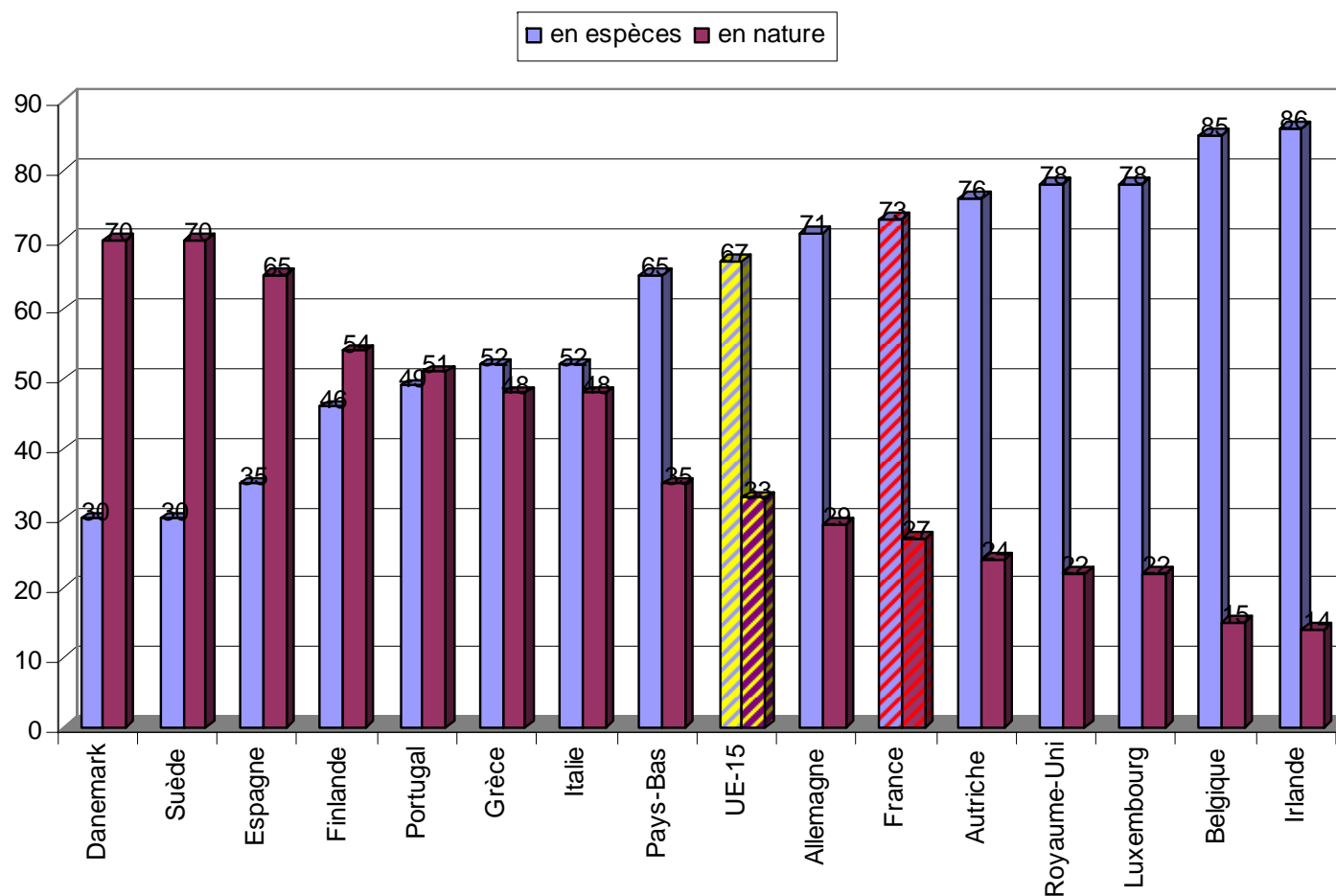
Des recettes de protection sociale majoritairement assises sur des cotisations.

Recettes de protection sociale par type 2004
(en % du total des recettes)



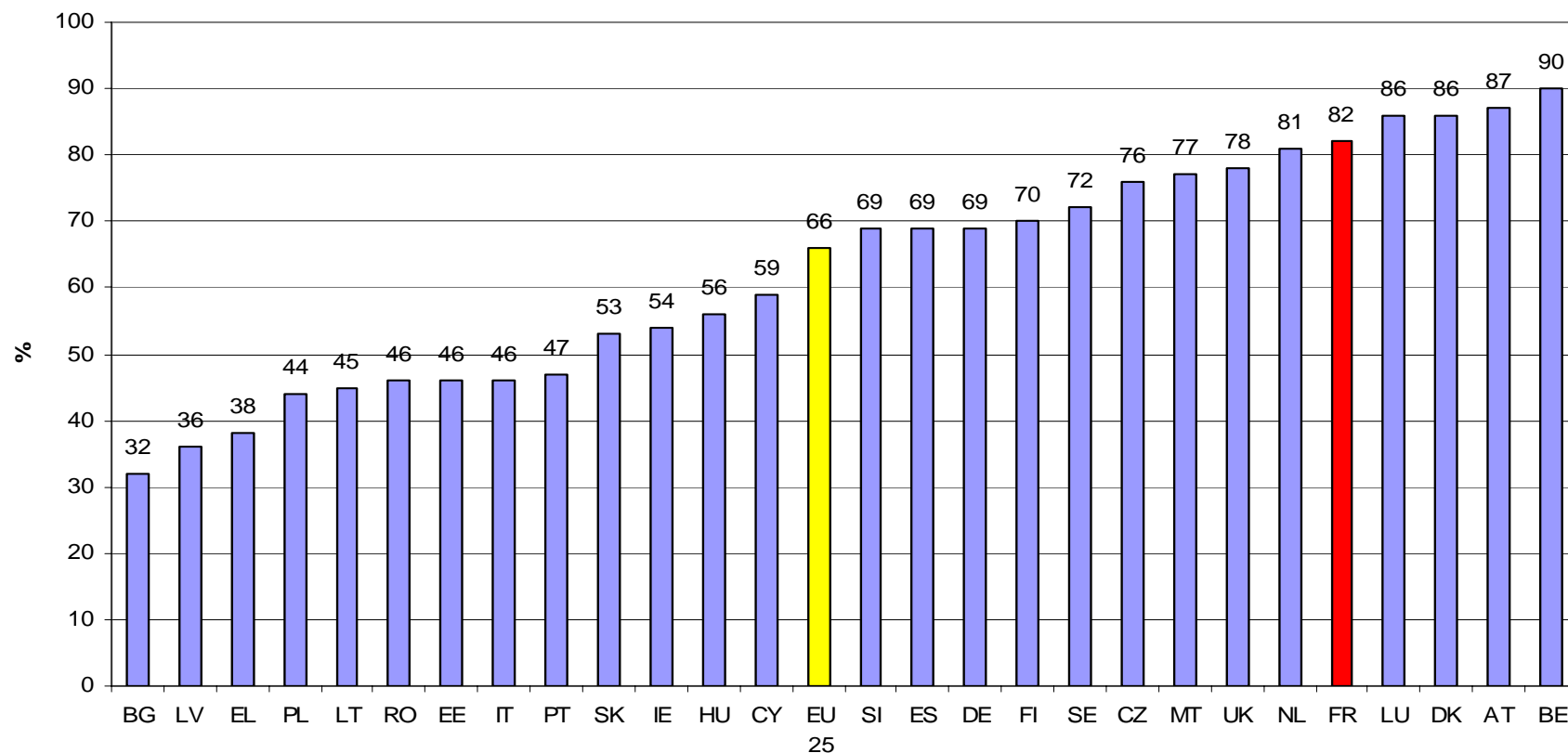
Une protection sociale reposant d'abord sur des prestations monétaires.

Répartition en 2000 des dépenses famille/enfants en nature et en espèces en % -
(Source : Eurostat)

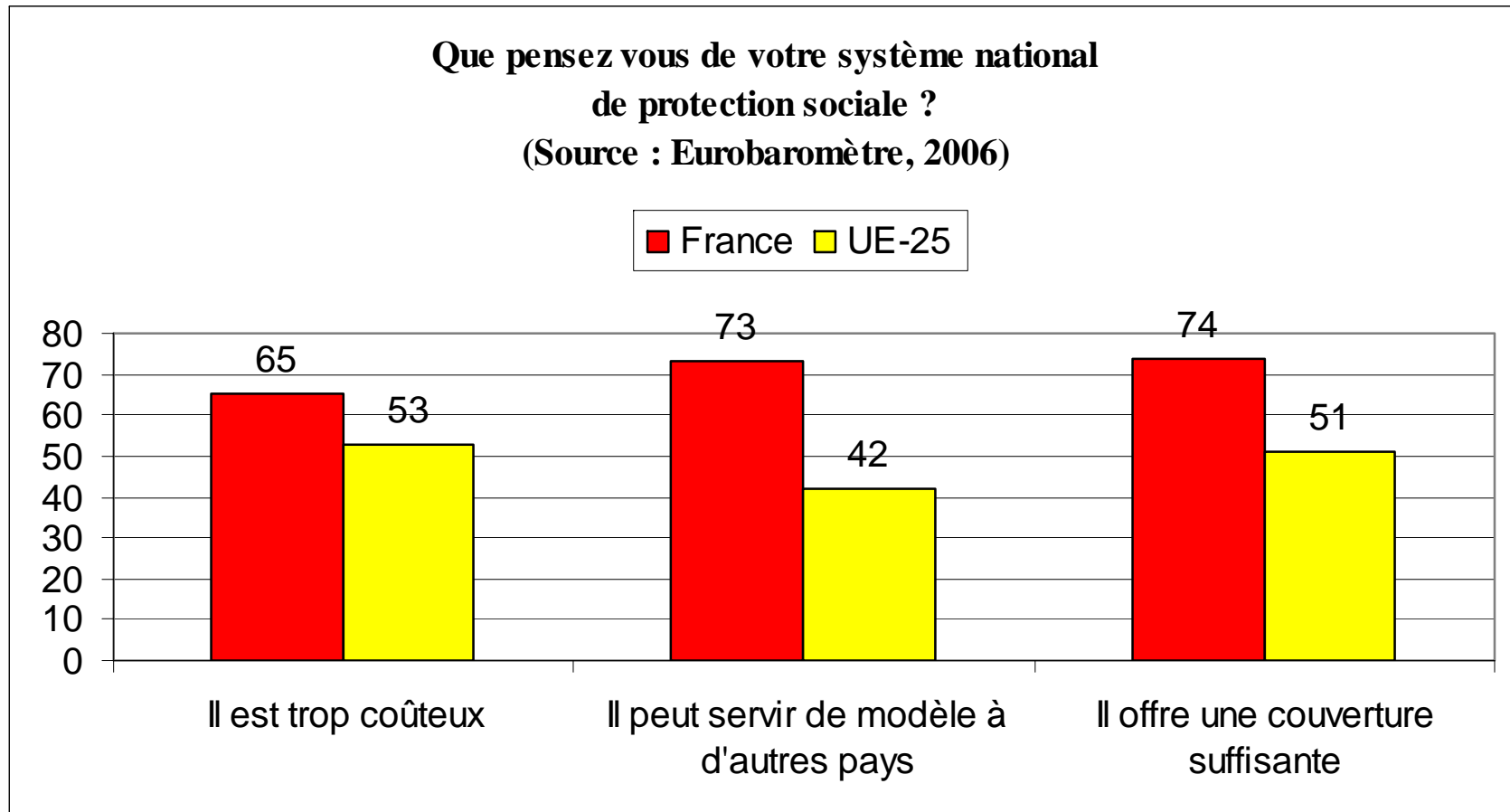


De manière générale, 82 % des Français se déclarent satisfaits de leur modèle social, ce qui les place parmi les Européens les plus satisfaits dans ce domaine.

**Satisfaits du modèle social
(Source : Eurobaromètre 2005)**

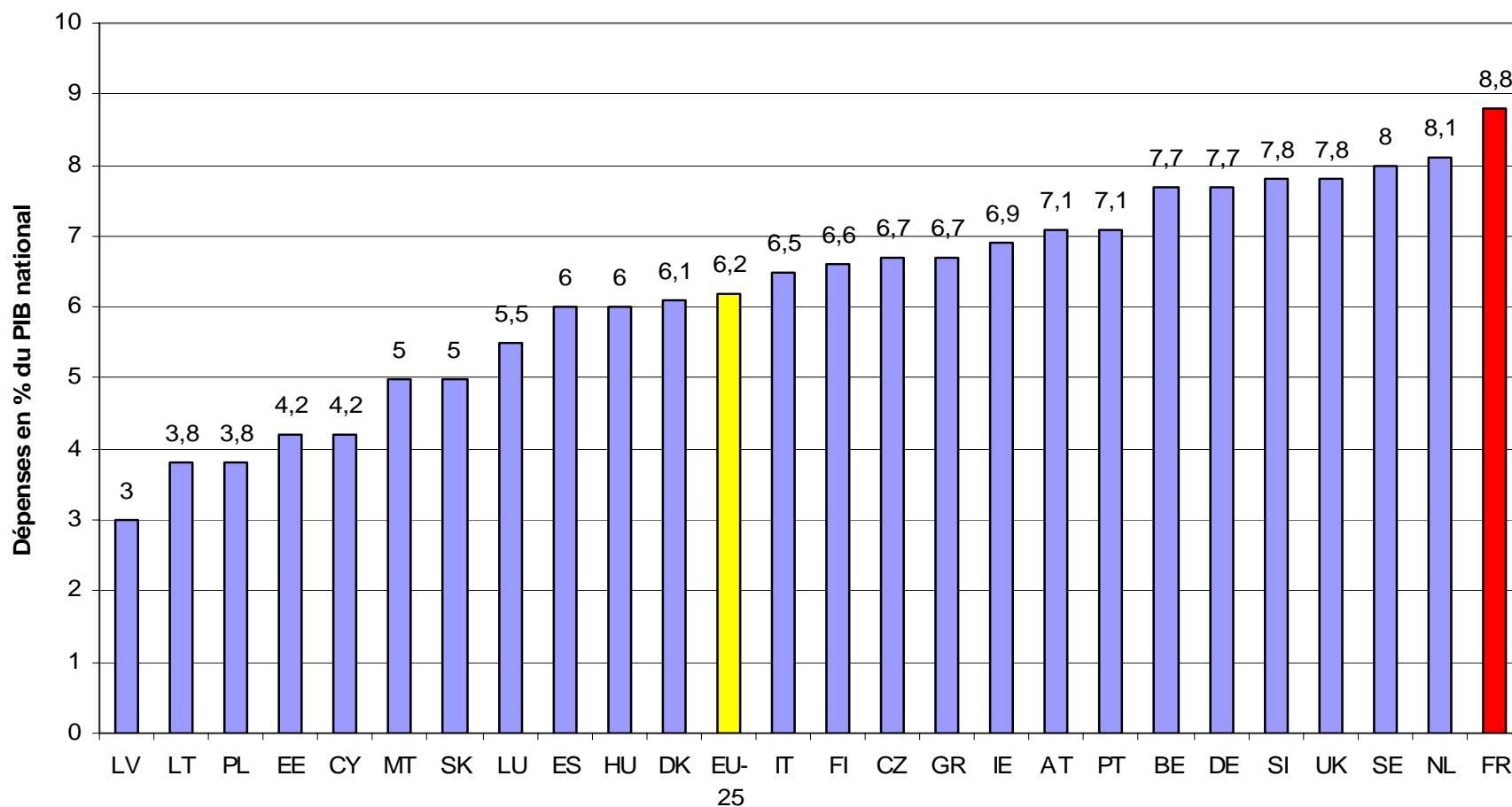


Si une majorité de Français jugent leur système de protection sociale trop coûteux, ils le considèrent, plus que les Européens en général, comme un modèle.



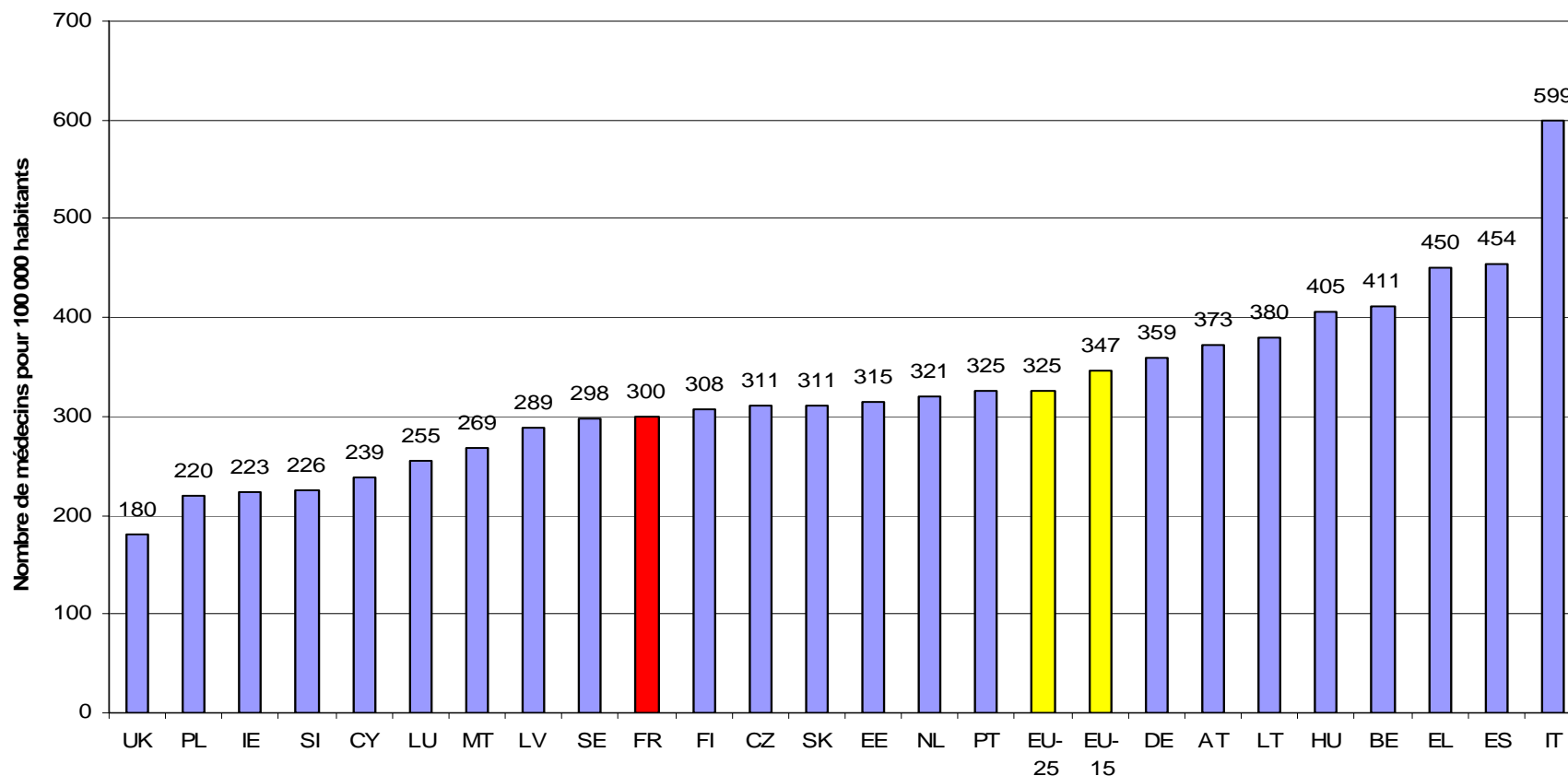
Avec 8,8 % de son PIB consacré aux dépenses de santé en 2004, la France est en tête des pays européens. Ce niveau se situe près d'un point et demi au-dessus de la moyenne européenne.

**Dépenses de santé par pays
(Source : Eurostat, 2004)**



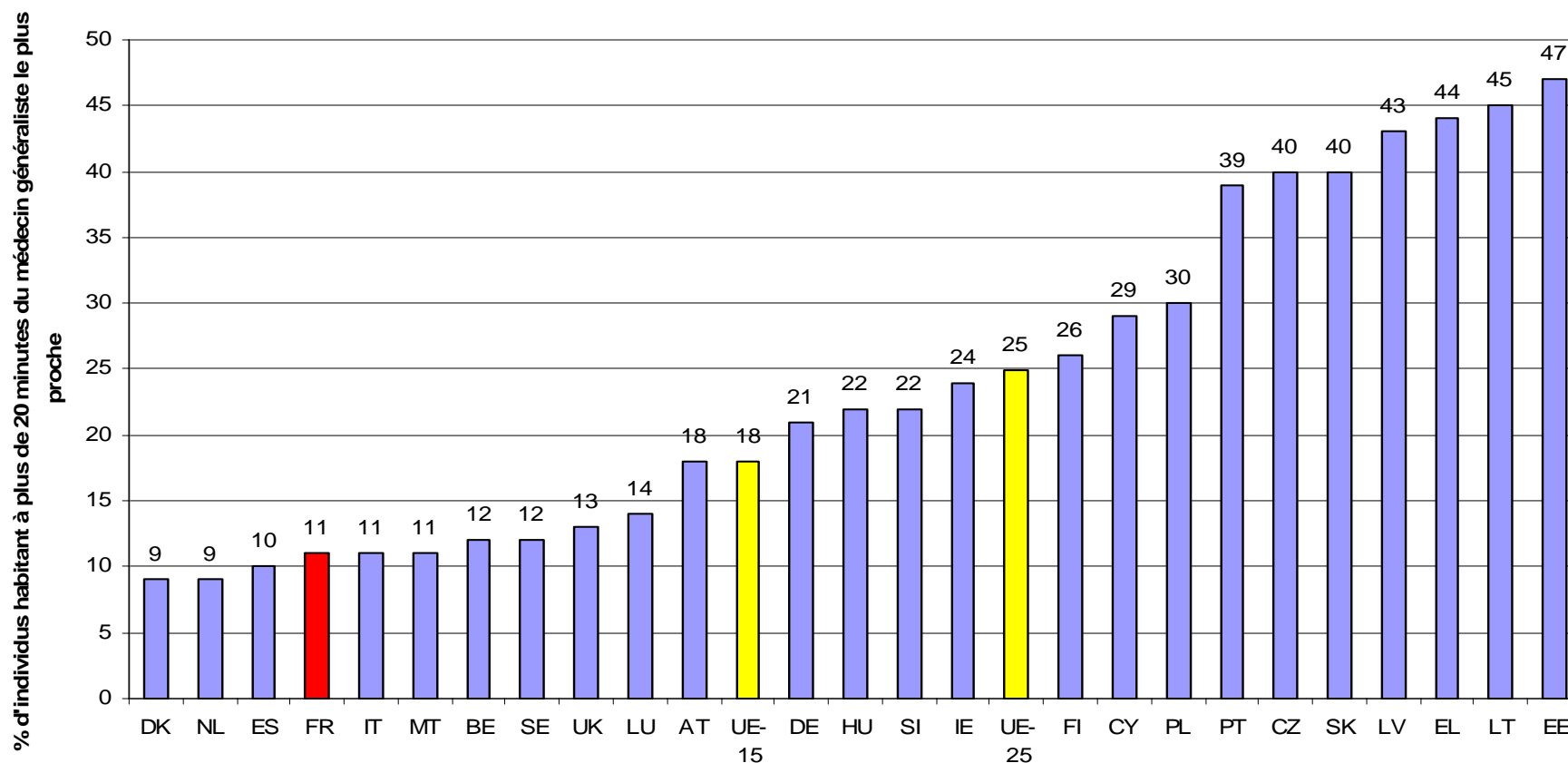
Malgré des dépenses de santé bien supérieures à la moyenne européenne, la France dispose d'un équipement sanitaire moyen. Par exemple, en 2000, le nombre de médecins praticiens est en-dessous de la moyenne de l'UE-25.

**Equipement sanitaire - Nombre de médecins praticiens pour 100000 habitants
(Source : Eurofound, 1999 ou 2000 selon les pays)**



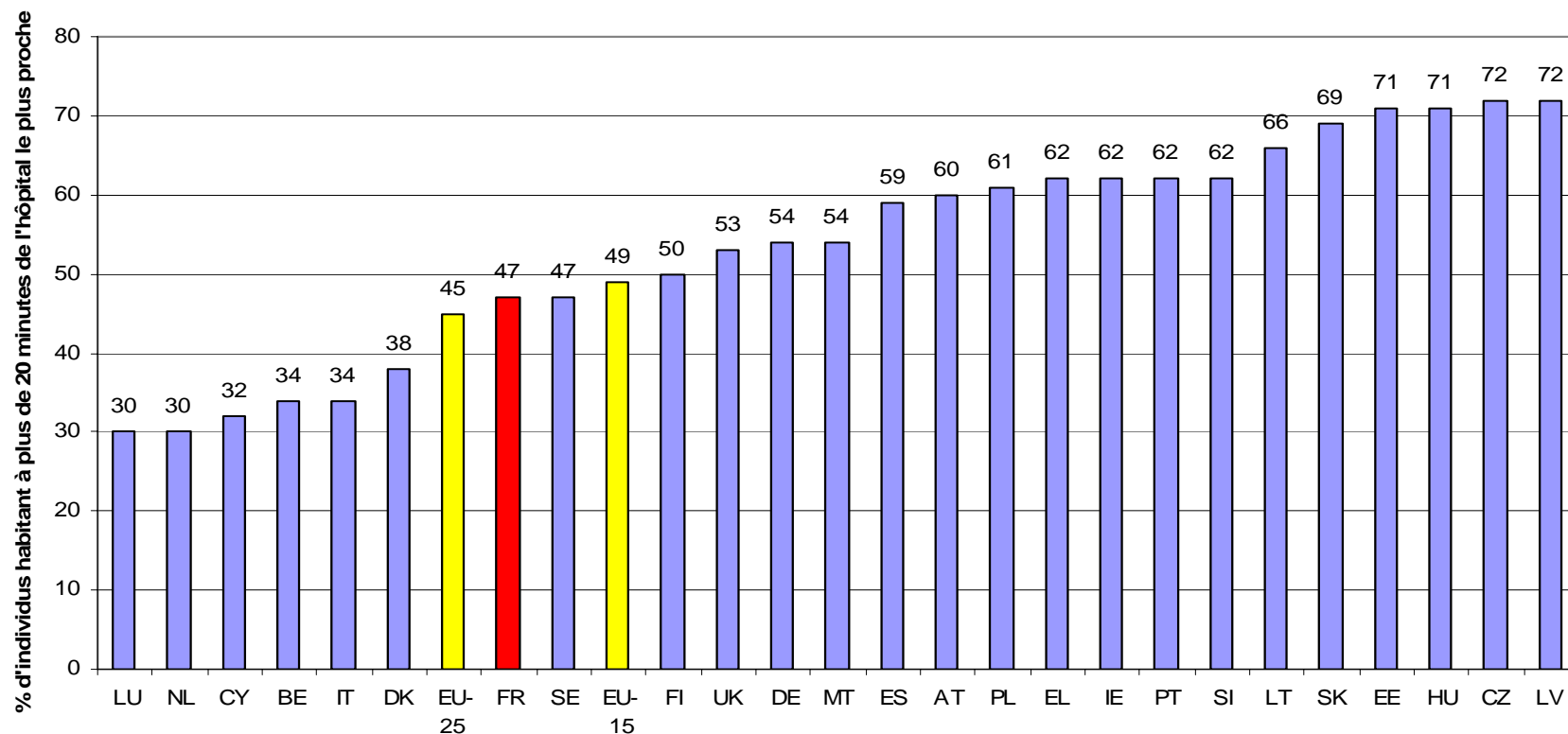
Cependant, la France semble bien placée si on observe la répartition des médecins sur le territoire : 11% seulement d'habitants sont à plus de 20 minutes du médecin généraliste le plus proche (contre 18% pour la moyenne UE-15).

**Equipement sanitaire - Proportion de population située à plus de 20 minutes du médecin généraliste le plus proche
(Source : Eurofound, 1999 ou 2002 selon les pays)**



De la même manière, la France est dans la moyenne de l'UE-15 pour l'équipement hospitalier : plus de la moitié de la population française vit à moins de 20 minutes de l'hôpital le plus proche.

Equipement sanitaire - Proportion de population située à plus de 20 minutes de l'hôpital le plus proche
 (Source : Eurofound, 1999 ou 2002 selon les pays)



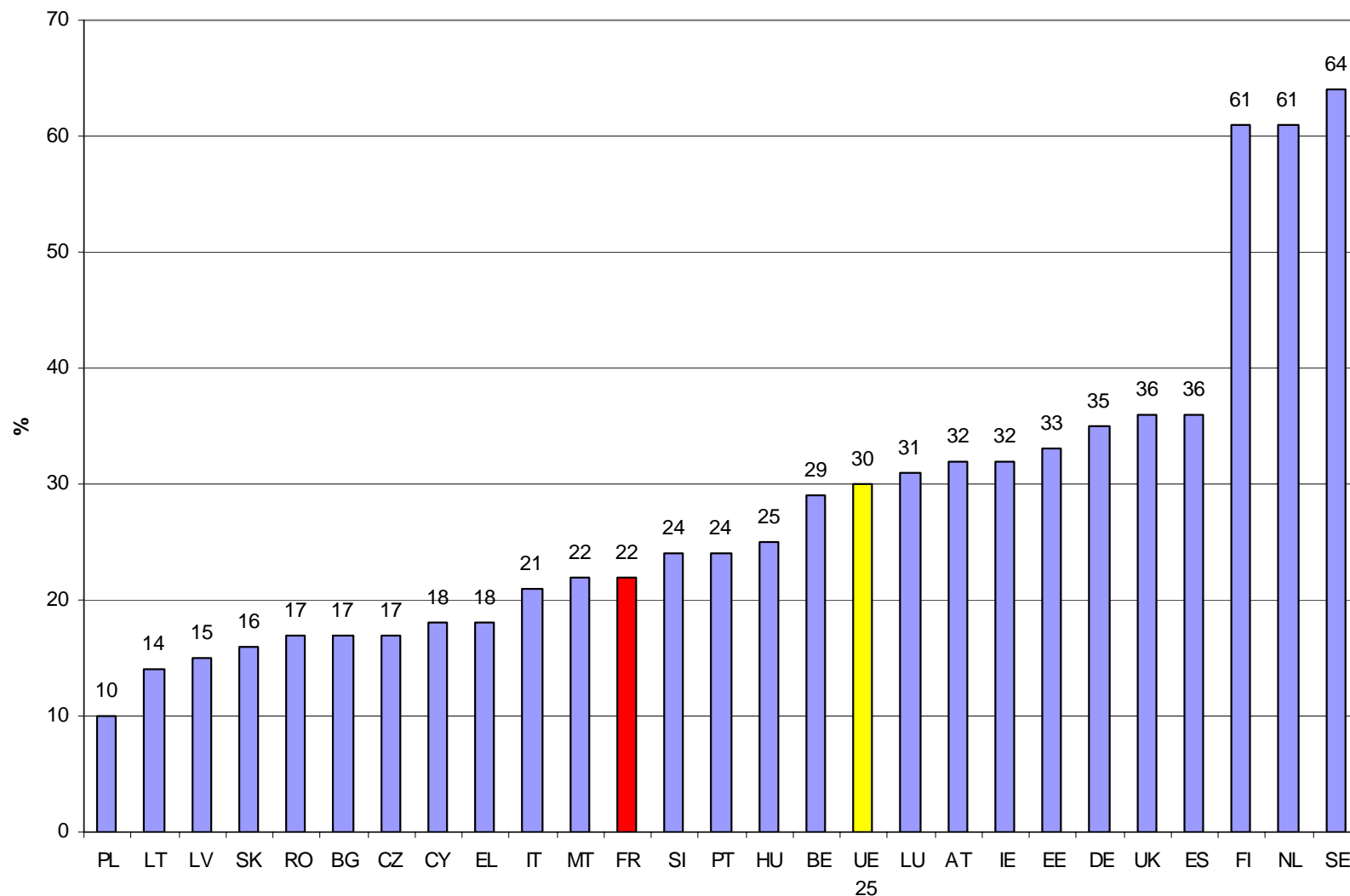
Capital social

-

**Une France particulièrement
défiante**

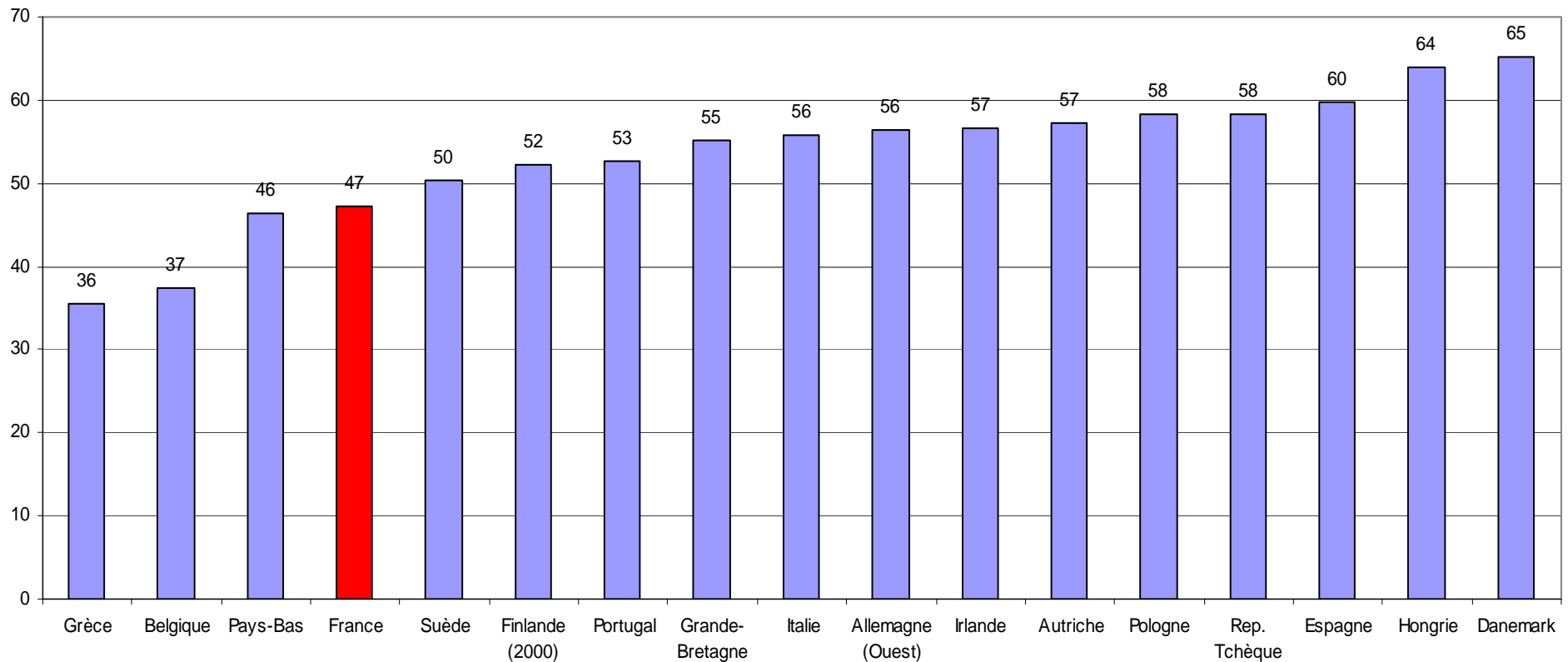
Un faible niveau de confiance interpersonnelle.

Pourcentage de personnes qui estiment que l'on peut faire confiance aux autres la plupart du temps
(Source : Eurobaromètre 2005)



Une relative tolérance face aux comportements inciviques (1) : le cas de la fraude fiscale.

Pourcentage de personnes trouvant jamais justifiable de frauder le fisc
(Source : World Values Survey 1999)

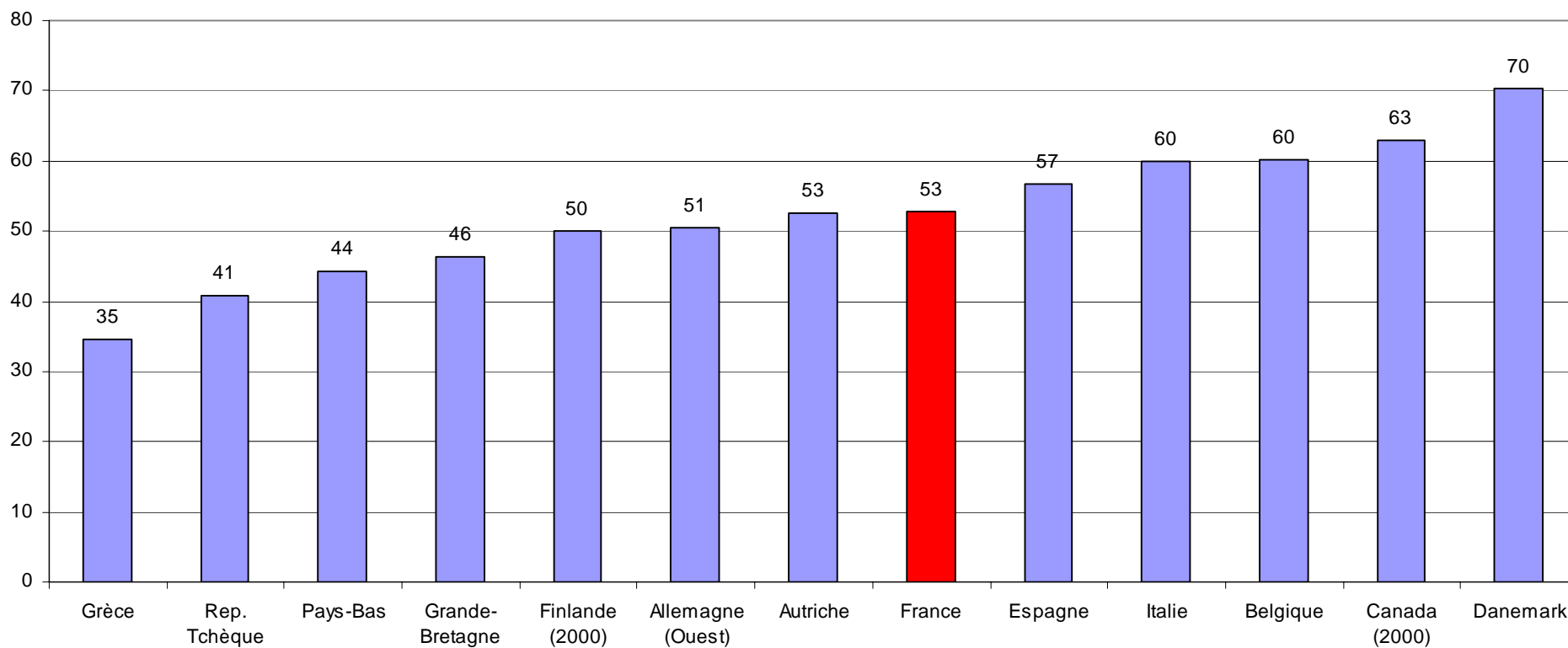


Lecture : les personnes interrogées répondaient sur une échelle de 1 à 10, avec 1 signifiant « jamais justifiable » et 10 « toujours justifiable ». Ne sont ici retenues que les réponses égales à 1.

Une relative tolérance face aux comportements inciviques (2) : le cas de la fraude dans les transports publics.

Pourcentage de personnes qui estiment qu'il n'est jamais justifiable de frauder dans les transports publics

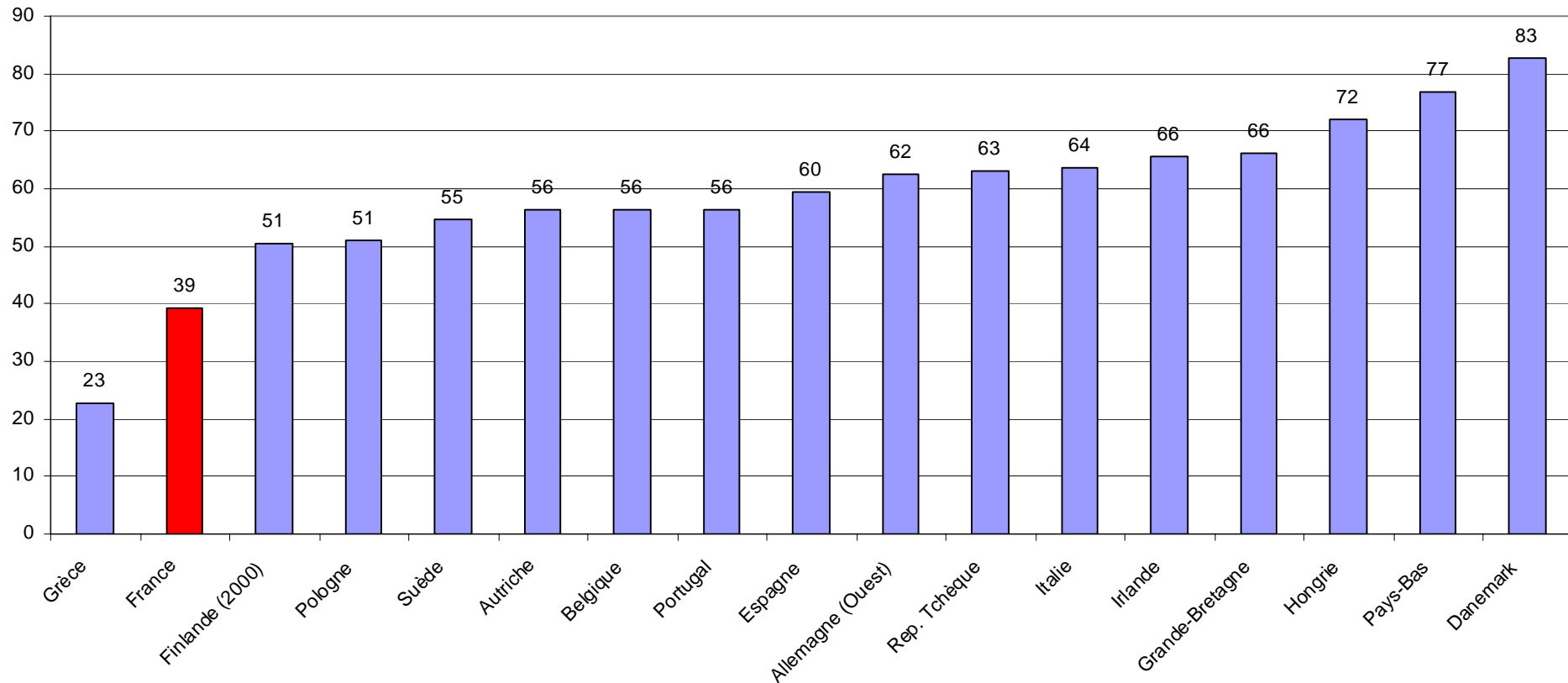
(Source : World Values Survey, 1999)



Lecture : les personnes interrogées répondaient sur une échelle de 1 à 10, avec 1 signifiant « jamais justifiable » et 10 « toujours justifiable ». Ne sont ici retenues que les réponses égales à 1.

Une relative tolérance face aux comportements inciviques (3) : le cas de la fraude aux aides publiques.

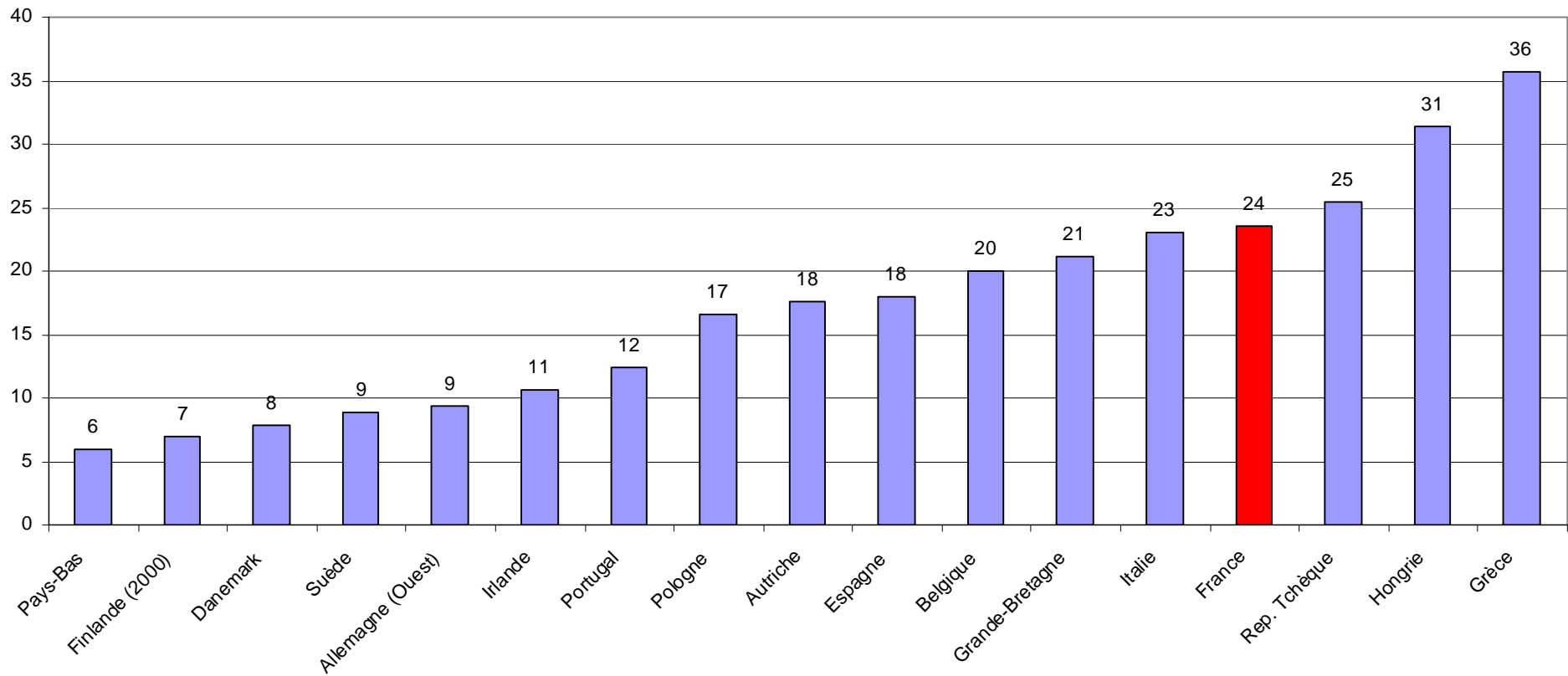
Pourcentage de personnes qui ne trouvent jamais justifiable de demander indûment des aides de l'Etat
(Source : World Values Survey 1999)



Lecture : les personnes interrogées répondaient sur une échelle de 1 à 10, avec 1 signifiant « jamais justifiable » et 10 « toujours justifiable ». Ne sont ici retenues que les réponses égales à 1.

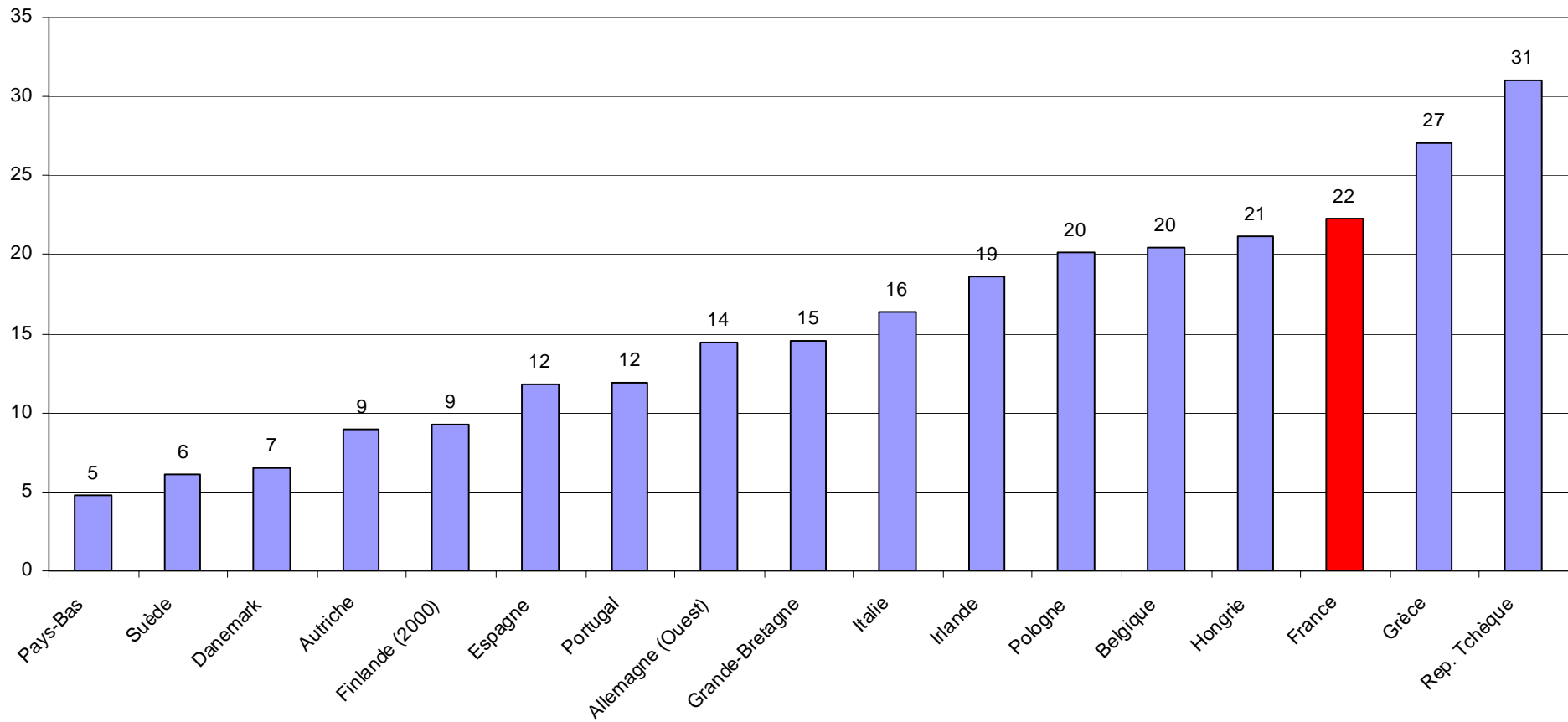
Un quart des Français déclarent n'avoir aucune confiance dans les syndicats.

Pourcentage de personnes qui déclarent n'avoir aucune confiance dans les syndicats
(Source : World Values Survey 1999)



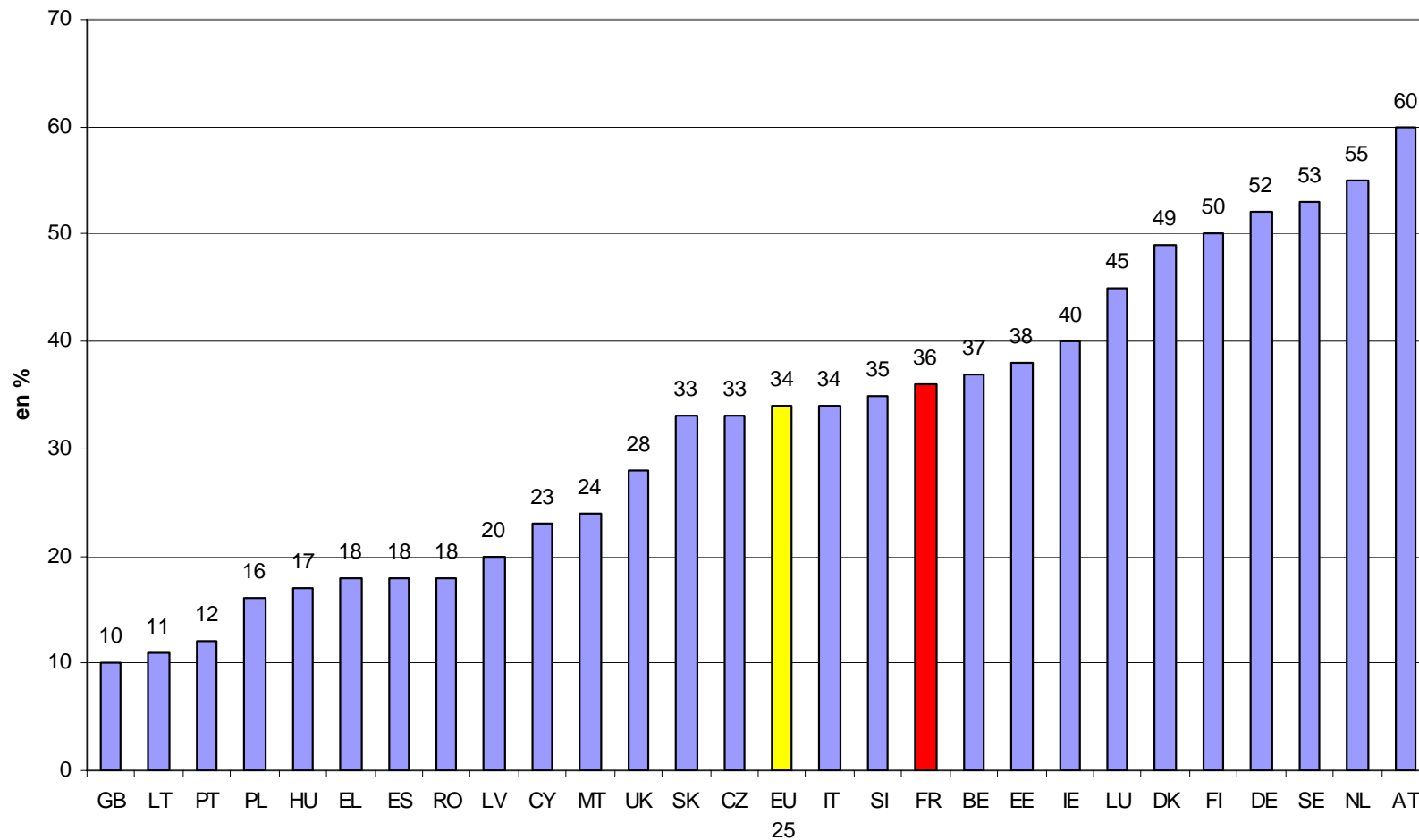
Une défiance qui touche aussi le Parlement.

Pourcentage de personnes qui déclarent n'avoir aucune confiance dans le Parlement de leur pays
(Source : World Values Survey 1999)



La France tout juste au-dessus de la moyenne en termes d'implication bénévole.

Part des personnes exerçant une activité bénévole dans une association
(Source : Eurobaromètre 2006)

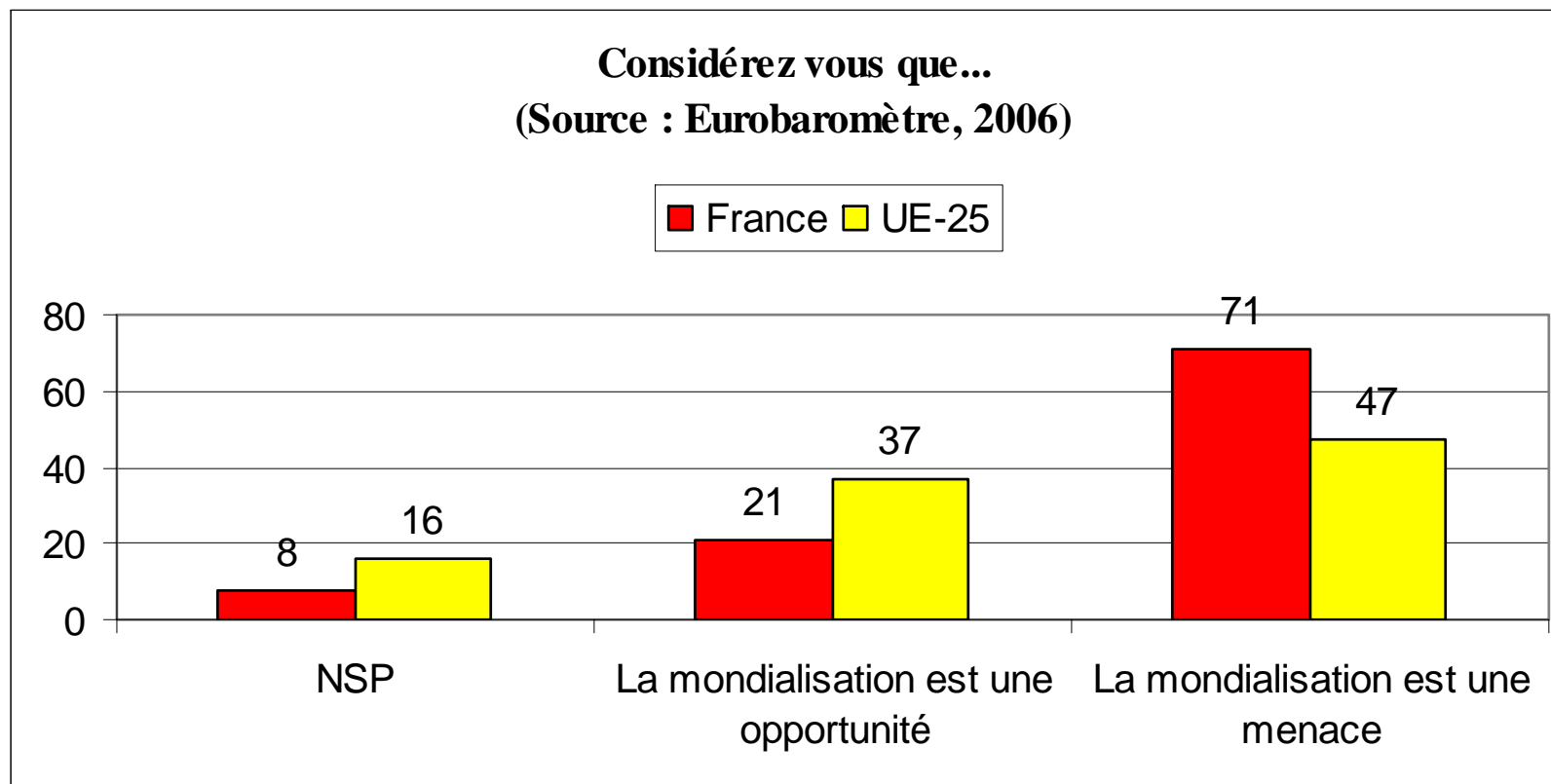


Face à la mondialisation et à l'avenir

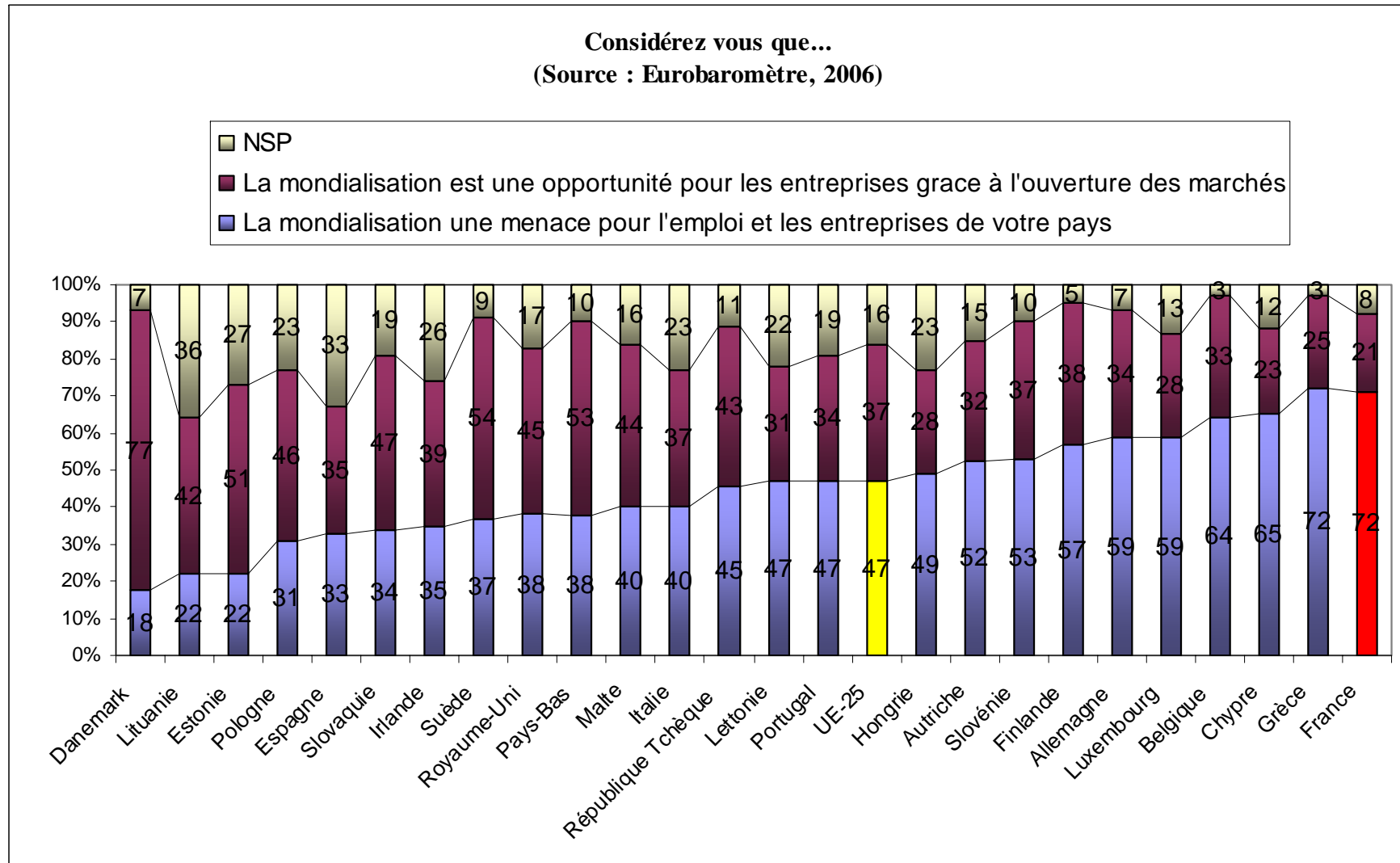
-

Les craintes prédominent en France

Si les Européens en général ne sont pas enthousiastes à l'égard de la mondialisation, les Français se distinguent par un niveau de réserve très élevé, nettement au-dessus de la moyenne des Européens.

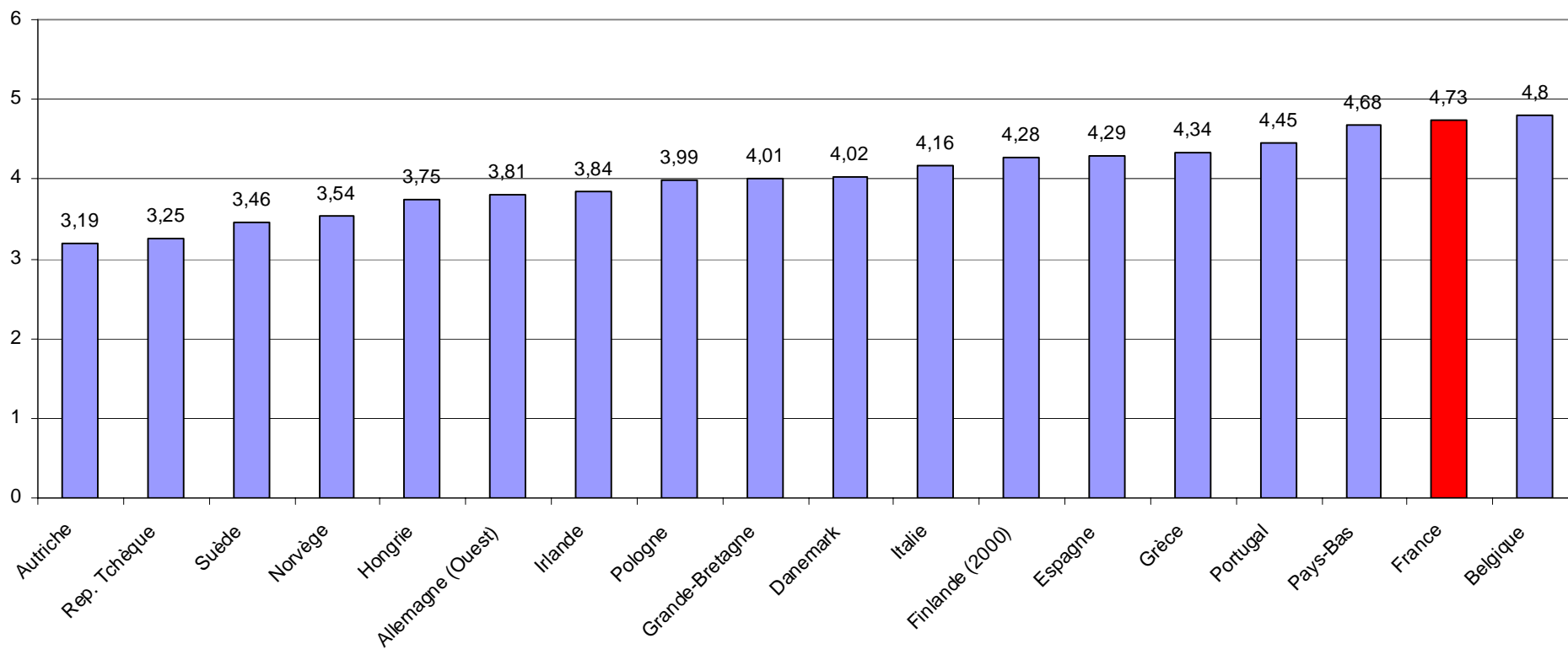


Les Français sont les Européens les moins favorables à la mondialisation.

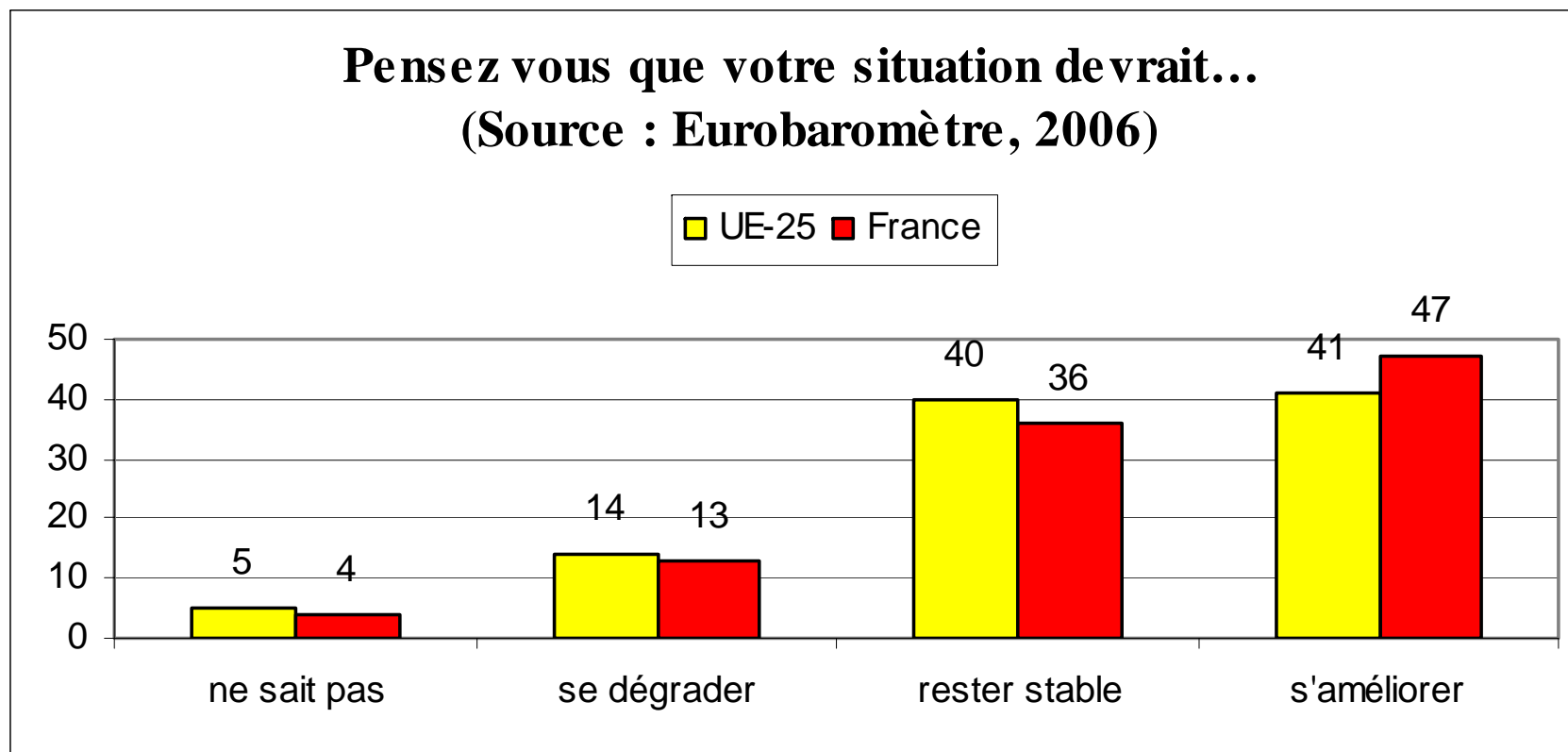


La concurrence est jugée plus négativement en France que dans la plupart des autres pays européens.

Score moyen sur une échelle de 10 que les Européens attribuent à la concurrence
(1 = très bonne, 10 = très mauvaise)
(Source : World Values Survey 1999)

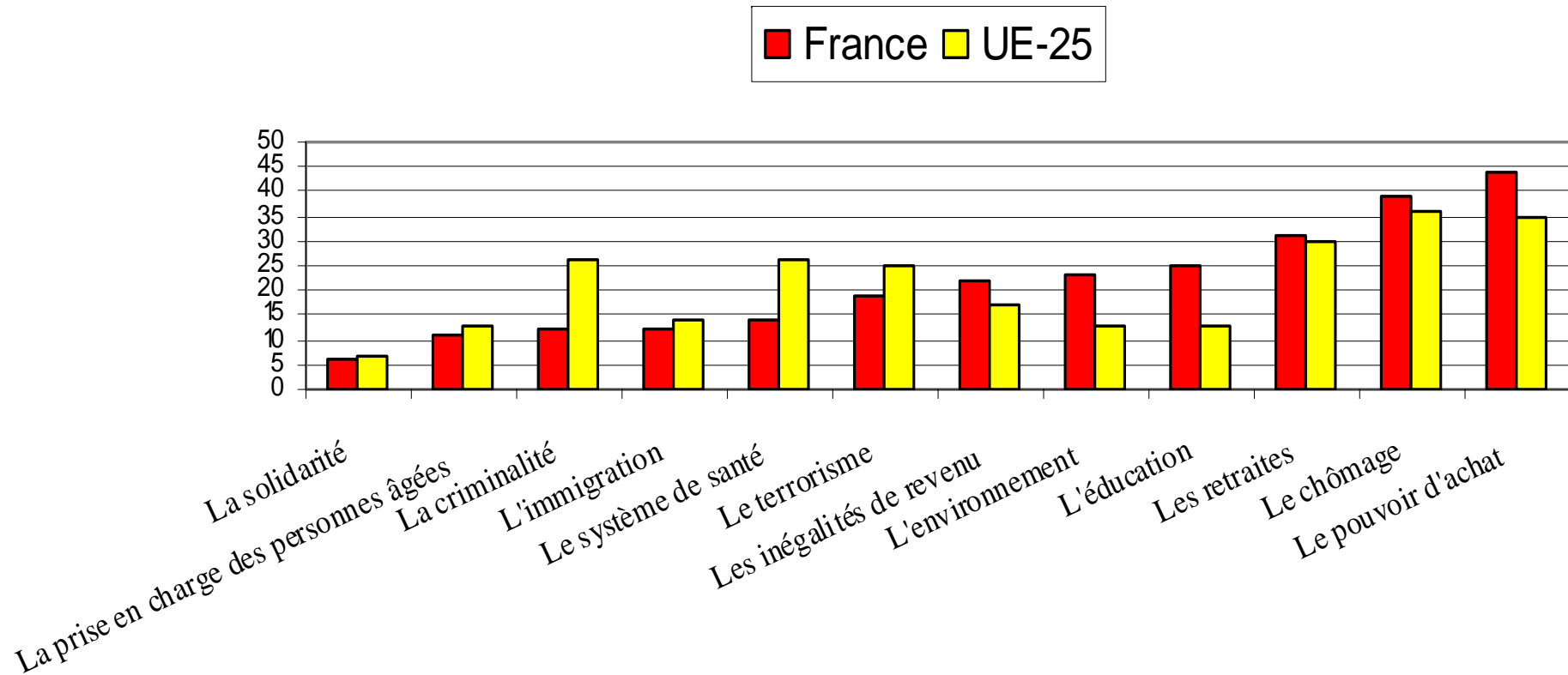


Les Français sont plus optimistes que la moyenne des Européens sur l'évolution de leur situation personnelle.

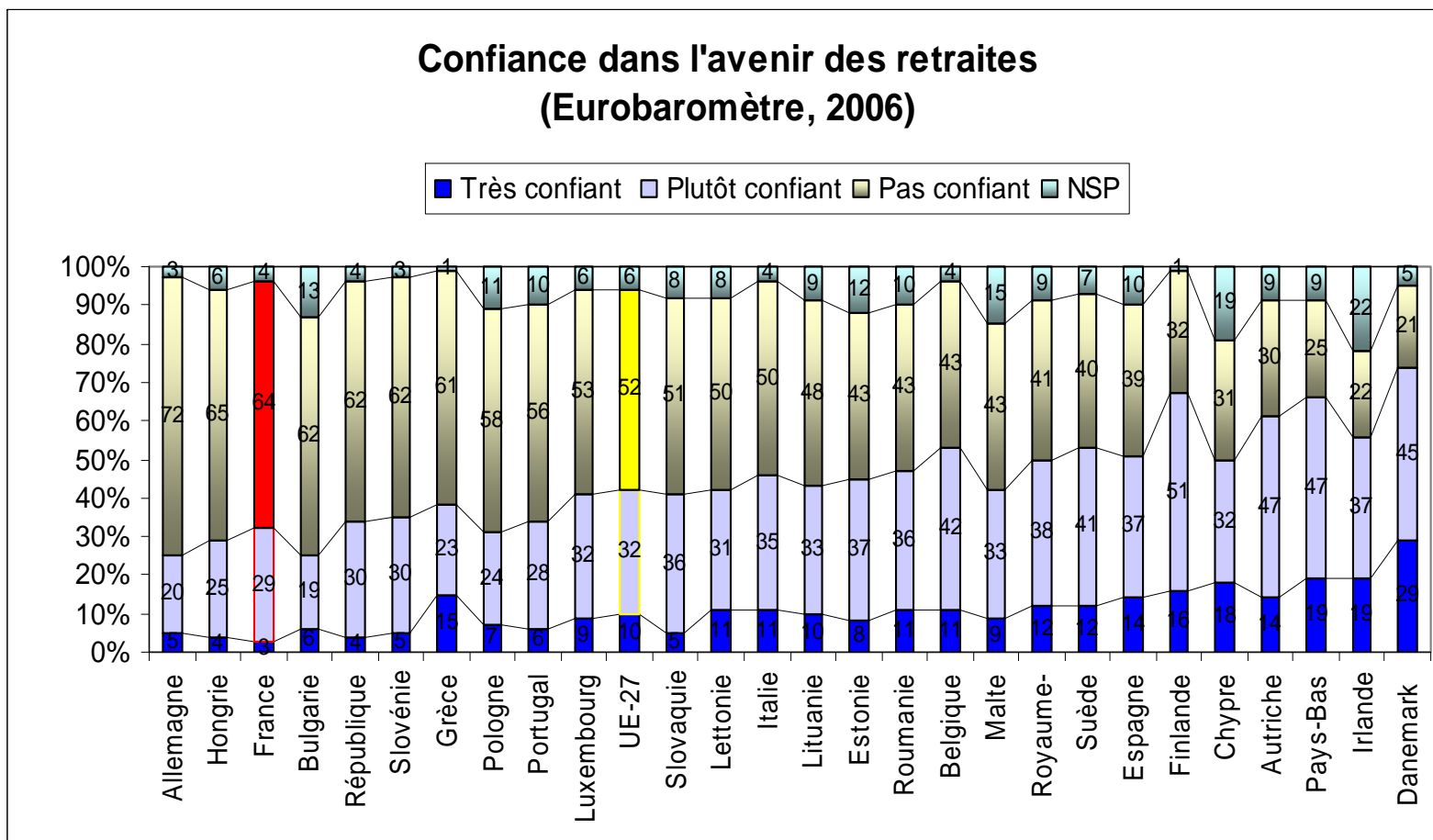


Les Français sont plus soucieux de sécuriser leur revenu (pouvoir d'achat, chômage, retraites) et moins inquiets de l'insécurité (criminalité, terrorisme) que la moyenne des Européens.

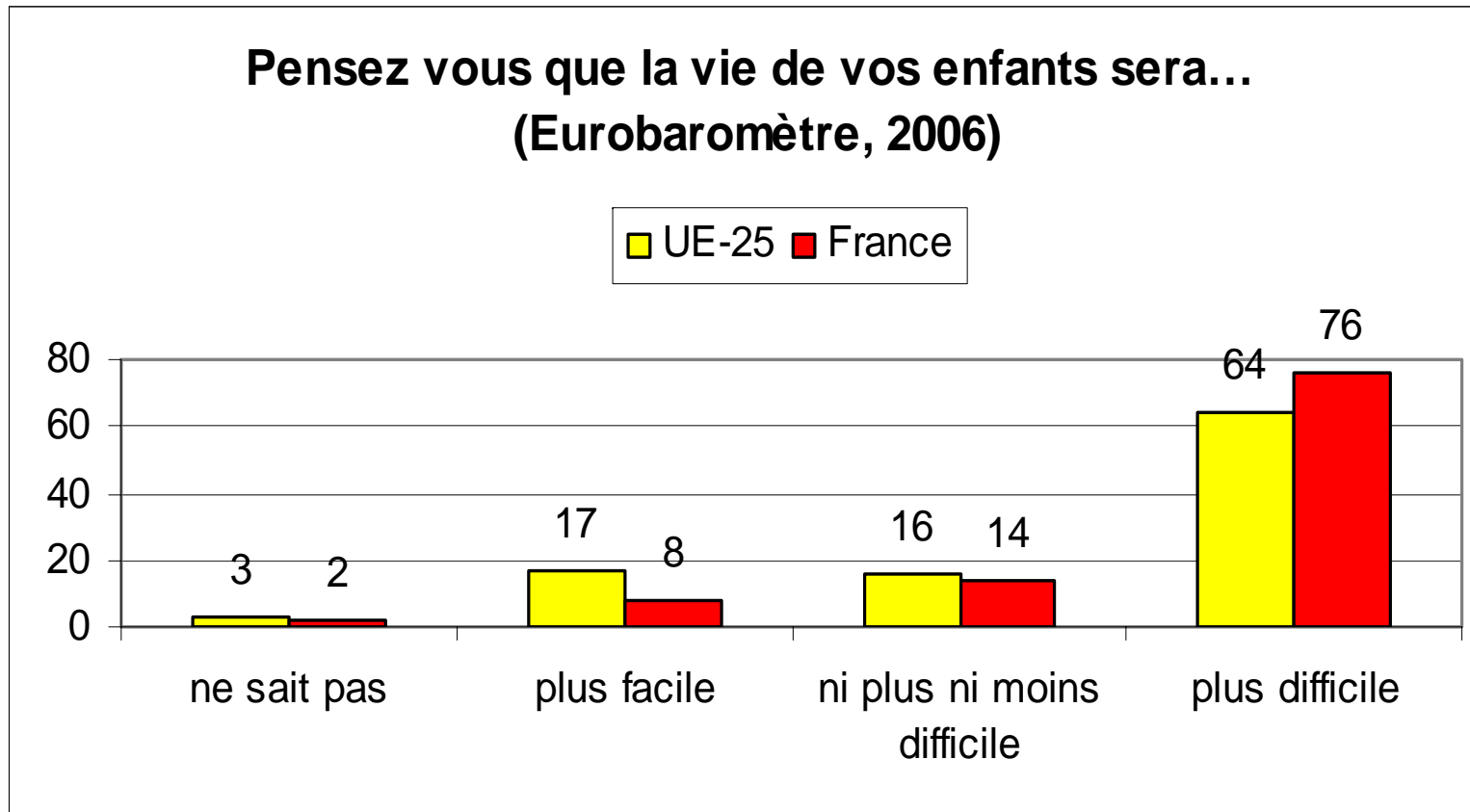
Quelles sont les priorités actuelles ?
(Source : Eurobaromètre, 2006)



Les Français n'ont pas confiance pour l'avenir de leurs retraites. 64% d'entre eux ne sont pas confiants, significativement plus que la moyenne des Européens.



Les Français sont significativement plus pessimistes que la moyenne des Européens sur l'avenir de leurs enfants.



La France est un des pays, avec l'Allemagne et la Suède, les plus inquiets pour les générations futures.

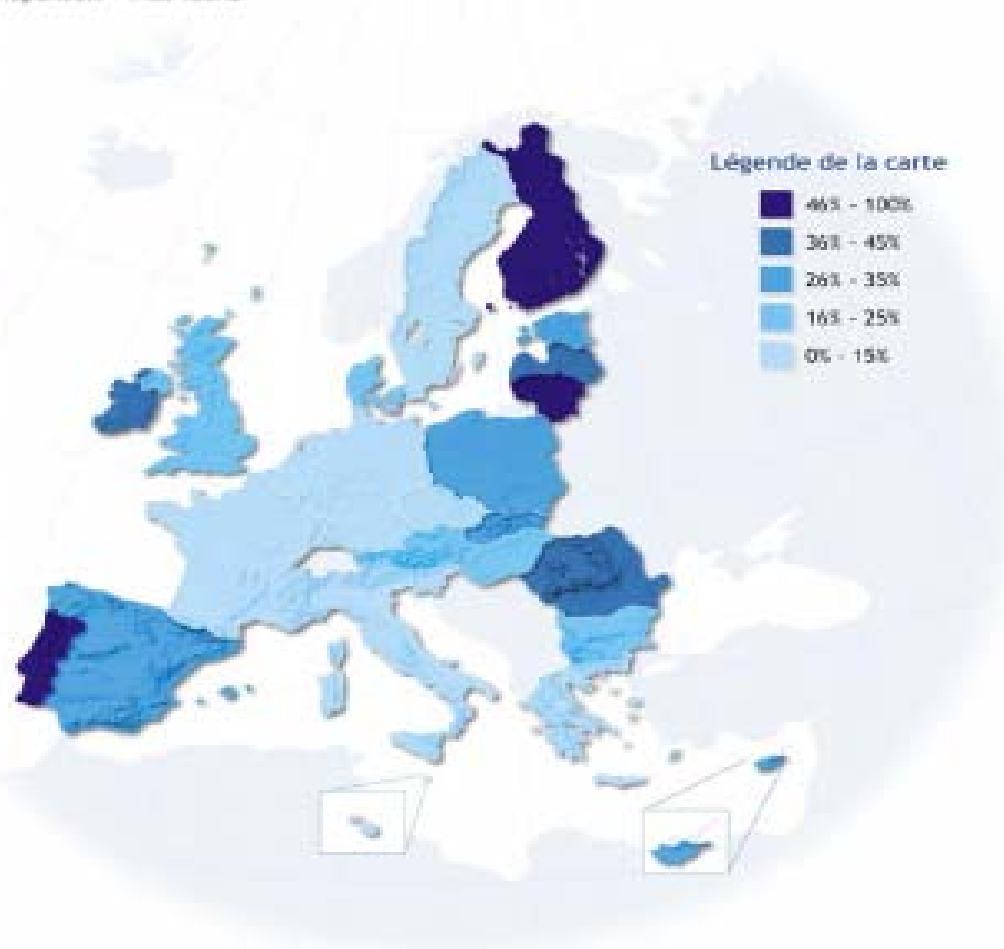
La carte de la crainte pour l'avenir
(Source : Eurobaromètre, 2006)

Résultats par pays	
 Portugal	57%
 Lituanie	51%
 Finlande	46%
 Irlande	44%
 Lettonie	44%
 Pologne	31%
 Slovaquie	29%
 Chypre	28%
 Estonie	28%
 Espagne	27%
 Hongrie	24%
 Danemark	22%
 Union européenne (25)	17%
 Autriche	16%
 Royaume-Uni	16%
 Italie	15%
 République tchèque	15%
 Luxembourg	14%
 Pays-Bas	14%
 Slovénie	14%
 Belgique	13%
 Grèce	13%
 Malte	10%
 France	8%
 Suède	8%
 Allemagne	3%

Autres pays	
 Roumanie	36%
 Bulgarie	22%

Question: En général, pensez-vous que la vie des enfants d'aujourd'hui sera plus facile, plus difficile ou ni plus facile ni plus difficile que pour ceux de votre génération ?

Réponses: Plus facile



Document réalisé en octobre 2007

par le Département Questions sociales du Centre d'analyse stratégique

**Pour répondre ou suivre la consultation spéciale de la Commission européenne
sur la réalité sociale européenne,
se reporter au site web :**

http://ec.europa.eu/citizens_agenda/social_reality_stocktaking/index_fr.htm